

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA
DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
**MASTER EN SCIENCES
ECONOMIQUES**

Option : Economie Monétaire et Bancaire

**La contribution de l'inclusion financière à la croissance économique des pays
membres de l'UEMOA : Cas du Benin et de la Guinée Bissau.**

L'INTITULE DU MEMOIRE

Préparé par :

SANE Youba
DOUMBIA Habiba

Dirigé par :

Mme. OUALI Nadjia
M. MOUFFOK Nacer-Eddine

Date de soutenance :

Jury:

Président.....

Examineur : ;

Encadrante : Dr. OUALI Nadjia

Co-encadrant : Pr. MOUFFOK Nacer-Eddine

Année universitaire: 2023/2024

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

À la lumière de mes jours, la flamme de mon cœur, la source de mes efforts, ma vie, ma très chère mère, **Mme Doumbia Maïmouna Diallo**, pour tous les efforts et les sacrifices qu'elle a pu faire pour moi depuis que j'étais dans son ventre à ce jour. Durant toutes ces années, elle a été une mère, une sœur, une confidente et elle est irremplaçable dans ma vie. Ma très chère Maman, je t'aime pour tout, qu'ALLAH t'accorde une très longue vie auprès de nous.

À mon infatigable et exemple de père, **Mr Doumbia Youssouf**, l'homme qui m'a soutenue et qui s'est battu pour nous pour qu'on ne puisse manquer de rien dans cette bas-vie ; ses magnifiques conseils ont fait de moi celle que je suis aujourd'hui. Que Le Tout Puissant te donne une très longue vie pieuse.

À mon frère, **Doumbia Sory**, pour son soutien.

À ma sœur, **Doumbia Fadima**, pour ses conseils et encouragements.

À notre benjamin, **Doumbia Cheik Oumar**, pour son amour.

À une personne très spéciale, **Toukara Ali**, qui a toujours été là pour moi.

À mon cher oncle, grâce à qui je suis venue étudier en Algérie, **Mr Arby Ali Ballaly**.

À mes très chères copines du 3ème étage, celles qui m'ont beaucoup soutenue durant mon cursus universitaire.

Je vous aime tous !!!

Habiba Doumbia

Dédicaces

*A mes chers parents, et à mon grand-père qui
ont toujours cru en moi, vous qui
m'avez soutenu et encouragé durant ces années
d'études, je ne vous remercierai
jamais assez, que Dieu vous accorde une longue vie
paisible et pleine de bonheur.*

*A ma
sœur, puisse DIEU te donner santé, bonheur et
richesse, je crois en ta réussite, tes idéaux que
j'admire tant ou de ta quiétude qui m'influence
souvent, sache que je tiens à toi, et que je crois en
ta réussite inéluctable.*

*A mes amis, qui égaiant mon quotidien de rires et
d'histoires inoubliables
et hilarantes, avec qui j'ai la chance de partager ce
voyage qu'on appelle, la vie.*

Sané Youba

Remerciements

Avant toute chose, nous rendons grâce à **ALLAH**, Le Tout Miséricordieux, Maître de l'univers, pour nous avoir accordés la foi et la détermination nécessaires pour mener à bien ce modeste travail.

Nous tenons de tout cœur à remercier nos encadrants **Docteur OUALI Nadja** et **Professeur MOUFFOK Nacer-Eddine** pour leur disponibilité, pour le temps précieux qu'ils nous ont consacré lors des séances d'encadrement et pour tous les conseils qu'ils nous ont prodigués tout au long de ce travail. Nous leur serons éternellement reconnaissants pour leurs accompagnements.

Nous adressons également nos remerciements les plus sincères au Professeur **ABDERRAHMANI Farès**, pour son aide précieuse ainsi que ses conseils judicieux.

Sans oublier de remercier l'ensemble du corps professoral du département des sciences économiques pour leurs enseignements et leur suivi tout au long de notre parcours.

Enfin, nous souhaitons exprimer notre profonde gratitude envers nos parents qui ont joué un rôle essentiel dans nos vies, ainsi qu'envers nos proches et amis qui nous ont constamment soutenus et encouragés pour l'élaboration de ce mémoire.

sommaire

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
CHAPITRE I.....	5
LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.....	5
Section 1 : Généralités sur la croissance économique	6
Section 2 : Les théories de la croissance économique.....	13
Section 3 : Les mesures de la croissance économique	20
CHAPITRE II.....	25
L'INCLUSION FINANCIÈRE.....	25
Section 1 : Cadre théorique de l'inclusion financière	26
Section 2 : L'utilisation de l'inclusion financière dans la zone de L'UEMOA	32
Section 3 : L'utilisation de l'inclusion financière dans le Bénin et la Guinée Bissau	43
CHAPITRE III	49
ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE DE L'IMPACT DE L'INCLUSION FINANCIÈRE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU BÉNIN ET EN GUINÉE BISSAU	49
Section 1 : La démarche Méthodologique.....	49
Section 2 : L'approche théorique du modèle ARDL	51
Section 3 : Analyse empirique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau.	76
Conclusion.....	81
CONCLUSION GÉNÉRALE	82
LES ANNEXES	90

Liste des abréviations

ADF : Augmented Dickey-Fuller.

AR : Auto Regressive.

ARCEP : Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste.

ARDL : Auto Regressive Distributed Lag.

AIC : Akaike Information Criterion.

BAD : Banque Africaine de Développement.

BCEAO : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.

BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement.

CF : Consommation Finale.

CSFASM : Comité de Stabilité Financière d'Assainissement du Secteur de la Microfinance.

DS : Differency Stationnary.

EBE : Excédent Brut d'Exploitation.

ECM : Error Correction Régression.

EPB : Épargne Brute.

FBCF : Formation Brute de Capital Fixe.

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine.

FMI : Fond Monétaire Internationale.

FNM : Fonds National de la Microfinance.

IDE : Investissement Direct à l'Étranger.

INSF : Indice synthétique de l'Inclusion Financière.

IMF : Institut de la Microfinance.

IPC : Indice des Prix à la Consommation.

LBC/FT : Lutter Contre le Blanchiment de Capitaux et Financement du Terrorisme.

LEPB : Logarithme Épargne Brute.

LIDE : Logarithme Investissements Directs à l'Étranger.

LINSF : Logarithme de l'Indice Synthétique de l'Inclusion Financière.

LPIB : Logarithme Le produit Intérieur Brut.

M : Importations.

MCO : Moindre Carré Ordinaire.

OQSF : Observatoire de la Qualité des Services Financiers.

PIB : Produit Intérieur Brut.

PIB/hab : Produit Intérieur Brut par Habitant.

PTF : Partenaire Technique Financier.

PME : Petite Moyenne Entreprise.

RCCI : Risque, Conformité et Contrôle Interne.

RDM : Reste du Monde.

RX : Revenu de l'Extérieur.

RS : Rémunération de Salaire.

SFD : Système Financier Décentralisé (institution de microfinance).

SGCBUMOA : Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine.

SIC : Schwarz Information Criterion.

SICA-UEMOA : Système Interbancaire de Compensation Automatisée dans l'Union Economique Monétaire Ouest Africains.

SIG : Système d'Information et de Gestion.

SMS : Structure Ministérielle de Suivi.

T : Impôt sur la Production et les Importations Moins les Subventions.

TGUSF : Taux Global d'Utilisation des Services Financiers.

TS: Trend Stationnary.

UEMOA : Union Economique Monétaire Ouest Africains.

VS: Variation Stock.

VECM : Vector Error Correction Model.

X : Exploitations.

Liste des tableaux

Tableau 1 : Résultats de l'Unit Root test (Bénin)	59
Tableau 2: Résultats de l'Unit Root test (guinée Bissau)	60
Tableau 3: Matrice de corrélation simple entre variables(bénin)	61
Tableau 4:Matrice de corrélation simple entre variables (guinée Bissau).....	62
Tableau 5:Estimation du modèle ARDL Bénin	63
Tableau 6:Estimation du modèle ARDL Guinée Bissau	64
Tableau 7: Cointégration Bornes (Persan et al ,2001) Bénin.....	66
Tableau 8: Cointégration Bornes (Persan et al ,2001) Guinée Bissau.....	66
Tableau 9:Relation de long terme (Bénin)	67
Tableau 10:Relation de long terme (Guinée Bissau)	68
Tableau 11:Relation de court terme (Bénin)	69
Tableau 12:Relation de court terme (Guinée Bissau).....	69
Tableau 13:Test d'autocorrélation (Breusch-Godfrey) Benin	70
Tableau 14:Test d'autocorrélation (Breusch-Godfrey) Guinee Bissau	71
Tableau 15: Test d'hétéroscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey) Benin.....	71
Tableau 16:Test d'hétéroscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey) Guinee Bissau.....	71

Liste des figures

Figure 1: Le carré magique de Nicolas Kaldor	11
Figure 2: l'évolution de l'activité économique	13
Figure 3: Le model de Solow	18
Figure 4:La carte et le logo de l'UEMOA.....	33
Figure 5: L'inclusion financière dans l'UEMOA.	39
Figure 6: Le PIB des deux pays	52
Figure 7: L'IDE des deux pays.....	53
Figure 8: Epargne brute des deux pays	54
Figure 9: L'indice synthétique de l'inclusion de financière	55
Figure 10:Choix du retard optimal.....	63
Figure 11: Choix du retard optimal	65
Figure 12:Normalité de jarque-bera (Benin))	72
Figure 13:Normalite de jarque-bera (Guinée Bissau).....	73
Figure 14: Résultat du teste cusum Benin	74
Figure 15:Résultat du teste cusum de la Guinée Bissau	74
Figure 16: Comparaison entre les PIB ajustés et PIB observes (Benin).....	75
Figure 17: Comparaison entre les PIB ajustés et PIB observes (Guinée Bissau).....	76

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Introduction générale

Depuis la dernière décennie, le phénomène de l'inclusion financière est devenu un sujet prioritaire dans les débats politiques et économiques sur la scène internationale. Et au cours des années, de nombreux pays ont adopté des politiques et des mesures visant à encourager l'inclusion financière. Ces dernières incluent l'instauration de réglementations favorables, la conception de produits financiers adaptés aux besoins des populations sous-desservies, l'extension des infrastructures de paiement numérique et mobile, ainsi que des programmes d'éducation financière destinés à améliorer les compétences financières des individus.

En effet, l'inclusion financière représente un concept qui désigne l'accès de tous les individus et entreprises à des produits et services financiers utiles et abordables, fournis de manière responsable et durable. Cela comprend l'accès à des comptes bancaires, des crédits, des assurances, et des systèmes de paiement. Ainsi, l'inclusion financière est essentielle pour le développement économique, car elle permet une meilleure allocation des ressources, favorise l'entrepreneuriat et réduit la pauvreté et les inégalités.

En plus, l'inclusion financière contribue à la croissance économique de plusieurs manières. Premièrement, elle facilite l'accumulation de l'épargne et l'accès au crédit, ce qui permet aux ménages d'investir dans l'éducation, la santé et l'amélioration de leurs conditions de vie. Deuxièmement, pour les entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), un meilleur accès aux services financiers signifie plus de capital pour investir dans des équipements, des technologies et des innovations, stimulant ainsi la productivité et la création d'emplois.

En outre, l'inclusion financière renforce la stabilité économique en permettant une gestion plus efficace des risques grâce à l'accès à des produits d'assurance et à une diversification des sources de financement. Elle encourage également une plus grande participation des citoyens dans l'économie formelle, ce qui peut augmenter les recettes fiscales de l'État et permettre des investissements publics dans les infrastructures et les services publics essentiels.

Cependant, pour que l'inclusion financière puisse effectivement soutenir la croissance économique, elle doit être mise en œuvre de manière inclusive et équitable, en ciblant particulièrement les populations vulnérables et marginalisées. Cela nécessite des politiques publiques adaptées, des innovations technologiques comme la fintech et une collaboration entre les secteurs public et privé.

En effet, La croissance économique a toujours été l'objectif recherché par tout pays. Avoir ce potentiel permet à tout État de se démarquer des autres, d'obtenir une place de supériorité dans le monde et surtout d'améliorer les conditions de vie de toute une nation.

L'évolution de l'inclusion financière dans l'UEMOA reflète des progrès importants grâce à des réformes politiques, des innovations technologiques et des initiatives régionales. Ces efforts ont permis de renforcer l'accès aux services financiers pour une grande partie de la population. Cependant, des efforts continus sont nécessaires pour surmonter les défis restants et garantir une inclusion financière véritablement inclusive et durable. La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a joué un rôle crucial en établissant un cadre réglementaire favorisant l'inclusion financière.

➤ Annonce de la problématique

L'inclusion financière dans les pays de l'UEMOA est devenue essentielle pour promouvoir une croissance économique soutenue et inclusive. Bien que des progrès significatifs aient été réalisés, il reste de nombreux défis à relever pour garantir que tous les segments de la population bénéficient des services financiers. Pour cela, nous essaierons de répondre à problématique principale suivante :

Quel est l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et à la Guinée Bissau ?

De cette problématique centrale, d'autres interrogations subsidiaires s'imposent :

1. L'inclusion financière contribue-t-elle à la croissance économique du Bénin et de la Guinée Bissau ?
2. L'inclusion financière permet-elle vraiment une meilleure allocation des ressources financières au Bénin et en Guinée Bissau ?

➤ Annonce des hypothèses de travail

Les hypothèses de ce travail de recherche visent à démontrer l'importance de l'inclusion financière dans la promotion de la croissance économique des pays de l'UEMOA. Pour cela, nous supposons les deux hypothèses suivantes :

- **H1** : L'inclusion financière a un effet positif sur la croissance économique du Bénin et de la Guinée Bissau.
- **H2** : L'inclusion financière contribue à la réduction de la pauvreté en permettant un meilleur accès aux crédits et aux opportunités économiques pour les populations défavorisées.

➤ Annonce de la méthodologie de travail

Afin de répondre à l'ensemble des interrogations posées ci-dessus, nous avons mené une méthodologie basée sur deux volets. Dans un premier temps, nous avons élaboré un cadre théorique sur les différents concepts liés à notre thématique, en s'appuyant sur des recherches bibliographiques et documentaires consistant en la collecte d'informations provenant d'ouvrages, d'articles, de sources électroniques, et autres, traitant directement ou indirectement notre problématique. Dans un deuxième temps, nous avons procédé à une modélisation économétrique en appliquant l'approche ARDL pour essayer de comprendre la relation qui pourrait exister entre le PIB constant et l'inclusion financière d'un ensemble de variables explicatives à savoir, l'investissement direct étranger (IDE), l'épargne brute (EPB) et l'indice synthétique de l'inclusion financière (INSF) pour les deux pays. Dans ce sens, les données sélectionnées sont observées sur la période allant de 2008 à 2020 et seront collectées pour les deux pays sur le site de la Banque des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et de la Banque Mondiale.

➤ Annonce du plan de travail

Pour mieux répondre à notre problématique, nous avons reparti notre travail en trois chapitres, deux chapitres théoriques et un troisième pratique.

Dans le premier chapitre, intitulé : La croissance économique, nous détaillons l'évolution la croissance économique, les différentes théories la représentant, ainsi que les mesures permettant l'utilisation des indicateurs économiques pour la calculer.

Ensuite, le deuxième chapitre, dédié à l'inclusion financière, nous l'avons organisé en trois sections à savoir : cadre théorique de l'inclusion financière, l'utilisation de l'inclusion financière dans la zone l'union économique monétaire ouest africaine (UEMOA) et l'utilisation de l'inclusion financière dans le Bénin et la Guinée Bissau.

Enfin, dans le troisième chapitre, nous vérifions à l'aide d'une analyse économétrique, l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique des pays membres de l'UEMOA (cas du Bénin et de la Guinée Bissau). Nous avons reparti ce chapitre en trois sections également : la démarche méthodologique, l'approche théorique du modèle ARDL et l'analyse empirique de l'impact de l'inclusion sur la croissance économique au Bénin et à la Guinée Bissau.

CHAPITRE I

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Introduction

L'économie d'un pays est souvent mesurée par son taux de croissance économique, un indicateur clé qui reflète l'expansion de la production de biens et services au fil du temps. La croissance économique est essentielle pour améliorer le niveau de vie des citoyens, réduire la pauvreté, et stimuler le développement global d'une nation. Au cœur de cette évolution se trouve la croissance économique, un moteur puissant qui façonne la prospérité nationale et le bien-être des citoyens. Dans cette introduction, nous explorerons les divers aspects de la croissance économique. La première section nous allons parler de la généralité sur la croissance économique, la deuxième section nous allons parler des théories de la croissance économique dans une troisième section nous allons parler des mesures de la croissance économique.

Section1 : Généralités sur la croissance économique

Cette première section est consacrée à la présentation d'un ensemble de concepts liés à la croissance économique, afin d'avoir une vue générale du cadre théorique d'une variable économique essentielle pour mesurer la richesse d'un pays et pour pouvoir l'ajuster en cas de déséquilibre macroéconomique.

1. Définition

La croissance vient du mot latin *crescere*, qui signifie, croître, grandir¹. L'augmentation continue de la production de biens et de services sur une période plus longue est connue sous le nom de croissance économique. La croissance économique est souvent considérée comme au centre des discussions politiques sur l'amélioration du niveau de vie et, par conséquent, du développement national. En fait, on pourrait supposer que la population d'un pays augmente naturellement à mesure qu'il s'enrichit. Cependant, la croissance à elle seule ne suffit pas au développement car elle ne représente que la quantité de biens et de services produits.

2. Les types de la croissance économique

On distingue deux types de croissance économique :

- **La croissance extensive** : correspond à l'augmentation des quantités de facteurs de production (culture de nouvelles terres, ouverture de nouvelles usines, regroupement ou fusion avec d'autres entreprises).

¹Disponible sur le lien : https://www.memoireonline.com/06/09/2186/m_Analyse-de-la-Croissance-Economique-du-Mali-depuis-lindependance1.html (Consulté le 8/01/2024).

- **La croissance intensive** : elle se caractérise par une meilleure utilisation des facteurs de production qui permet de réaliser des gains de productivité.²

3. Les facteurs de croissance

On entend souvent par les facteurs la croissance tout ce qui peut avoir un effet immédiat et quasi mécanique sur la croissance. Les facteurs de croissance agissent essentiellement sur l'offre des biens et services. Cependant, on peut distinguer trois facteurs de croissance, à savoir le facteur capital le facteur travail et le progrès technique.

• Le facteur travail

Le facteur travail est représenté par l'ensemble des forces disponibles pour créer de la richesse. Ces sont des capacités intellectuelles (aspect qualitatif) que les entités économiques s'engagent à mettre en œuvre afin de satisfaire leurs besoins. L'offre de main-d'œuvre disponible dans un pays est fonction de la population active, qui est composée de toutes les personnes qui travaillent ou recherchent un emploi rémunéré. L'augmentation de la population active est principalement due à l'évolution démographique, à l'arrivée d'émigrants (immigration) et à l'évolution des modes de vie (travail des femmes, durée des études, âge de la retraite). Le niveau de formation et de qualification, l'intensité du travail (motivation, rapidité) et l'organisation du travail influencent la productivité du travail. La loi essentielle théorisée par les économistes est donc la division du travail, qui augmente la productivité de l'individu par la spécialisation. La productivité du travail peut être contrôlée par le volume de production produit et le volume de travail requis pour cette production.

• Le facteur capital

Pour la création de richesse, qui ne se limite pas au travail, le capital constitue une autre source essentielle d'activité productive. Le mot capital a différentes significations. D'un point de vue technique, le capital fait référence au montant de fonds requis pour la production de biens et services. Le capital technique est composé : du capital fixe, qui comprend les biens d'équipement et les machines utilisés au cours du processus de production, et du capital circulant (consommation intermédiaire), qui correspond aux biens détruits ou transformés dans le cycle de production et utilisés une seule fois. D'un point de vue comptable, le capital est divisé en deux catégories : les capitaux propres (capital social, réserves, bénéfices) et les capitaux étrangers (prêts et dettes à long et court terme). L'augmentation de capital s'effectue par réduction des investissements, c'est-à-dire H. de dépenses immédiates pour l'acquisition de biens de production (capital fixe) en vue de générer des revenus futurs. Il existe deux types

²Disponible sur le lien : <https://www.mcourses.net/fra10/safara10ean131.pdf> (Consulté le 8/01/2024).

d'investissements. Les investissements corporels, qui représentent l'acquisition d'un bien corporel, comprennent les investissements immatériels, qui comprennent les investissements intellectuels.

- **Progrès technique**

Pour mesurer la croissance économique, seuls deux facteurs sont généralement examinés : le travail et le capital. En fait, la productivité apparente des deux facteurs est facile à calculer : il suffit d'établir le rapport entre la production réalisée et les facteurs mis en œuvre. Cependant, la contribution de ces deux projets de loi à la croissance ne suffit pas à expliquer toute la croissance : il existe un « résidu » de croissance inexpliqué. C'est ce résidu qui est assimilé aux effets du progrès technologique. Cela semble être un élément essentiel pour la croissance d'un pays. En économie, le progrès technique fait référence au processus général de développement et d'amélioration des méthodes et des moyens de production dans le but de contrôler la nature par l'homme et de réduire davantage l'effort humain. Cependant, le progrès technique se manifeste par des changements dans les machines. L'introduction d'un nouveau mode d'organisation ou l'ouverture de nouveaux points de vente. Le progrès technique résulte directement des innovations, c'est-à-dire de la mise en œuvre d'une invention. En modifiant les techniques de production, ces innovations donneront au facteur de production capital une place plus importante dans le mix productif par rapport au facteur travail.

4. Les contributions de la croissance

Afin de mettre en évidence son importance, la croissance économique liste les avantages suivants :

- **La consommation**

A ce niveau, la croissance accroît la quantité de biens et services offerts sur le marché et de ce fait, élargit la possibilité de consommation des individus qui du reste devraient voir leurs revenus augmenter du fait de la croissance.

- **L'activité des pouvoirs publics**

Comme le secteur public est principalement financé par les prélèvements fiscaux opérés sur l'activité économique. Donc, les ressources de l'Etat sont conditionnées par la croissance économique conduisant à un accroissement des recettes fiscales.

- **L'appareil de production**

La croissance est un indicateur de mesure des performances de l'appareil productif à travers les valeurs créées ou ajoutées à chaque étape de la production des biens.³ Elle assure également à l'appareil productif les équipements et matières dont il a besoin ainsi que ses possibilités de débouchés.

➤ **La répartition du produit et du revenu**

Les rémunérations des facteurs de production ne sont pas directement présidées pour le rythme de la croissance, mais il reste qu'une forte croissance facilite le partage, alors que sa réduction risque de profiter à certains plus forts, et affecter négativement d'autres les plus faibles. C'est ainsi qu'il semble plus facile de partager lorsque l'on dispose de plus de ressources que lorsque l'on n'a pas.

➤ **Les échanges avec le Reste du Monde**

Avec le RDM, la croissance économique permet l'entrée de devise, et donc la possibilité de recourir aux produits et aux opportunités des marchés extérieurs. Elle assure également la compétitivité et la puissance recherchée par chacun des acteurs internationaux dans un système de relation axée sur la maximisation du profit. D'où, ce système exige une grande ouverture sur l'extérieur et limite fortement les possibilités de production.⁴

➤ **La réduction des déséquilibres et résorption des inégalités**

Pour réduire ces déséquilibres et résorption des inégalités la croissance l'exécute non seulement dans la mobilisation des ressources et la résorption des inégalités de répartition, mais aussi dans la gestion des équilibres macroéconomiques fondamentaux, tels que celui de la balance de paiements et celui de la lutte contre les pressions inflationnistes et le chômage.⁵

5. Les différentes phases d'un cycle économique

On distingue (4) phases du cycle économique :

▪ **Le retour de l'économie**

Il s'agit d'un moment de transition entre la période de récession et celle de croissance. Tout est fait pour sortir de la crise et de nombreuses restructurations sont en cours. Ainsi, l'État tente de stimuler la croissance en investissant de manière massive afin de relancer la croissance et de redonner de la confiance, ou en mettant en place une politique d'austérité afin de diminuer les dépenses. Ce moment est aussi propice à l'innovation technologique qui peut contribuer à la sortie de la crise. La croissance revient peu à peu et un cercle vertueux se crée.

³Disponible sur le lien : <https://www.memoireonline.com/01/20/11495/Croissance-economique-et-amelioration-de-conditions-de-vie-de-population-en-republique-democrati.html/> (Consulté le 11/01/2024).

⁴Idem . (Consulté le 11/01/2024)

⁵Idem. (Consulté le 11/01/2024)

▪ L'expansion économique

Il s'agit de la période de prospérité. On observe une augmentation de la production, des salaires, des bénéfices et de la consommation, avec tous les indicateurs en bonne santé. Il y a une forte concentration d'investissement privé, les acteurs économiques souhaitant augmenter leurs capacités de production pour répondre à une demande croissante.

▪ La crise économique

Il s'agit d'un moment de transition entre la période de croissance et la période de récession. Effectivement, avec l'expansion, l'inflation se manifeste en raison de la circulation de plus en plus importante de monnaie (augmentation des salaires, taux d'intérêts encore bas au début de la phase d'expansion). Ainsi, on observe une augmentation générale des prix, ce qui entraînera une diminution de la consommation et donc des investissements. Les industriels qui ont des stocks à vendre diminuent progressivement leur production et diminuent leurs prix afin de vendre leurs stocks.

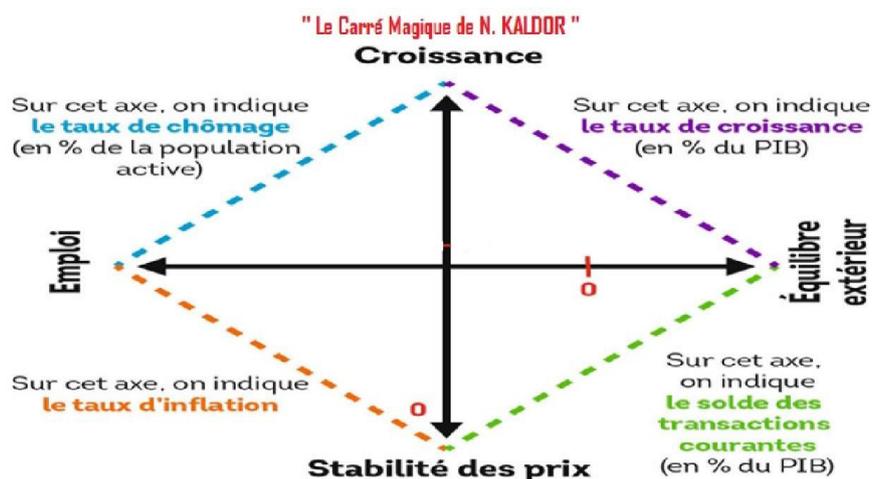
▪ La récession économique

La période de surchauffe a provoqué de nombreux licenciements, ce qui a un effet significatif sur la consommation. Les salaires sont suspendus, ce qui entraîne une augmentation du mécontentement des ménages. Il y a donc une crise de confiance à tous les niveaux. Effectivement, il y a une disparition de certains acteurs économiques (les moins solides) et une certaine méfiance entre les acteurs. En ce qui concerne le marché interbancaire, cela entraîne une diminution des liquidités. Les banques n'hésitent plus à accorder des prêts entre elles, tandis que les ménages consomment peu, de crainte de la crise immobilière. Les entreprises continuent d'ajuster leur niveau de production en réponse à cette diminution de la consommation.

6. Les principaux objectifs de politique économique

Le concept consiste à ce que les gouvernements établissent habituellement un but pour chacune de ces variables. À titre d'exemple, ils aspirent à une croissance élevée, à un emploi plein, à une balance commerciale excédentaire et à une stabilité des prix.

Figure 1: Le carré magique de Nicolas Kaldor



Source : Voir le lien : <https://i.ytimg.com/vi/AoYHeCkpmis/maxresdefault.jpg>

Toutefois, ce carré est qualifié de « magique » car il est impossible à réaliser. En réalité, il est extrêmement compliqué d'accomplir simultanément ces quatre objectifs. À titre d'exemple, lors d'une surchauffe économique, l'inflation augmente et un conflit d'objectifs se produit grâce à la médiation des pouvoirs politiques. En d'autres termes, le carré magique de Kaldor présente une heuristique essentielle pour repérer certaines relations essentielles en macroéconomie. Le lien entre la hausse des prix et le chômage (courbe de Phillips). Quand le taux de chômage est bas, les taux d'inflation augmentent. Le lien entre l'expansion économique et le taux de chômage. L'augmentation de la croissance entraîne une diminution du chômage jusqu'à atteindre le même seuil.

7. Les instruments de la politique économique

Il s'agit d'un instrument qui vous aide à réaliser vos objectifs. Selon Jan Tinbergen, il est essentiel que la politique économique possède des instruments et des objectifs.

➤ Politique monétaire

La politique monétaire a pour objectif de réguler la croissance de la masse monétaire afin de maintenir une quantité de monnaie en circulation suffisante pour prévenir l'inflation, tout en assurant le montant des transferts sans entraver l'activité économique. La création monétaire est principalement due au crédit et la politique monétaire repose sur le niveau des taux d'intérêt.

➤ Politique budgétaire

Politique financière : estimation des revenus et des dépenses totales du gouvernement pour l'année. Selon le point de vue keynésien, les déficits budgétaires encouragent la demande

Chapitre I : La croissance économique

intérieure et favorisent ainsi le redressement de la croissance. Au fil du temps, la croissance constitue une nouvelle source de revenus pour le budget national.

➤ **Politique de relance** (ou politique de croissance)

Le but est de promouvoir l'expansion des activités économiques. Une hausse des dépenses gouvernementales entraîne une augmentation de la demande des ménages (épargne) et des entreprises (investissement), ce qui entraîne une augmentation de la production et une diminution du chômage (augmentation de l'emploi des entreprises qui nécessitent une révision). Cette hausse entraîne des répercussions néfastes, telles qu'une augmentation de l'inflation (plus de demande que d'offre) et, plus crucial encore, une augmentation de la dette publique en raison d'un déficit budgétaire plus élevé (les dépenses publiques dépassent les recettes).

Politique restrictive

En diminuant les dépenses publiques, il est possible de diminuer la dette publique en diminuant le déficit budgétaire. Cependant, cela restreint également les niveaux de consommation et d'investissement des entreprises, ce qui entraîne une limitation des niveaux d'activité économique.

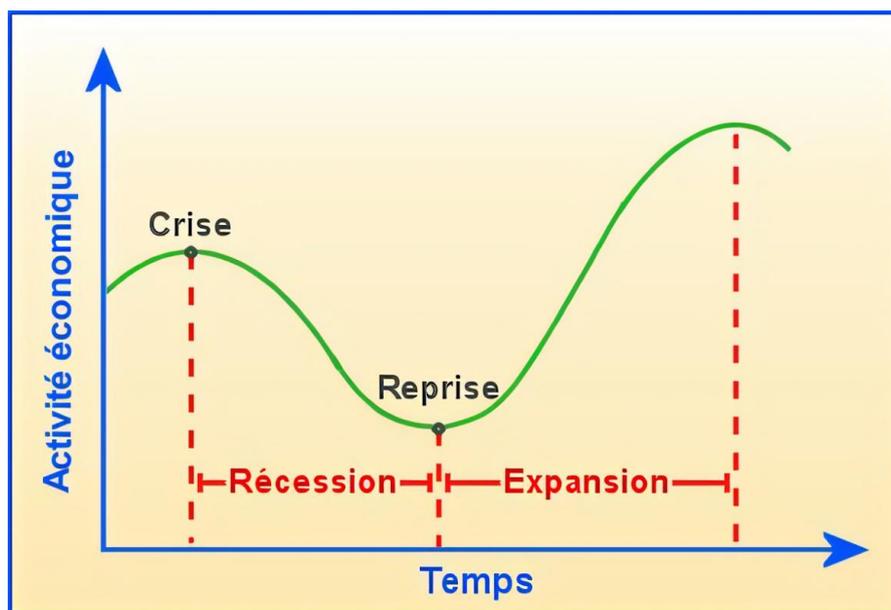
➤ **Politique des revenus**

La politique des revenus fait référence aux mesures prises par les autorités afin de générer des revenus pour les entreprises. Cela offre la possibilité de soutenir ou de réduire la demande et de diminuer les dépenses de l'entreprise. Cela varie selon les transferts sociaux, les allocations budgétaires du gouvernement, le salaire minimum et les changements fiscaux.

➤ **Politique de change**

La politique vise à diminuer le risque de prix lié aux entreprises économiques ou à améliorer la compétitivité des prix des entreprises nationales par rapport aux concurrents étrangers.

Figure 2: l'évolution de l'activité économique



Sources : Voir le lien : <https://zestedesavoir.com/tutoriels/1039/croissance-economique-la-quete-du-pib/>

Section 2 : Les théories de la croissance économique

Jusqu'à la fin du 19^{ème} siècle, les théories classiques de la croissance économiques se sont intéressées aux mécanismes de la croissance privilégiant le facteur capital dans un cadre général marqué par la faiblesse de l'intervention publique. Les théories explicatives de la croissance sont relativement récentes dans l'histoire de la pensée économique. On peut distinguer quatre grandes approches traditionnelles de la croissance :⁶

1. L'École Classique

Nous allons, dans ce qui suit, présenter les différents courants représentant l'école classique.

• Smith et Say

Les vertus de la division du travail et de machinisme Smith met l'accent sur les vertus de la division de travail et affirme que l'opulence en résulte. Il avance l'idée que la division de travail est source de gains de productivité : par l'économie faite sur le temps, le changement d'opération par un même individu et surtout par l'augmentation de l'expertise qui naît de la spécialisation. Il s'agit non seulement de l'habileté amener une opération donnée, mais aussi la capacité à inventer des techniques et des outils plus spécialisés et donc plus efficaces. Chez

⁶Voir : https://www.academia.edu/90947720/Impact_of_inflation_on_economic_growth_the_case_of_Morocco (Consulté le 12/04/2024).

Smith¹⁹, l'intensité de la division de travail est conditionnée par l'étendue du marché : une activité peut être d'autant plus divisée qu'elle emploie une quantité importante de main d'œuvre, et celle-ci est déterminée par le volume de production. On peut également boucler ce schéma : la productivité dépend de l'échelle de l'activité qui elle-même dépend par la productivité (par le niveau du revenu qui en est issu).⁷ Donc, on doit reconnaître que Smith pense à la longue période et à la croissance économique. Say s'interroge également sur les conséquences du machinisme et sur la croissance économique. Selon lui, le machinisme permet d'augmenter la production et de diminuer les prix et les coûts, et il est à l'origine du progrès économique et de la croissance. Say rejoint Smith en expliquant que la division de travail permet de multiplier les produits relativement aux frais de production et le procure à meilleur marché.

- **Ricardo et l'état stationnaire**

Ricardo s'intéresse aux effets du machinisme sur l'emploi. Selon lui, la machine est vue comme destructrice d'emploi, substituant le capital du travail, et non comme source de gains de productivité. Ce sont donc les effets de court terme du progrès technique qui sont examinés et non les effets de long terme. Selon Ricardo, la croissance économique implique que le taux moyen de profit demeure suffisamment élevé. Tant que le taux de profit peut se maintenir à un niveau suffisant, le processus de croissance se pérennise et la dynamique du taux de profit est dépendante de ⁸l'évolution de la part de revenu national et, cette dernière dépend de la part qui revient aux salariés et aux propriétaires fonciers. Il résulte de l'analyse de Ricardo que le profit du capital est un revenu résiduel. En effet, il apparaît tout simplement que c'est l'investissement de surplus c'est-à-dire la proportion du produit non consommé, qui détermine la dynamique de l'accumulation du capital donc la croissance. Dans l'analyse de Ricardo, l'économie se dirige inéluctablement vers un état stationnaire à long terme puisque la décroissance des rendements marginaux va hypothétiquement la poursuite du processus de croissance économique

⁷Voir : <https://www.cairn.info/les-nouvelles-theories-de-la-croissance--9782707140920-page-26.htm> (Consulté le 8/01/2024).

⁸RICARDO, D. (1817), *Principes de l'économie politique et impôt*, Edition ALBEMARLE-STREET, Angleterre, p375. (Disponible sur le lien : <https://www.rapport-gratuit.com/limpact-des-investissements-direcstrangers-sur-la-croissance-economique/>). (Consulté le 08/01/2024)

- **Le pessimisme de Malthus**

Malthus expose une vision très pessimiste quant à la croissance économique à long terme, puisque la croissance de la population se développe selon une progression géométrique et les substituants ne peuvent croître que selon une progression arithmétique. Cela entraîne de graves crises qui rétablissent, à court terme, le rapport entre la population et les subsistants avant que l'écart entre les deux taux de croissance ne provoquent de nouvelle crise.

- **Marx**

La conclusion de Marx rejoint celle des classiques.⁹ La croissance n'est pas un phénomène durable. Cependant l'analyse de Marx est sans doute plus riche que celle des classiques. D'une part, le déclin inéluctable de la croissance trouve son origine dans les rendements d'échelle décroissants dans l'industrie (hausse de la composition organique du capital) et non dans l'agriculture. D'autre part, Marx identifie et analyse le progrès technique comme facteur de productivité. Mais celui-ci n'est pas suffisant pour contrecarrer l'épuisement de la croissance.¹⁰ Enfin, Marx met au premier plan le rôle des institutions politiques, sociales et économiques et donc le rôle l'histoire. C'est un sujet sur lequel les théories récentes reviennent, même si avec une optique différente (il ne s'agit plus de montrer le caractère du mode de production capitaliste).

2. La conception keynésienne

À la fin des années 1930 et dans les années 1940, plusieurs auteurs ont étendu les analyses de Keynes à une perspective à long terme et ont introduit les facteurs d'accumulation du capital et du travail. Selon Keynes, le fonctionnement spontané des économies de marché conduit presque inévitablement au chômage. Il y a deux raisons à cela : les rigidités nominales qui empêchent l'ajustement des salaires et des prix ; Manque de coordination conduisant les agents à anticiper des dépenses dont le niveau (demande effective) ne permet pas de les utiliser pleinement.

- **Harrod**

Harrod distingue trois taux de croissance dans son modèle : Le taux de croissance naturelle, qui est le taux de croissance de la production résultant de l'emploi des personnes actives

⁹ Disponible: <https://www.univbejaia.dz/xmlui/bitstream/handle/123456789/2694/Analyse%20de%20la%20relation%20entre%20le%20r%C3%A9gime%20de%20change%20et%20la%20croissance%20%C3%A9conomique%20en%20Alg%C3%A9rie%20%28%201970-2010%29.pdf?sequence=1> (consulté le 09/01/2024)

¹⁰ Idem.

Chapitre I : La croissance économique

disponibles. Le taux de croissance garanti ou justifié, c'est-à-dire le taux de croissance qui permet le plein emploi et la pleine utilisation du capital, doit correspondre aux attentes des entrepreneurs. Le taux de croissance effectif ou réellement observable, qui n'a aucune garantie qu'il satisfera aux attentes des entrepreneurs. Différents groupes d'agents. Pour Harrod, parvenir à une croissance équilibrée avec le plein emploi signifie l'égalité des trois taux de croissance. Elle suppose que le coefficient de capital ou le ratio capital-produit est constant (les facteurs de production ne sont pas substituables) et articule dans son argumentation le principe de l'accélérateur et le principe du multiplicateur. Chez Harrod, la croissance sera régulière et équilibrée tant que le taux d'épargne et le taux de capital resteront constants. En peu de temps, la trajectoire de croissance définie par le taux garanti ne présente pas de stabilité, puisque tout écart par rapport à la trajectoire d'équilibre déclenche des processus cumulatifs. Si le taux de croissance garanti est supérieur au taux effectif de, d multiplicateur, réduction du revenu national. La dépression survient. Enfin, en cas d'écart par rapport à la trajectoire d'équilibre, une configuration explosive est présente. D'où une idée centrale exprimée à propos du modèle Harrod de : la croissance au taux garanti est un équilibre tranchant et l'instabilité du processus de croissance est inhérente à une économie capitaliste. Lorsqu'il examine la question de l'existence d'une trajectoire de croissance équilibrée de plein emploi sur une longue période, Harrod n'est plus optimiste : le taux de croissance naturelle dépend du taux de croissance de la population, et le taux garanti dépend du taux d'épargne. Et le ratio de capital. Il est clair que ces trois paramètres sont indépendants les uns des autres, il n'y a donc aucune raison de comparer le taux de croissance naturel avec le taux garanti.

- **Domar et les deux effets de l'investissement**

Les travaux de Domar rejoint les conditions de Harrod, en partant d'une distinction entre les deux effets de l'investissement. Ces deux effets sont, d'une part, l'effet revenu et, d'autre part, l'effet de capacité. L'effet revenu signifie qu'en vertu du jeu de multiplicateur l'investissement engendre un accroissement plus que proportionnel du revenu distribué. L'effet de capacité, quant à lui, mesure l'augmentation de la capacité productive induite par le montant de l'investissement considéré. Domar insiste sur un point capital pour qu'il y ait croissance équilibrée : le supplément de revenu engendré par le multiplicateur d'investissement doit autoriser l'absorption du supplément d'output obtenu et inversement. Autrement dit, il faut qu'il ait égalité entre l'effet revenu et l'effet de capacité. Le rapprochement des deux effets permet à Domar de spécifier le taux de croissance d'équilibre de l'investissement. Domar souligne qu'il n'existe pas, dans une économie de marché, de

forces endogènes permettant d'atteindre un équilibre spontané. Par conséquent la règle est que la croissance se réalise de façon déséquilibrée.

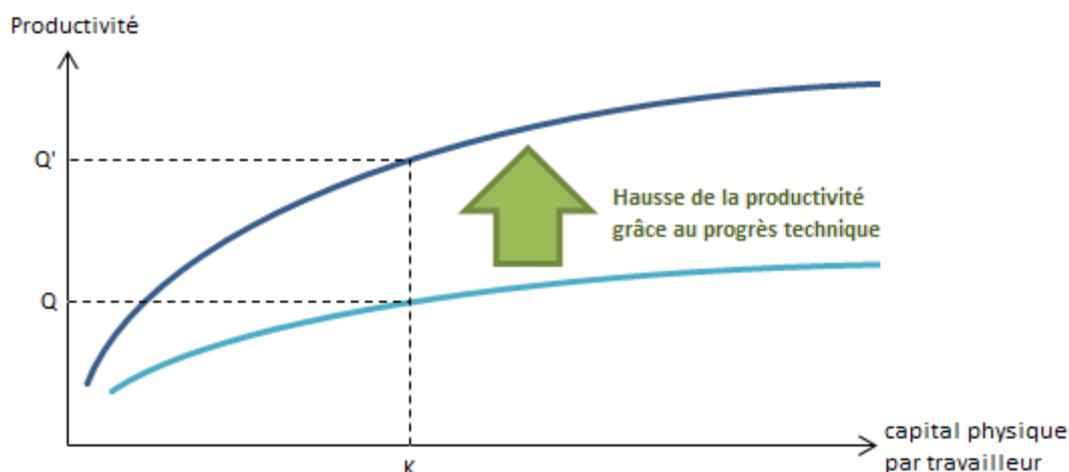
3. La conception néoclassique

Cette conception est représentée par les modèles suivants :

- **Le modèle de Solow**

Solow a construit un modèle de croissance formel qui fournit une réponse au modèle keynésien de Harrod et Domar. Le modèle de Solow tente de montrer, d'une part, qu'il existe un équilibre dynamique de l'économie et, d'autre part, que cet équilibre est stable et permet le plein emploi. Les hypothèses présentées sont les suivantes : L'économie produit un seul bien grâce à la combinaison de deux intrants : le travail et le capital physique. Le capital est homogène parce qu'il est constitué d'un seul actif ; le taux de croissance (constant) de la population active est une variable exogène du modèle ; la fonction de production utilisée par Solow est une fonction avec un facteur substituant qui connaît des rendements décroissants ; En revanche, les rendements à l'échelle sont supposés constants. Trois prédictions sont dérivées de ce modèle : - Une augmentation de la quantité de capital (c'est-à-dire l'investissement) augmente la croissance : Avec plus de capital, le travail augmente sa productivité (appelée productivité apparente) - Les pays pauvres connaîtront une croissance plus élevée que les pays riches. En fait, ils ont accumulé moins de capital et connaissent donc des rendements décroissants plus faibles, c'est-à-dire que chaque augmentation de capital entraîne une augmentation proportionnellement plus importante de la production que dans les pays riches. Le modèle Solow donne naissance à la notion de convergence conditionnelle, ce qui signifie que plus le niveau initial de production réelle par habitant est bas, plus le taux de croissance de la production réelle par habitant est faible par rapport à sa position étatique régulière ou à long terme. Rapide. C'est l'hypothèse des rendements décroissants du capital qui contribue à expliquer cela : les systèmes de production qui ont moins de capital par habitant par rapport à leur stock de capital par habitant à long terme ont tendance à avoir des rendements sur le capital plus élevés. Plus bas et plus vieux. Taux de croissance des produits. Mais cette convergence est à juste titre décrite comme conditionnelle, puisque dans le modèle Solow, les niveaux gouvernementaux réguliers de capital par habitant et de production par habitant dépendent du taux de croissance démographique, du taux d'épargne et de la position de la fonction de production. Autant de paramètres qui peuvent varier en fonction de l'économie

Figure 3: Le model de Solow



Source : http://annotations.blog.free.fr/public/solow__choc_productivite_3.png

Le modèle de Solow souffre toutefois de plusieurs limites : Il suppose que l'épargne est favorable à la croissance. Or, à court terme, comme le soulignent les keynésiens, une hausse de l'épargne (donc une baisse des dépenses) est susceptible de faire basculer l'économie dans la récession et d'entraîner une hausse du chômage. Selon la logique keynésienne, c'est au contraire la perspective d'une forte demande qui incite les entreprises à investir.¹¹

4. Les théories de la croissance endogène

Les théories de la croissance endogène présentent une alternative au modèle de Solow, qui est critiqué pour sa limitation de la croissance en raison des rendements décroissants du capital physique. En effet, ce modèle ne parvient pas à rendre compte de la dynamique réelle des pays capitalistes développés. De plus, la conception néoclassique traditionnelle présente d'autres faiblesses, telles que des problèmes d'adéquation aux faits, qui méritent d'être soulignées. Lucas rappelle que les différents systèmes productifs nationaux évoluent dans des situations extrêmement contrastées, ce qui ne peut être expliqué par une approche de type Solow. Même en supposant que tous les pays disposent des mêmes préférences et des mêmes possibilités d'accès aux mêmes technologies, les économies ne convergent pas vers un état d'équilibre dynamique commun. En réalité, le jeu de la concurrence ne permet pas l'égalisation des ratios capital/travail et des prix relatifs des inputs, contrairement à ce que

¹¹Solow, R.M. (1956), "A Contribution to the Theory of Economic Growth". *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1), pp. 65-94 (<https://wp.unil.ch/bases/2013/05/-croissance>) .(Consulté le 09/01/2024)

Chapitre I : La croissance économique

prédit le modèle de Solow. De manière plus générale, la conception traditionnelle de la croissance reste silencieuse face à la persistance et à l'aggravation des écarts de croissance entre les pays et les régions. Par exemple, le fait que le capital ne se déplace pas des pays riches vers les pays pauvres, ou que la productivité marginale du capital devrait être supérieure dans ces derniers, reste inexpliqué. De plus, l'impact des politiques publiques sur la croissance est largement ignoré dans le modèle de Solow, car l'équilibre concurrentiel coïncide toujours avec l'optimum social. Il est donc nécessaire de se tourner vers les théories de la croissance endogène pour mieux comprendre les mécanismes de développement économique et les politiques qui favorisent la croissance. L'arrivée des théories sur la Recherche-Développement (des objectifs volontaires en matière de recherche développement), la diffusion progressive des innovations technologiques, la prise en considération de la concurrence imparfaite et plus précisément les travaux de Romer sont à l'origine des théories de la croissance endogène pour se poursuivre avec des contributions significatives de Grossman et Helpman. Barro et Sal-i-Martin exposent et élargissent ces modèles. Dans ces présentations, le progrès technologique résulte d'un objectif fixé en recherche-développement, activité récompensée selon Schumpeter par la détention d'une forme de pouvoir monopolistique ex post.¹² S'il n'existe pas de tendance à l'épuisement de ces découverts, les taux de croissance peuvent rester positifs à long terme. Mais le taux de croissance et le volume tendanciel de recherche ont peu de chance de satisfaire aux critères de l'optimum de Pareto en raison des distorsions consécutives à la création de nouveaux biens et de nouvelles méthodes de production. Dans ces conditions, le taux de croissance à long terme dépend des actions des gouvernements, comme la politique fiscale, le respect des lois et des règlements, la fourniture de services collectifs, la protection des droits de propriété intellectuelle, la réglementation du commerce international, des marchés financiers, etc. Le gouvernement a donc un grand pouvoir, positif ou négatif, d'infléchissement du taux de croissance à long terme. Ces premières versions de la théorie de croissance endogène avaient pour défaut de ne plus évoquer le principe de convergence conditionnelle. Comme il s'agit là d'une régularité forte de l'analyse des pays et des régions, il devenait important d'élargir les nouvelles théories pour y rétablir la propriété de convergence. Un exemple de ces élargissements intègre la diffusion de la technologie. Lorsqu'on examine les découvertes technologiques, on constate que leur analyse est liée au rythme de progression technologique

¹²Voir :

<https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/5080/rapport%20de%20recherche.pdf?sequence=1> (consulté le 09/01/2024)

dans l'économie. En revanche, l'étude de la diffusion de ces découvertes concerne la manière dont les économies "suiveuses" adoptent ces progrès par imitation. Étant donné que l'imitation est généralement moins coûteuse que l'innovation, les modèles de diffusion prévoient des possibilités de convergence similaires à celles avancées par le modèle de croissance néoclassique. Les théories de la croissance endogène, qui intègrent la découverte de nouvelles idées ou méthodes de production, revêtent une importance particulière car elles permettent d'expliquer la croissance à long terme. Cependant, les travaux empiriques récents sur la croissance, menés dans plusieurs pays, restent largement inspirés par les premiers modèles néoclassiques, même s'ils prennent en compte le rôle des politiques gouvernementales, du capital humain et de la diffusion de la technologie. Bien que les théories du changement technologique fondamental semblent plus pertinentes pour comprendre pourquoi le monde dans son ensemble peut continuer à croître indéfiniment en termes de taux de croissance par habitant, elles sont moins efficaces pour déterminer les taux de croissance relatifs des différents pays, qui sont des indicateurs clés des statistiques internationales. La croissance économique est un sujet complexe qui suscite depuis longtemps l'intérêt des économistes, des politiciens. De nos jours avoir une croissance soutenue démontré que le pays en bonne santé et que les investisseurs peuvent venir pour accroître leur plus-value.

Cependant la croissance économique connaît des limites, elle ne prend qu'en compte la production (produit marchand). Alors que si on se réfère que sur la production on risque d'épuiser nos ressources et ne plus produire. Pour ce faire le PIB était qualifié d'indicateur par défaut il sera complété par l'IDH. Car il ne prend pas compte le bien-être et la croissance créée juste de la richesse.

Section 3 : Les mesures de la croissance économique

Dans cette section, nous allons essayer de présenter les différentes mesures prises pour calculer la croissance économique. Généralement, elle est mesurée par l'utilisation des indicateurs économiques dont le plus courant est le produit intérieur brut.

1. Le produit intérieur brut (PIB)

Le Produit Intérieur Brut (PIB) est un indicateur économique qui permet de mesurer les richesses créées dans un pays au cours d'une période donnée.¹³ Il est défini comme la valeur totale de tous les biens et services qui sont produits dans ce pays, qu'ils soient vendus à

¹³ Disponible sur : <https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/theories-economiques/pib/> (consulté 10/01/2024)

Chapitre I : La croissance économique

l'échelle nationale ou vendus à l'étranger. Il représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. C'est l'un des agrégats des comptes nationaux obtenu en additionnant des grandeurs mesurées par catégories d'agents économiques (ménages, entreprises, administrations publiques). Il se calcule selon trois approches différentes :

- **Approche production**

Selon cette approche, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées des agents économiques résidents, calculée aux prix du marché, à laquelle s'ajoute la part de la valeur ajoutée récupérée par l'Etat (Taxe sur la valeur ajoutée et droits de douane) ¹⁴;

$$PIB = \text{lasommedesvaleurs ajoutées horstaxe} + \text{taxesurvaleurajoutée} + \text{droitsdedouanes}$$

- **Approche dépenses**

Le PIB est égal à la somme des emplois finaux intérieurs de biens et de services, c'est-à-dire la consommation finale effective (CF), la formation brute de capital fixe (FBCF) et les variations de stocks (VS). Cette définition se déduit de l'égalité comptable entre les ressources de l'économie (PIB) et les emplois qui sont faits de ces ressources. ¹⁵

$$Ressources = EmploisPIB + M = CF + FBCF + VS + XPIB = CF + FBCF + VS + (X - M)$$

Dont : X représente les exportations, et M les importations.

- **Approche revenue**

Le PIB est égal à la somme des revenus bruts des secteurs institutionnels : rémunération des salariés (RS), impôts sur la production et les importations moins les subventions (T), excédent brut d'exploitation (EBE), ¹⁶ solde de revenu avec l'extérieur (RX).

$$PIB = RS + T + EBE + RX$$

- **Les indicateurs de variation de la production par habitant ou du revenu par tête à population donnée.**

Le PIB par habitant peut être obtenu par la formule mathématique suivante :

¹⁴https://www.wikiberal.org/wiki/Produit_int%C3%A9rieur_brut (consulté le 12/01/2024)

¹⁵https://www.memoireonline.com/04/15/9095/m_Problematique-de-la-croissance-economique-en-RDC8.htm

¹⁶<http://www.surlasociete.com/analyses/pib/> (consulté le 12/01/2024)

PIB/hab=PIBPopulationtotale

Ainsi, le PIB par habitant est un indicateur qui mesure la production réalisée en moyenne par chaque habitant pendant un an (si le PIB est calculé par an). Cependant, le PIB par habitant est imparfait car il ne tient pas compte du coût de la vie et les inégalités économiques. De plus, lors des comparaisons internationales, le PIB/hab donne une indication essentielle à condition de prendre en compte les variations des niveaux des prix et de convertir les grandeurs économiques au taux de change, par conséquent, les comparaisons sont souvent biaisées par des fluctuations du taux de change.

2. Comparaisons internationales et parités de pouvoir d'achat

Les parités de pouvoir d'achat sont des taux qui permettent de convertir les prix dans une monnaie commune tout en éliminant les différences de pouvoir d'achat entre monnaies. Leur utilisation permet ainsi d'éliminer l'effet des différences de niveau de prix entre pays lors de la conversion des grandeurs économiques.

3. La croissance potentielle et sa mesure

La croissance potentielle représente la croissance que l'économie peut maintenir à long terme, hors effets de court terme liés à un écart entre la demande et le niveau potentiel de l'offre. Dans le même sens, le PIB potentiel peut être défini comme le niveau maximum de production que peut atteindre une économie sans qu'apparaissent de tensions sur les facteurs de production qui se traduisent par des poussées inflationnistes. La croissance potentielle et le PIB potentiel font partie des grandeurs inobservables dont l'évaluation est complexe, particulièrement lorsque l'exercice est conduit en temps réel.¹⁷ Plusieurs méthodes de calcul sont employées par les économistes à savoir : l'approche statistique, l'approche économique et les modèles macroéconomiques structurels.

4. Différentes formules pour calculer la croissance et le PIB

On peut déterminer le PIB en additionnant la valeur monétaire de tous les biens et services qu'elles produisent soit :

¹⁷ Voir: <https://www.memoireonline.com/01/20/11495/m-Croissance-economique-et-amelioration-de-conditions-de-vie-de-population-en-republique-democrati9.html> (consulté le 12/01/2024)

❖ Calcul du PIB réel ou déflation d'une série statistique

Pour le calculer, il faudrait tenir compte d'un indice des prix à la consommation (IPC) en appliquant la formule suivante sans oublier l'année de base.¹⁸

$$\text{PIB réel} = \text{PIB nominal} \times \frac{\text{valeur de l'année de base}}{\text{IPC}}$$

❖ Calcul de la croissance économique

Pour calculer la croissance économique elle-même, il faut tenir compte du rapport sur le résultat du PIB de l'année précédente (n-1) et celui de l'année en cours (n), en soustrayant le PIB de l'année (n) au PIB de l'année (n-1), et diviser la différence par le PIB de l'année (n-1), et puis multiplier par 100% pour rendre toujours le PIB en pourcentage. On note :

$$\text{Croissance économique} = \frac{T_2 - T_1}{T_1} \times 100$$

· T2 = PIB de l'année (n)

T1 = PIB de l'année (n-1)

Après avoir calculé la croissance économique il y a possibilité de trouver soit la croissance au taux constant, soit au taux croissant, soit au taux décroissant. (Livre économie bancaire et croissance 2012).

¹⁸Idem(consulté le 18/01/2024)

Conclusion

Nous avons vu, tout au long de ce chapitre, que la croissance économique se réfère à l'augmentation constante et durable de la production de biens et de services au sein d'une économie sur une période donnée. Elle est habituellement évaluée par le taux de variation du produit intérieur brut (PIB) d'un pays. La croissance économique joue un rôle crucial dans le développement d'un pays, car elle est souvent liée à une amélioration du niveau de vie, de l'emploi et des opportunités économiques pour ses habitants.

Les éléments qui influent sur la croissance économique englobent l'investissement, l'innovation, l'éducation, la politique monétaire et fiscale, ainsi que les conditions économiques mondiales. Une croissance économique soutenue peut contribuer à atténuer la pauvreté, à consolider la stabilité financière et à encourager le progrès social.

En somme, la croissance économique représente une puissante force de progrès et de développement, mais elle présente également des limites et des défis qui nécessitent une gestion durable. Il est donc essentiel que les politiques économiques trouvent un juste équilibre entre encourager la croissance, préserver l'environnement et diminuer les disparités afin de garantir un développement harmonieux et équitable à long terme. Enfin, la croissance économique doit être un moyen d'assurer un avenir meilleur à tous, tout en respectant les limites de notre planète et les besoins des générations futures.

CHAPITRE II

L'INCLUSION FINANCIÈRE

Chapitre II : L'inclusion financière

Introduction

L'inclusion financière est l'ensemble des efforts visant à offrir à tous un accès équitable aux services financiers, tels que les comptes bancaires, les prêts, les assurances et les services de paiement. Ce concept vise à promouvoir le développement économique en permettant à tous les individus, y compris les populations défavorisées ou marginalisées, de participer pleinement à l'économie. En effet, dans ce chapitre nous allons montrer l'objectif, le fonctionnement, les indicateurs, le rôle et les différents moyens mis en place par l'État pour promouvoir l'inclusion financière.

Depuis plusieurs années, l'inclusion financière représente la possibilité pour les individus et les entreprises d'accéder à moindre coût à toute gamme de produits et de services financiers utiles et adaptés à leurs besoins. Ce chapitre est réparti en trois sections. La première section est consacrée au cadre théorique de l'inclusion financière, la seconde traitera l'utilisation de l'inclusion financière dans la zone de l'UEMOA, alors que la troisième et dernière section est dédiée à l'utilisation de l'inclusion financière : cas du Bénin de la Guinée Bissau.

Section 1 : Cadre théorique de l'inclusion financière

Le cadre théorique de l'inclusion financière est nécessaire pour la mise en place d'un processus de recherche ayant pour but d'expliquer en vrai ce qu'est l'inclusion financière afin de comprendre les résultats de notre cas pratique.

1. Définition

Il n'y a pas un consensus universel sur ce qu'est l'inclusion financière, mais il existe différents points de vue sur ce qu'elle signifie et ce qu'elle implique, comme le montre la littérature disponible.

D'après la Banque mondiale : L'inclusion financière rend compte de la possibilité pour les individus et les entreprises d'accéder à toute une gamme de produits et de services financiers (transactions, paiements, épargne, crédit, assurance) qui soient d'un coût abordable, utiles, adaptés à leurs besoins et proposés par des prestataires fiables et responsables.¹⁹

D'après la Banque D'Algérie « on entend par inclusion financière, la disponibilité et l'utilisation de tous les services financiers par les différents segments de la société dont les institutions et les particuliers, surtout ceux qui sont marginalisés, à travers les canaux

¹⁹Voir le lien : <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/financialinclusion/overview#1> site consulté le 26/03/2024

Chapitre II : L'inclusion financière

officiels, notamment les comptes courants et d'épargne, les services de paiement et de transferts, les services d'assurance, les services de financement et de crédit et des innovations des services financiers plus adaptés avec des prix compétitifs et raisonnables ».

L'inclusion financière œuvre aussi à la protection des droits des consommateurs de services financiers en les soutenant afin qu'ils puissent assurer correctement la bonne gestion de leurs fonds et leurs épargnes pour éviter que certains consommateurs recourent à des canaux et outils informels, non soumis à aucun contrôle des organes de supervision et qui pratiquent des prix relativement élevés induisant la non satisfaction des besoins en services financiers et bancaires par ces canaux.²⁰

2. L'objectif de l'inclusion financière

L'inclusion financière a pour but de veiller à la protection des consommateurs et au renforcement de la connaissance des produits et services financiers afin de promouvoir des services financiers responsables et durables. L'inclusion financière est importante dans le monde parce que La moitié de la population adulte dans le monde n'a pas accès à une institution financière formelle. 77% des adultes qui vivent avec 2 dollars par jour ou moins ne sont pas titulaires d'un compte bancaire. Disparités extrêmes dans l'accès aux services financiers formels et dans leur utilisation dans les pays et entre eux.²¹

3. Les indicateurs de l'inclusion financière

Parmi les indicateurs d'inclusion financière nous avons : "l'accès", "l'utilisation" et "la qualité". Cette dernière dimension est appréhendée dans l'Union, à travers l'accessibilité-prix des services financiers²².

- **L'accès** : L'accès fait référence à la capacité d'utiliser les services et produits financiers disponibles auprès d'institutions formelles. Pour comprendre les niveaux d'accès, il peut être nécessaire d'identifier et d'analyser les obstacles potentiels à l'ouverture et à

²⁰Banque d'Algérie, pour plus d'informations, voir le document préparé par le groupe de travail sur l'inclusion financière approuvé par le conseil des gouverneurs des banques centrales arabes sous le titre : les exigences de l'adoption d'une stratégie nationale globale visant à promouvoir l'inclusion financière dans les Etats arabes. (Consulté le 20/02/2024)

²¹<https://www.imf.org/external/french/np/seminars/2015/brazzaville/pdf/AgueraFR.pdf>(consulté le 20/02/2024)

²² Note pour la définition des indicateurs de mesure de l'inclusion financière : Nathalie Assouline, 7 décembre 2018s ;

Chapitre II : L'inclusion financière

l'utilisation d'un compte bancaire, tels que le coût ou la proximité physique des points de service bancaire (agences, guichets automatiques, etc.).²³

- **L'utilisation** : L'usage fait référence à la diversité des services utilisés, la fréquence et la durée de l'utilisation dans le temps.
- **La qualité** : La dimension qualité de l'inclusion financière n'est pas simple à mesurer. De nombreux facteurs peuvent affecter la qualité des services financiers, tels que le coût relatif des services, la sensibilisation des consommateurs, l'efficacité des mécanismes de recours et des services de protection des consommateurs, la sécurité des fonds, la transparence et la concurrence sur le marché, voire même des caractéristiques immatérielles comme la confiance des consommateurs. Mesurer la qualité de l'inclusion financière est une tâche complexe, souvent jugée sur la base de l'opinion et de la perception - un élément subjectif difficile à mesurer.

4. Le rôle inclusion financière dans le développement économique

Il est nécessaire de tenir compte du contexte national pour définir de bonnes approches en matière d'inclusion financière. Nous avons²⁴ :

- Promouvoir la diversité des établissements financiers.
- Faciliter le recours à des technologies innovantes et la participation d'établissements non traditionnels tournés vers les nouvelles technologies.
- Développer les réseaux de détaillants et les autres modes de distribution peu coûteux.
- Investir dans les moyens de contrôle et s'appuyer sur la technologie pour optimiser l'emploi de ressources limitées.
- Mettre en place des exigences graduées, reposant sur les risques, en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT).
- Encourager le développement de produits financiers bon marché et innovants.
- Renforcer l'infrastructure financière.
- Protéger les consommateurs grâce à des règles garantissant l'accès à l'information, le traitement équitable et les mécanismes de recours.²⁵

²³<https://documents1.worldbank.org/curated/es/194261548998584006/text/FIRST-Guinee-Doc-travail-mesure-IF.txts> (consulté le 20/02/2024)

²⁴ Voir le lien : <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/financialinclusion/overview#1> (Consulté le 26/03/2024).

²⁵ Voir le lien : <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/8-points-cles-pour-accelerer-l-inclusion-financiere> (Consulté le 26/03/2024).

Chapitre II : L'inclusion financière

5. Les moyens utilisés par l'Etat pour promouvoir l'inclusion financière

Il s'agit notamment de : moderniser les systèmes de paiement auprès des commerçants et par les pouvoirs publics afin d'aider les pays à concevoir des stratégies promouvant la substitution de paiements électroniques à l'argent liquide et la monnaie papier.

a. Renforcement de infrastructure financière

La disponibilité d'une infrastructure financière solide pour répondre aux exigences de l'inclusion financière constitue un des piliers fondamentaux pour instaurer un environnement favorable. ²⁶Il convient aussi de fixer les priorités pour la réalisation de cette infrastructure afin de consolider la croissance économique et faciliter l'accès des citoyens aux services financiers.

Ces priorités sont les suivantes :

- Environnement législatif : Etablir un cadre législatif approprié pour soutenir la Démarche de l'inclusion financière à travers l'élaboration et la modification des Instructions et résolutions qui prennent en charge les priorités telles que fixées ;
- L'implantation du réseau : promouvoir l'implantation géographique en facilitant l'extension du réseau des agences des prestataires de services financiers et soutenir la création d'agences ou de petits bureaux pour les fournisseurs de services, en particulier, pour la micro-finance. Il s'agit également d'encourager la création de points d'accès pour les services financiers tels que les agents bancaires, les points de vente, les guichets automatiques, les assurances, les valeurs mobilières et autres, conformément à la législation de l'Etat.
- Le développement des systèmes de paiement et de règlement : le développement des systèmes de paiement et de règlement national en vue de faciliter la mise en œuvre des opérations financières et leur règlement entre les prestataires dans des délais opportuns pour assurer une prestation continue de services financiers.
- Tirer profit des progrès technologiques : œuvrer à développer et améliorer la communication et l'échange d'informations grâce à l'élargissement de l'offre des services financiers numériques (Digital Financial Services), ainsi que le paiement par les moyens

²⁶Voir le lien : <https://www.banquemonddiale.org/fr/topic/financialinclusion/overview> .(Consulté le 26/03/2024)

Chapitre II : L'inclusion financière

technologiques afin de faciliter l'accès aux services financiers au moindre coût et une plus grande efficacité.

- Fournir une base de données complète : œuvrer à l'activation du rôle des bureaux d'information sur le crédit, et à la création de bases de données complètes qui enregistrent l'historique du crédit pour les particuliers et les petites et moyennes entreprises ainsi que les biens meubles, et prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les fournisseurs de service et les clients ont l'accès aux informations dont ils ont besoin pour assurer la transparence et la protection des droits de tous.

b. La protection financière des consommateurs

Compte tenu de la croissance et du développement du secteur financier et la complexité des produits et services financiers offerts aux clients ainsi que l'évolution des instruments financiers électroniques et l'expansion de ces services, le concept de la protection financière des consommateurs a été le centre d'intérêt de ces derniers temps. Le but des règles édictées à cet égard est d'accroître la confiance dans le secteur bancaire et financier en vue de promouvoir la démarche d'inclusion financière et la stabilité financière à travers les moyens suivants :²⁷

- S'assurer que le client bénéficie d'un traitement équitable et transparent des services et des produits financiers, avec facilité à un coût raisonnable et de qualité.
- Fournir les informations nécessaires et précises à toutes les étapes de la relation du client avec les fournisseurs de services financiers, à travers la divulgation de manière transparente des données aux clients en veillant à les informer sur les avantages et les risques associés au produit tout en développant un mécanisme pour mettre les clients régulièrement au courant de toutes les mises à jour et les modifications dans les produits et services.
- La possibilité de donner des conseils en fonction des besoins des clients et de la complexité des produits et des services qui leur sont fournis.
- Protéger les données financières des clients et développer des mécanismes appropriés pour surveiller et défendre leurs droits.

²⁷Voir le lien : <https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2022/10/inclusion7.pdf> (consulté le 24/03/2024)

Chapitre II : L'inclusion financière

- Mettre en place des mécanismes pour traiter les plaintes des clients dans un délai raisonnable, et s'assurer qu'ils soient indépendants, impartiaux, responsables, efficaces et en conformité avec les meilleures pratiques internationales.
- Informer et sensibiliser les clients et les catégories marginalisés, en particulier, et les prestataires de services financiers aux principes de la protection financière des consommateurs pour la compréhension de leurs droits et leurs responsabilités afin qu'ils remplissent leurs obligations.

c. Développer des services financiers et des produits qui répondent aux besoins de toutes les catégories sociales

Ce point est considéré comme l'un des plus importants piliers pour concrétiser l'inclusion financière à travers la facilitation de l'accès aux services financiers au profit des particuliers et des petites et moyennes et micros entreprises, il s'ensuit que cette exigence des produits et des services financiers incombe aux fournisseurs des services financiers, en tenant compte :

- Des besoins et des exigences des clients ciblés lors de la conception des produits et services qui leur sont destinés avant de les mettre sur le marché, ainsi que l'innovation de nouveaux produits d'épargne, d'assurance, et des moyens de paiement, autre que les prêts.
- Favoriser la concurrence entre les fournisseurs des produits et des services financiers, pour offrir plus d'options aux clients et améliorer la compétitivité entre les institutions financières, pour maintenir un niveau élevé de la qualité de services, permettant aux clients de choisir facilement en toute transparence, les produits avec des coûts raisonnables.
- La réduction des taxes et commissions injustifiées imposées aux clients, ainsi que la réduction des prestations de services financiers inappropriés en contrepartie du paiement de commissions par le client.
- Prendre en considération la situation des clients lors de la relation afin de leur éviter d'être exploités par les fournisseurs de services financiers en les sur endettant.
- L'allègement des besoins de financement à travers la révision des instructions en vigueur par les autorités de contrôle.
- Assurer une formation au personnel des fournisseurs des services financiers, dédié à cette activité.

d. L'éducation financière

- Tout Etat doit se préoccuper de l'éducation et de la sensibilisation financière à travers l'élaboration d'une stratégie nationale visant à promouvoir l'enseignement et la culture

Chapitre II : L'inclusion financière

financière. Le développement de cette stratégie par des organismes gouvernementaux et le secteur privé, afin d'améliorer les connaissances financières des citoyens, en particulier les catégories vulnérables tels que les petites et moyennes entreprises, les jeunes et les femmes.

- L'objectif de l'éducation financière est d'instaurer un système d'enseignement financier intégrée en vue de bâtir une société cultivée sur le plan financier et œuvre à promouvoir et à développer la sensibilisation de tous les segments de la société, qui possèdera les compétences qui lui permettront d'être en mesure de comprendre et d'assimiler les produits et services financiers, sachant que la culture financière aide les citoyens à prendre des décisions d'investissement saines et étudiées dans leurs différentes transactions financières avec le plus faible degré du risque.

Il convient également de réaliser un équilibre entre les informations à la disposition des consommateurs et les fournisseurs de services financiers, en particulier les nouveaux consommateurs en prenant en compte leur manque d'expérience dans la consommation des services financiers pour les aider à comprendre leurs droits et responsabilités. Des programmes de sensibilisation pour les consommateurs sont souvent mise en œuvre à travers des campagnes publiques de sensibilisation visant à permettre aux consommateurs de prendre des décisions financières adaptées à leurs besoins.

Section 2 : L'utilisation de l'inclusion financière dans la zone de L'UEMOA

L'inclusion financière d'une zone économique et monétaire est structurée d'une manière différente de l'inclusion financière d'un pays. L'objet principal de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) est de réussir l'intégration économique dans la sous-région, afin d'assurer de façon durable le développement socioéconomique de l'espace communautaire. Tout au long de cette section, nous aborderons la présentation de la zone UEMOA, l'objectif de l'UEMOA ainsi que l'utilisation de l'inclusion financière dans la zone.

1. La présentation de la zone UEMOA

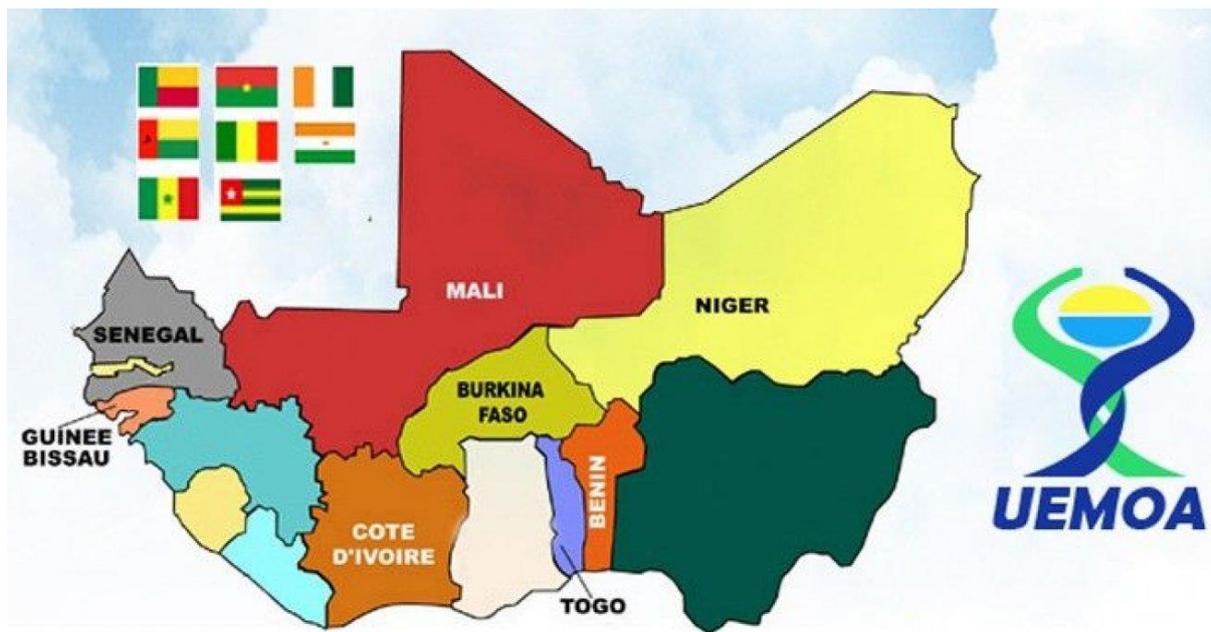
❖ Historique

Créée le 10 janvier 1994 à Dakar au Sénégal, l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est une institution sous régionale qui regroupe huit États côtiers et sahéliens : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Ils ont en partage, entre autres, une monnaie commune, le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA), dont l'émission est confiée à la Banque Centrale des Etats de

Chapitre II : L'inclusion financière

l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). L'UEMOA a pour objectif essentiel, l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes,²⁸ des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire. L'UEMOA couvre une superficie de 3 512 233 km² et compte 141,7 millions d'habitants. Le taux de croissance du PIB, à prix constant, est de 5,9% en 2022.

Figure 4: La carte et le logo de l'UEMOA



Source : <https://www.socialnetlink.org/wp-content/uploads/2020/07/uemoa-1127-1306733.jpg>

L'UEMOA est représentée par un logo symbolisant la croissance, l'union, la solidarité et la complémentarité entre les Etats côtiers et les Etats sahéliens. Le logo représente deux formes dynamiques et elliptiques qui, malgré leurs spécificités, s'entremêlent pour exprimer deux notions fortes : la solidarité et la complémentarité des Etats et des peuples de l'Union. Cette solidarité et cette complémentarité sont prêtes à se libérer dans un mouvement d'ascension continue qui conduira à l'épanouissement économique, social et culturel de nos populations respectives.

Ici, l'énergie des lianes de la forêt s'harmonise avec les vibrations chaudes et vivaces du

²⁸Voir le lien : <https://www.uemoa.int/presentation> (consulté le 24/03/2024)

Chapitre II : L'inclusion financière

Sahel pour produire la sphère du bonheur illustrant les caractéristiques et les objectifs de l'UEMOA ²⁹:

- Les ressources naturelles et les équipements matériels (1/2 sphère inférieure bleue), les ressources intellectuelles (1/2 sphère en or) ;
- Le cercle blanc exprime la Paix, la Sérénité et la Stabilité qui doivent demeurer les points d'ancrage du processus d'intégration de l'UEMOA.

2. Les objectifs et les organes qui assurent le fonctionnement de l'UEMOA

Nous résumons les objectifs et organes qui assurent le bon fonctionnement de l'UEMOA comme suit:

➤ **Les objectifs** : il y'a cinq (5) objectifs essentiels³⁰ :

- ✓ Renforcer la compétitivité des activités économiques et financières des États membres ;
- ✓ Assurer la convergence des performances et des politiques économiques des États membres par l'institution d'une procédure de surveillance multilatérale ;
- ✓ Créer entre Etats membres un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée, ainsi que sur un tarif extérieur commun et une politique commerciale ;
- ✓ Instituer une coordination des politiques sectorielles nationales par la mise en œuvre d'actions communes, et éventuellement, de politiques communes dans les principaux domaines de l'activité économique ;
- ✓ Harmoniser, dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun, les législations des États membres et particulièrement le régime de la fiscalité.

Pour atteindre ses objectifs nous allons présenter les organismes qui assurent le bon fonctionnement de l'UEMOA.

➤ **Les organes qui assurent le fonctionnement de l'UEMOA**

²⁹Voir le lien : <https://www.uemoa.int/presentation/> (consulté le 24/03/2024)

³⁰UEMOA : <http://www.uemoa.int.leTraitemodifier>

Chapitre II : L'inclusion financière

Le fonctionnement de l'UEMOA est composé de plusieurs organes qui sont : organes constitutifs, organes de direction, organes de contrôle et des institutions autonomes spécialisées.³¹

- **L'organe de direction** : nous avons la *conférence des chefs d'État et gouvernement, le conseil des ministres et la commission.*
- **L'organe de contrôle** : il est composé de *contrôle juridictionnel (la cour de justice et la cour des comptes) contrôle parlementaire (comité interparlementaire)*
- **L'organe consultatif** : il y'a *la chambre consulaire et autres organes*
- **Institutions autonomes spécialisées** : nous avons les différentes institutions de crédit à savoir *la banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)*

3. L'utilisation de l'inclusion financière dans la zone l'UEMOA

Selon le rapport de la BCEAO la situation de l'inclusion financière dans les Etats membres de l'UEMOA, au cours de l'année 2021,³² en analysant l'évolution des sept indicateurs retenus par la Banque Centrale sur les 8 pays membres. Ceux-ci sont regroupés autour de trois dimensions de l'inclusion financière, à savoir « l'accès », « l'utilisation » et « l'accessibilité-prix ». ³³Le rapport analyse également l'évolution, dans toutes ses dimensions, du niveau global de l'inclusion financière dans l'UEMOA, à travers la progression de l'indice synthétique, calculé en tenant compte des sept indicateurs réunis³⁴. L'examen de ces indicateurs laisse apparaître une amélioration de l'inclusion financière dans l'UEMOA en 2021. En effet, une évolution favorable de l'offre et de la demande a été enregistrée au cours de la période sous revue. Les conditions de banque ont également enregistré des évolutions favorables. S'agissant de l'accès des populations aux services financiers (c'est-à-dire l'offre), le taux global de pénétration démographique a augmenté de 28 points en 2021 par rapport à 2020, pour se situer à 141 points de services pour 10 000 adultes. Le taux global de

³¹UEMOA, traite, (art.8, 26) (consulté le 24/03/2024)

³²<https://www.bceao.int/fr/publications/rapport-annuel-sur-la-situation-de-linclusion-financiere-dans-luemoa-au-cours-de-3>.

³³<https://www.bceao.int/fr/taxonomy/term/201>. (consulté le 30/03/2024)

³⁴Rapport annuel de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) 2021. (consulté le 30/03/2024) (<https://www.bceao.int/fr/publications/rapport-annuel-de-la-bceao-2021> site consulté le 7/12/2023).

Chapitre II : L'inclusion financière

pénétration géographique a enregistré une évolution plus significative de 69 points, pour se situer à 307 points de services sur 1 000 km² en 2021 contre 238 points de services sur 1 000 km² un an auparavant.³⁵ Concernant l'utilisation des produits et services financiers (c'est-à-dire la demande), le taux de bancarisation strict est passé de 19,0% en 2020 à 21,8% en 2021. Le taux de bancarisation élargi est ressorti à 42,4% contre 39,6% en 2020, enregistrant ainsi une progression de 2,8 points de pourcentage. Ces évolutions sont liées, entre autres, à l'adoption, par les institutions financières, de stratégies digitales dans la fourniture des services financiers. Le taux global d'utilisation des services financiers s'est situé à 67,2 contre 63,7% un an auparavant. Les conditions de banque ont également connu une évolution favorable, du fait du loyer de l'argent, qui a enregistré une baisse de 32 points de base, pour se situer à 6,27% en 2021 contre 6,59% un an auparavant.³⁶ Le taux de rémunération des dépôts des populations auprès des banques a également progressé de 22 points de base, pour se situer à 5,35% en 2021. Ainsi, la situation de l'inclusion financière s'est globalement améliorée en 2021 dans l'UEMOA, au regard de l'évolution des indicateurs présentés ci-dessus. Cette évolution s'est faite ressentir au niveau de la progression de l'indice synthétique d'inclusion financière, qui s'est accru de près de 0,04 point entre 2020 et 2021 pour se situer à 0,562 sur une échelle comprise entre 0 et 1. Ces performances reflètent les efforts déployés dans l'Union par toutes les parties prenantes pour rendre les services financiers accessibles aux populations.

❖ Les facteurs de l'inclusion dans l'UEMOA

Divers éléments influencent l'inclusion financière dans l'UEMOA, tels que le statut socio-économique et les niveaux de revenus. L'accès aux services financiers formels est plus facile pour les individus ayant des revenus plus élevés et un statut socio-économique plus élevé, comme les comptes bancaires, le crédit et l'assurance. Cette inégalité d'accès pose un défi aux populations à faible revenu qui désirent pleinement s'impliquer dans le système financier formel. En outre, l'emplacement joue un rôle crucial dans l'inclusion financière, car la proximité des institutions financières peut influencer l'accès aux services. Les régions rurales de l'UEMOA ont souvent une infrastructure bancaire restreinte, ce qui rend l'accès aux services financiers plus complexe pour les habitants que dans les zones urbaines. En outre,

³⁵<https://fr.allafrica.com/stories/202211140318.html> .(consulté le 30/03/2024)

³⁶https://www.bceao.int/sites/default/files/2024-05/Rapport%20Annuel%20Inclusion%20Financiere_2022.pdf .(consulté le 30/03/2024)

Chapitre II : L'inclusion financière

des éléments culturels tels que la confiance dans les systèmes financiers officiels peut influencer la décision des personnes de s'engager auprès des institutions bancaires classiques. Il est essentiel d'établir la confiance dans ces systèmes afin de favoriser l'inclusion financière parmi les populations défavorisées de l'UEMOA.

❖ Les enjeux de l'UEMOA pour l'inclusion

Afin de faire face aux difficultés liées à l'inclusion financière dans l'UEMOA, différentes mesures ont été prises afin d'élargir l'accès aux services financiers. L'accès financier est soutenu par les politiques et réglementations gouvernementales qui favorisent la construction d'infrastructures bancaires dans les zones mal desservies et mettent en place des mesures pour réduire les obstacles à l'entrée pour les populations marginalisées. Le paysage financier de l'UEMOA a été profondément transformé par les progrès technologiques, en particulier dans le domaine des services bancaires mobiles et des paiements numériques. Grâce aux services d'argent mobile et aux plateformes de paiement numérique, les individus qui ne possèdent pas de compte bancaire traditionnel ont pu réaliser des transactions financières plus aisément et en toute sécurité.

De plus, les collaborations entre les banques et les organisations non gouvernementales ont joué un rôle essentiel dans l'amélioration des services financiers pour les populations mal desservies, en offrant des produits et services personnalisés pour répondre aux besoins particuliers des communautés marginalisées.

L'influence de l'inclusion financière sur la croissance économique de l'UEMOA est significative. En étendant l'accès aux services financiers officiels, les individus et les entreprises ont plus de moyens d'économiser, d'investir et d'augmenter leur patrimoine. Cela favorise également la croissance économique et le progrès de la région. De plus, l'accès à des produits de crédit et d'assurance joue un rôle essentiel dans la diminution des niveaux de pauvreté en offrant aux individus et aux ménages la possibilité de réduire les risques financiers et de renforcer leur résilience. L'inclusion financière renforce également le système financier mondial en élargissant la participation au système financier formel, en partageant davantage les risques et en diversifiant les ressources financières³⁷.

³⁷ Voir le lien : <https://www.mfw4a.org/fr> (consulté le 24/03/2024)

Chapitre II : L'inclusion financière

❖ Promouvoir l'inclusion financière dans l'UEMOA

Dans le cadre de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), l'inclusion financière désigne la promotion de l'égalité d'accès aux services financiers, tels que les comptes d'épargne, les prêts, l'assurance et les services de paiement. L'objectif de cette initiative est d'assurer la participation sécurisée et effective de tous les citoyens et entreprises, notamment les plus défavorisés, au système financier. Dans le cadre de l'UEMOA, il est essentiel d'assurer l'inclusion financière. Elle aide à diminuer la pauvreté, à stimuler la croissance économique, à générer des emplois et à maintenir la stabilité financière. De plus, elle encourage l'économie à se structurer en diminuant la dépendance aux flux financiers informels et en renforçant la transparence des transactions économiques.

Pour favoriser l'inclusion financière dans l'UEMOA, il est essentiel de repérer et d'analyser les principaux obstacles qui empêchent actuellement l'accès équitable aux services financiers. La marginalisation des populations en matière d'inclusion financière est causée par des facteurs économiques tels que le faible revenu par habitant et l'informalité du secteur économique. En outre, il reste insuffisant d'infrastructures de services financiers, en particulier dans les régions rurales, ce qui restreint l'accès aux services bancaires. Le rôle des politiques gouvernementales est essentiel pour favoriser l'inclusion financière. Les réglementations et les incitations à l'expansion des services financiers, traditionnels et numériques, doivent être mises en œuvre afin de préserver la protection des consommateurs et la stabilité du système financier.

Afin de faire face à ces défis, il est essentiel de promouvoir l'innovation technologique dans les services financiers, en particulier en développant des solutions de paiement mobile, des plateformes de microfinance numérique et des technologies de vérification de l'identité afin de faciliter l'accès aux services bancaires pour les personnes non enregistrées. De plus, il est crucial d'enseigner la gestion financière et de sensibiliser les individus afin de les autonomiser dans leur gestion financière et d'augmenter leur confiance dans l'utilisation des services financiers officiels. En même temps, il est essentiel de renforcer les collaborations entre le secteur public, les institutions financières et les entreprises technologiques afin de favoriser l'expansion des services financiers.

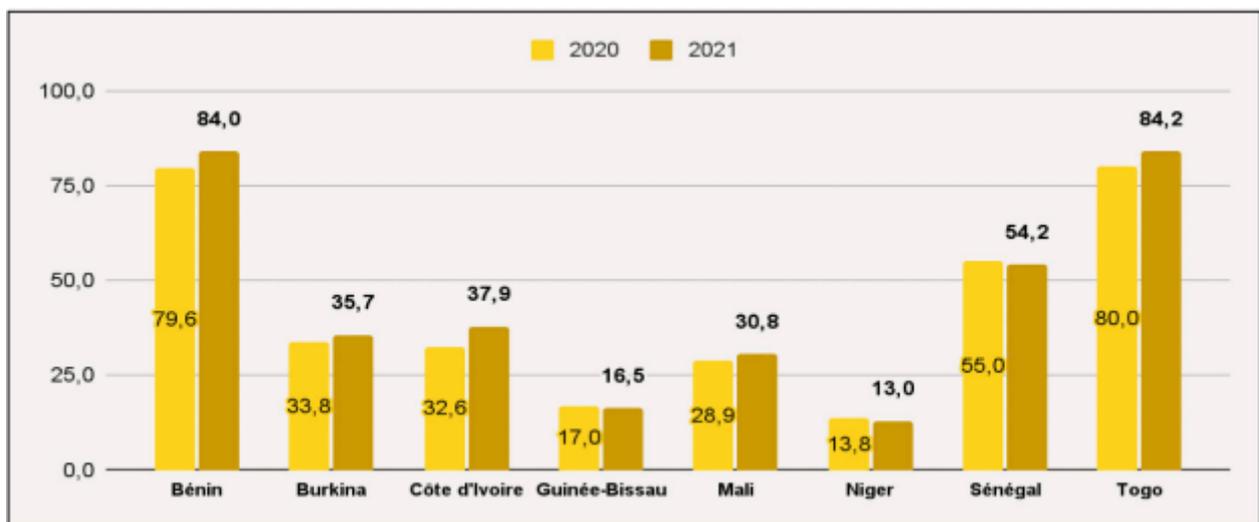
Afin d'évaluer l'effet des mesures d'inclusion financière, il est primordial d'utiliser des indicateurs de performance essentiels, comme le nombre de nouveaux comptes financiers ou

Chapitre II : L'inclusion financière

l'augmentation du volume de transactions financières. Les données collectées de manière systématique permettront d'évaluer l'efficacité des programmes et des politiques d'inclusion financière, tout en repérant les modifications requises pour maximiser leur impact. Il est crucial que les parties prenantes, telles que les institutions financières, les autorités de régulation et la société civile, s'impliquent afin d'assurer une évaluation approfondie des avancées vers l'inclusion financière, tout en garantissant la pertinence continue des interventions mises en place.

Pour favoriser l'inclusion financière au sein de l'UEMOA, il est essentiel de combiner des méthodes novatrices avec des politiques spécifiques et une évaluation rigoureuse, afin d'assurer que tous les individus de la société puissent bénéficier de services financiers sûrs, abordables et adaptés à leurs besoins.

Figure 5: L'inclusion financière dans l'UEMOA.



Source : BCEAO

Source : Rapport annuel de la BCEAO 2021

❖ **Projet visant à rendre les services financiers numériques interprétables**

En 2021, les préparatifs au déploiement de la nouvelle plateforme, l'élaboration du cadre réglementaire et du plan d'affaires ont été essentiels. La réalisation de ce projet, qui a pour objectif de créer une plateforme régionale pour faciliter l'accès au service financier. La numérisation des transactions financières effectuées par les populations devrait être accumulée pour les transactions instantanées de compte à compte, peu importe les types de compte, les moyens, les instruments, les canaux et les services de paiement utilisés.

Chapitre II : L'inclusion financière

Pour aider les acteurs à se préparer, des Cellules Nationales de Suivi du Projet ont été créées dans chaque pays de l'Union. Dans cette optique, 61 organismes (banques, banques de monnaie électronique et institutions de microfinance) ont été identifiés. On a également entrepris des démarches pour développer la solution d'interopérabilité des services financiers numériques et mettre en place la campagne de communication sur les nouveaux services.

❖ **Accompagnement des Etats dans la digitalisation des paiements publics**³⁸

Au cours de l'année 2021³⁹, la Banque Centrale a continué à agir pour stimuler la relance du secteur de la microfinance. Les principales actions menées dans ce contexte ont été axées sur l'amélioration des compétences des acteurs, ainsi que sur le diagnostic des problèmes. Les institutions de microfinance rencontrent des difficultés pour accéder au système de paiement régional. Dans le but de renforcer les compétences, deux sessions de formation ont été tenues pour les responsables des SFD de l'UEMOA. **Le 17 mars au 23 septembre 2021**, ces ateliers ont eu lieu dans les 8 pays de l'Union et ont réuni 445 cadres dirigeants des institutions de microfinance, notamment des Directeurs

Les responsables des fonctions de gestion financière, de contrôle ou d'audit interne, de gestion des risques et de conformité au sein des SFD sont les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Adjointes. Les formations ont abordé les sujets suivants : la gestion des risques, le contrôle interne et la surveillance financière, dans le but d'améliorer la gouvernance des SFD en optimisant ou en mettant en place la fonction "Risque, Conformité et Contrôle Interne (RCCI) " dans le SFD.

La gestion de la performance globale et la classification au sein des SFD : Cette formation a pour but de donner un cadre et des outils pouvant être utilisés de manière pertinente pour analyser, suivre et aider à prendre des décisions en prenant en compte les changements de l'environnement du secteur dans l'Union et les exigences de performance.

³⁸Voir : https://www.bceao.int/sites/default/files/2024-05/Rapport%20Annuel%20Inclusion%20Financiere_2022.pdf . (consulté le 2/04/2024)

³⁹Idem(consulté le 2/04/2024)

Chapitre II : L'inclusion financière

Lors de l'année 2021, 40 missions ont été effectuées dans tous les huit États membres de l'UEMOA pour diagnostiquer les SFD en difficulté. Des équipes de la BCEAO et de la Structure Ministérielle de Suivi ont collaboré pour les mener à bien (SMS) et de la Commission Bancaire de l'UMOA (SGCB-UMOA). L'objectif du diagnostic était de repérer les SFD dont les situations institutionnelles, opérationnelles et financières semblent inquiétantes et peuvent avoir un impact négatif sur la stabilité du système financier, tant au niveau national que régional. L'objectif principal était de mettre en évidence les principales vulnérabilités associées à ces entités font face, afin de proposer des mesures pour améliorer leur fonctionnement.

Selon les principaux résultats ⁴⁰, il a été démontré que la situation récente des SFD est caractérisée par une gouvernance défailante, avec une faiblesse des compétences techniques des dirigeants et l'absence d'outils de pilotage approprié. De plus, il y a un faible dispositif de contrôle interne et externe, une gestion des risques de crédit peu rigoureuse et un Système d'Information et de Gestion (SIG) peu performant. La quasi-totalité des institutions visitées ont été confrontées à une situation d'insolvabilité et de liquidité en raison de cette situation. De plus, la plupart des SFD en difficulté ne procèdent pas à des évaluations régulières de leurs produits et services.

De plus, les SFD concernés ne peuvent pas faire de stratégie marketing, offrant les mécanismes visant à favoriser une meilleure vente des produits proposés. En ce qui concerne la protection des clients, il convient de souligner que la majorité des entreprises ne disposent pas d'un système de gestion des plaintes des clients.

En ce qui concerne l'assistance pour l'accès des SFD au système de paiement régional de l'UEMOA, le projet a connu une progression. Durant l'année 2021, 6 nouvelles institutions de microfinance ont été connectées au Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA (SICA-UEMOA). L'objectif de ce lien indirect entre la SFD et les banques partenaires est d'automatiser davantage les opérations.

⁴⁰ Voir : https://www.bceao.int/sites/default/files/2024-05/Rapport%20Annuel%20Inclusion%20Financiere_2022.pdf consulté le 2/04/2024)

Chapitre II : L'inclusion financière

❖ Perspectives

Afin d'améliorer l'accès et l'utilisation des services financiers par les populations, il est essentiel que la BCEAO continue de promouvoir l'inclusion financière en mettant en place la stratégie régionale d'inclusion financière. Afin d'assurer la mise en œuvre du système d'interopérabilité des services financiers numériques, renforcer la réglementation des services financiers numériques, renforcer le domaine de la microfinance et améliorer la compréhension de la situation de l'inclusion financière. Le programme régional d'éducation financière dans l'UEMOA et l'étude de faisabilité visant à mettre en place un système d'identification unique des utilisateurs des services financiers. Le développement et la gestion de la plateforme interopérable par la BCEAO sont l'une des orientations stratégiques du projet d'interopérabilité des services financiers numériques. D'un point de vue réglementaire, l'année 2022 sera dédiée à la poursuite de la révision des lois concernant l'émission de monnaie électronique et les conditions et modalités d'émission et d'acceptation des cartes de paiement dans l'UEMOA.

En ce qui concerne les conditions et les modalités d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique, les leçons tirées des 5 dernières années dans le domaine de la promotion de la monnaie électronique dans l'Union ont fait ressortir la nécessité de réviser le cadre.

Afin de faire face à certains défis liés à la protection des détenteurs de comptes de monnaie électronique en cas de défaillance de l'émetteur ou de la banque de domiciliation du compte de cantonnement des fonds, il est nécessaire de la réglementer.

La supervision des multi-partenariats par les banques est renforcée. Par ailleurs, il faudra tenir compte des nouveaux défis liés aux innovations financières, avec l'apparition des FinTech et des méthodes d'identification numérique des personnes clientèle en ligne. Les lacunes réglementaires identifiées devraient être rectifiées par le nouveau cadre juridique, tout en garantissant le renforcement de la stabilité, de l'intégrité et de l'inclusion financière. En ce qui concerne les travaux pour l'adoption du texte établissant les conditions et les modalités d'émission et d'acceptation des cartes de paiement, ils sont motivés par le manque d'un cadre réglementaire y relatif dans l'Union.

En ce qui concerne l'amélioration et la consolidation du secteur de la microfinance, la BCEAO continuera à former les dirigeants des systèmes financiers décentralisés et organisera des sessions de formation pour les dirigeants de la

Chapitre II : L'inclusion financière

Structures de Suivi Ministérielles (SMS) dans le domaine de la microfinance. De plus, les huit (8) pays de l'Union lanceront des missions d'assistance technique pour le redressement et la restructuration des SFD en difficulté dans l'UEMOA. Cela contribuera également à renforcer les compétences de la Banque Centrale et des États en matière de surveillance du secteur de la microfinance, en créant et en mettant en place un mécanisme d'alerte précoce sur la situation des SFD à l'échelle nationale et régionale, ainsi qu'en définissant un cadre de réglementation.

Enfin, afin d'aider les SFD à faire face à la digitalisation, l'Institut d'émission publiera un Guide de bonnes pratiques en ce qui concerne cela, en accord avec les mesures prises dans la stratégie d'inclusion financière régionale vise à inciter ces institutions à adopter des solutions technologiques qui facilitent une meilleure gestion et un traitement approprié des opérations de la clientèle.

En vue d'améliorer la compréhension de la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA, la Banque Centrale continuera à étudier les besoins des petites et moyennes entreprises ainsi que des populations mal encadrées. Ainsi que ceux concernant la création d'un système automatisé de collecte des données d'inclusion financière et de localisation des points de services financiers dans l'UEMOA.

Section 3 : L'utilisation de l'inclusion financière dans le Bénin et la Guinée

Bissau

Cette section a pour but de présenter, ou à faire un état des lieux, sur l'inclusion financière dans les deux pays objets de notre étude, notamment après le Covid – 19.

1. Pour le Bénin

La notion d'inclusion financière désigne l'accès et l'utilisation des services financiers par tous les membres de la société, de façon abordable, opportune et sécurisée. Au Bénin, comme dans de nombreux pays en développement, l'inclusion financière joue un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté et la promotion de la prospérité économique. Cette section décrit l'état actuel de l'inclusion financière au Bénin, les actions entreprises pour l'améliorer et les défis à surmonter.

- **Stratégie nationale de l'inclusion financière au Bénin :**

Les autorités du Bénin travaillent à diminuer la pauvreté et la vulnérabilité. Le gouvernement a adopté, mercredi 29 mars 2023, une stratégie nationale d'inclusion financière lors du conseil

Chapitre II : L'inclusion financière

des ministres. L'objectif est de remédier aux problèmes du marché et de supprimer les obstacles non commerciaux qui entravent l'accès aux services financiers. Cette stratégie est déclinée en trois orientations stratégiques et en trois programmes relatifs, selon le compte rendu du conseil des ministres⁴¹. L'objectif principal est de consolider le cadre institutionnel, légal et réglementaire. La première concerne l'évolution et l'amélioration de la gamme de produits et services financiers disponibles. La stratégie la plus récente concerne la promotion de l'éducation financière. Selon le compte rendu du conseil des ministres, les structures de l'administration publique, du secteur privé et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sont responsables de la mise en œuvre du plan d'actions, dont le financement sera assuré à la fois par le Budget national et par des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).
On annonce la création d'un système de coordination, de suivi et d'évaluation de la stratégie.

- **Inclusion après la Covid 19**

Depuis quelques années et suite aux conséquences de la pandémie de la COVID-19, l'accélération de l'inclusion financière grâce aux services financiers mobiles est observée.⁴² Le marché béninois compte deux opérateurs actifs, à savoir MTN et MOOV. En 2020, l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et de la Poste du Bénin (ARCEP) a enregistré 5 253 233 comptes actifs, ce qui représente une augmentation de 41,7% par rapport à 2019. C'est le nombre d'utilisateurs des services financiers mobiles qui est en question. D'après le rapport de la banque mondiale, il a également été constaté une augmentation de 437,7% du nombre d'opérateurs qui acceptent les monnaies électroniques. Il y a eu une augmentation du volume des transactions, passant de 336.4 millions à 603.7 millions en 2020.

En 2020, cela représente une hausse de 79,5%. De manière similaire, 20% et 23% des opérations sont liées aux dépôts et aux retraits d'argent. La croissance significative des transactions financières sur mobile est attribuable à la promotion de la finance numérique. En outre, elle offre de multiples bénéfices dans le cadre de la COVID-19, car elle permet de respecter la distanciation sociale.

⁴¹Voir : <https://24haubenin.info/?Le-Benin-classe-1er-en-inclusion-financiere-dans-l-UEMOA> (consulté le 05/03/2024)

⁴²Voir le lien : <https://leconomistebenin.com/la-covid-19-propulse-linclusion-financiere-au-benin/> .(consulté le 05/04/2024)

Chapitre II : L'inclusion financière

Un Observatoire de la Qualité des Services Financiers (OQSF) a été créé par décret n°2020-291 du 3 juin 2020. Cette structure a pour mission d'encourager les populations et les PME à recourir davantage au système financier et de restaurer leur confiance à l'endroit des services financiers. Le champ d'intervention de l'OQSF concerne les produits et services financiers de détail ainsi que les relations entre institutions financières, consommateurs et petites et moyennes entreprises (PME). Le Bénin devient ainsi, après le Sénégal en 2009 et la Côte d'Ivoire en 2016, le troisième pays de l'Union à se doter d'une telle structure.

Par ailleurs, le processus d'élaboration de la stratégie nationale d'inclusion financière s'est poursuivi au cours de l'année 2020.⁴³ A cet égard, une task-force a été mise en place au niveau du ministère en charge du plan et du développement. Les Autorités ont également mobilisé les ressources financières nécessaires à son élaboration.

En outre, le Fonds National de la Microfinance (FNM) a apporté des innovations dans son programme, à travers la dématérialisation des décaissements des prêts et leur remboursement, en mettant l'accent sur l'utilisation de la monnaie électronique.⁴⁴

Enfin, une quinzaine de l'assainissement du secteur de la microfinance a été organisée en novembre 2020 par le Comité de Stabilité Financière et d'Assainissement du Secteur de la Microfinance (CSFASM). Selon le rapport 2021 sur l'inclusion financière dans l'UEMOA, le Bénin affiche le taux de bancarisation strict (pourcentage de la population adulte détenant un compte dans les banques, dans les services postaux et les caisses nationales d'épargne et le Trésor) le plus élevé de l'Union à 34,7%.⁴⁵ Concernant le taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF) ou taux d'inclusion financière, celui-ci s'affiche dans le pays à 85,5%, porté notamment par le nombre d'adultes possédant un compte de monnaie électronique.

D'après le gouvernement béninois, la nouvelle stratégie d'inclusion financière doit faire en sorte que « les populations bénéficient d'une éducation financière et aient un accès sécurisé aux produits et services financiers adaptés, dans un cadre légal et réglementaire adéquat ».⁴⁶

⁴³Voir le lien : <https://www.socialnetlink.org/2022/01/02/inclusion-financiere-le-benin-1er-pays-de-luemoa/> une tash-force constitue à atteindre un but précis ou résoudre un problème particulier. (consulté le 05/04/2024)

⁴⁴Voir le lien : <https://24haubenin.info/?Le-Benin-classe-1er-en-inclusion-financiere-dans-l-UEMOA> (consulté le 05/04/2024)

⁴⁵Voir le lien : <https://www.agenceecofin.com/economie/0304-107082-le-benin-adopte-une-strategie-nationale-dinclusion-financiere/> (consulté le 05/04/2024)

Voir le lien : ⁴⁶<https://french.xinhuanet.com/20230330/f47fa7f253d943a491ae23990e136d6b/c.htm>

Chapitre II : L'inclusion financière

En 2022, l'éducation financière a été définie comme l'un des axes de la stratégie nationale d'inclusion financière 2022-2027 au Bénin⁴⁷.

2. Pour la Guinée Bissau

Depuis son indépendance en 1974, la Guinée-Bissau a connu plusieurs coups d'État réussis, ce qui en fait l'un des pays les plus pauvres au monde. Le financement et l'accessibilité du logement dans le pays ont été fortement limités par la faiblesse des institutions, la corruption et l'instabilité politique. La population du pays est de 2 026 778 habitants, dont 45 % résident dans les zones urbaines. En raison d'une croissance urbaine moyenne annuelle de 3,4 %, la demande de logements a connu une augmentation au fil du temps. Chaque ville de Guinée-Bissau est confrontée à une croissance non planifiée. Les politiques d'attribution des terres insuffisantes, la faiblesse des capacités institutionnelles et techniques, l'absence d'un système cadastral pour la collecte des impôts, l'absence de planification de l'utilisation sont à l'origine de cette situation.

- **L'économie après covid 19**

La reprise de l'économie du pays a été marquée par une augmentation de 3,8 % du produit intérieur brut (PIB), passant de 900 975 milliards de francs CFA (1,43 milliard \$US) en 2020 à 1 033 trillions de francs CFA (1.64 milliard \$US). Pour l'année 2021.4, 5 La reprise du commerce, en particulier dans le domaine de la noix de cajou, est à l'origine de la croissance économique. Selon la BAD, le PIB devrait croître de 3,7 % en 2022 et de 4,5 % en 2023.7 Toutefois, compte tenu du passé politique instable de la Guinée-Bissau et d'une tentative de coup d'État échouée en février 2022, la croissance économique et la diminution de la pauvreté envisagées demeurent incertaines. Il est prévu que le taux d'inflation atteigne 4,1 % à la fin de 2022 et s'abaisser à 3,2 % en 2023.

Au cours des dernières années, le CFA a connu une baisse par rapport au dollar américain, même si ces derniers mois, le CFA a légèrement rebondi. Le dollar américain a été vendu à 642 CFA en juillet 2022, contre 580 CFA en décembre 2021 et 557 CFA en 2020.9 Le marché du logement est fortement impacté par la dépréciation continue du CFA, car le pays est un important importateur de biens. Avec l'affaiblissement de la monnaie, l'accessibilité financière diminue.

⁴⁷Voir le lien : <https://www.ada-microfinance.org/blog-actualites-ada/ada-soutient-le-developpement-de-linclusion-financiere-au-benin-travers>(consulté le 05/04/2024)

Chapitre II : L'inclusion financière

En Guinée-Bissau, les inondations constituent un risque naturel récurrent, notamment le long de sa côte, située sous le niveau de l'océan. Cela fait du pays le deuxième État le plus exposé à l'élévation du niveau de l'océan, après le Bangladesh. L'augmentation de la salinité de l'océan a affecté la production de riz, inondé les aquifères côtiers et entraîné l'érosion des côtes. Le climat, comme les inondations, n'a pas seulement eu un impact sur les produits agricoles par le passé, mais a également contribué à la crise du logement dans le pays. De 2003 à 2005, des ponts et des habitations de fortune ont été détruits par les inondations dans la partie orientale de la Guinée-Bissau.

Les gens ont été contraints de quitter leurs communautés. Plus récemment, de 2016 à 2022, des inondations et des précipitations ont sérieusement détruit les maisons de Bissau et de ses villes voisines. Les maisons sont exposées aux dommages causés par les inondations en raison des mauvaises méthodes de construction et des matériaux utilisés par les propriétaires et les entrepreneurs.

L'inclusion financière en Guinée-Bissau est historiquement stimulée par les Institutions de Microfinance (IMF). Cependant en raison des difficultés rencontrées par ce secteur, le mobile money présente un potentiel plus important en termes de facilitation de l'accès aux services financiers dans le pays. ⁴⁸Le processus d'élaboration de la stratégie nationale d'inclusion financière s'est poursuivi en 2020. Il en est de même pour les travaux relatifs à la création d'une institution de microfinance⁴⁹ de référence, dont la concrétisation devrait contribuer à impulser une nouvelle dynamique à la microfinance en Guinée-Bissau, qui reste un secteur à fort potentiel de développement.⁵⁰

L'institution de microfinance accompagne les clients qui n'ont pas accès aux banques classiques. Au même titre qu'une banque, une institution de microfinance octroie des crédits. Toutefois, le montant des prêts est inférieur à celui des prêts accordés par les banques traditionnelles.⁵¹

⁴⁸<https://www.mfw4a.org/fr/pays/republique-de-guinee-bissau> (consulté le 12/04/2024)

⁴⁹<https://www.ada-microfinance.org/a-propos-de-ada/definition-dune-institution-de-microfinance> (consulté le 12/04/2024)

⁵⁰<https://www.amef-consulting.com/2023/06/les-challenges-de-la-conformite-en-microfinance/> (consulté le 12/04/2024)

⁵¹<https://www.ada-microfinance.org/a-propos-de-ada/definition-dune-institution-de-microfinance/> c (consulté le 12/04/2024)

Chapitre II : L'inclusion financière

Conclusion

En sommes, l'utilisation de l'inclusion financière dans la zone UEMOA (Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine) présente un potentiel significatif pour favoriser le développement économique et social de la région. En promouvant l'accès équitable aux services financiers pour tous les citoyens, l'inclusion financière peut contribuer à réduire la pauvreté, à stimuler la croissance économique et à renforcer la stabilité financière. En outre, elle peut favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat en offrant aux populations les moyens de créer et de développer des entreprises. Cependant, pour maximiser les bénéfices de l'inclusion financière dans la zone UEMOA, il est essentiel de mettre en place des politiques et des infrastructures adaptées, de renforcer la réglementation financière et de promouvoir l'éducation financière. En collaborant avec les institutions financières, les gouvernements et les organisations de la société civile, la zone UEMOA peut exploiter pleinement le potentiel de l'inclusion financière pour favoriser le développement durable et l'inclusion sociale.

CHAPITRE III

ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE DE L'IMPACT DE L'INCLUSION FINANCIÈRE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU BÉNIN ET EN GUINÉE BISSAU

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

Introduction

A l'instar de tous les pays en développement, la finance inclusive est également perçue comme un élément essentiel pour assurer un développement durable dans ces pays qui possèdent un taux de croissance démographique élevé d'une part, et un faible recouvrement de leurs populations par les services bancaires d'autre part. Effectivement, l'inclusion financière se présente comme la base essentielle pour restreindre le secteur informel, ainsi que pour combattre la pauvreté. Toutefois en raison des innovations financière qui l'accompagnent, l'inclusion financière pourrait affecter la croissance économique. En dépit du fait que les enjeux de l'inclusion financière restent primordiaux pour le Bénin et la Guinée Bissau, très peu d'études empiriques ont été menées, à notre connaissance, sur l'incidence de l'inclusion financière sur la croissance économique des deux pays. Dans cette optique, nous nous intéressons à examiner la relation à court et à long terme entre l'inclusion financière et la croissance économique en abordant la question suivante : Quel est l'impact à court et à long terme de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et la Guinée Bissau ?

Section1 : La démarche Méthodologique

Pour avancer une réponse à notre problématique, il convient de définir une méthodologie de recherche qui dans notre cas repose sur une étude quantitative de nature économétrique pertinente de la statistique basée sur un modèle spécifique composé de la variable endogène et des variables exogènes, constituant des séries de données nationales. Afin de réaliser nos objectifs, les modèles dynamiques sont plus appropriés pour évaluer les conséquences de l'inclusion financière sur la croissance économique du Bénin et la Guinée Bissau. Une analyse de régression autorégressive à retards distribués (ARDL) pour examiner les relations dynamiques entre plusieurs variables économiques clés sur la période de 2008Q1 à 2020Q4.

1. L'importance et les objectifs de l'étude

L'étude revêt une grande importance car elle examine la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique. Ce sujet suscite l'intérêt de nombreux chercheurs et spécialistes pour démontrer l'importance de l'inclusion financière pour stimuler et accélérer la croissance économique, en particulier dans les pays en développement, grâce au rôle efficace du secteur financier dans l'apport de financement, nécessaire aux projets d'investissement. De plus, il est crucial de définir la nature et l'orientation de la relation entre les indicateurs d'inclusion

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

financière et de croissance économique afin de permettre aux autorités compétentes de leurs politiques de développement économiques et d'éviter les conséquences néfastes sur son système financier.

2. Les limites de l'étude

Le PIB a été utilisé comme un seul indicateur de la croissance économique dans cette étude afin d'étudier l'influence de l'inclusion financière sur cette variable. En outre, la contrainte spatiale et temporelle s'impose à l'étude prolongée au Bénin et la Guinée Bissau entre 2008q1 et 2020q4. Effectivement, l'échantillon utilisé dans cette étude ne permet pas d'obtenir des résultats empiriques solides.

3. La revue de la littérature empirique

Les résultats des études empiriques, réalisées sur l'effet de l'inclusion financière sur la croissance économique dans les pays en développement, sont contradictoires. Dans une étude menée sur le Sénégal (Mbaye, 2002), à l'aide d'un modèle des moments généralisés, a montré que le développement financier n'a pas d'impact positif sur la croissance, mais c'est plutôt le développement financier qui suit la croissance économique et non l'inverse. L'investissement privé d'autre part a un effet positif et significatif sur la croissance à court et long terme. D'autres travaux ont montré que l'intégration financière n'a pas d'impact considérable sur la croissance économique. En utilisant le modèle vectoriel auto régressive, (Mougani, 2012) a montré que certaines variables financières agissent négativement sur l'inclusion financière et donc, sur la croissance économique, il en est par exemple le taux d'intérêt. Une hausse du taux d'intérêt augmente l'opportunité de l'emprunteur et son risque de défaillance. Les restrictions sur les taux d'intérêt réels et leur détermination à des niveaux faibles peuvent réduire l'épargne brute des ménages et nuire à la croissance économique (Stiglitz, Jaramillo - Vallejo, & Park Y, 1993). Le risque de crédit résultant des asymétries de l'information sur le marché du crédit exerce un effet direct et négatif et un effet indirect et négatif sur la croissance économique (Loaba, 2015). Les théories financières sur ce sujet fondent leur analyse sur l'aspect monétaire et financier (crédit accordé, investissement des entreprises, etc.) mais ne tiennent pas compte de l'aspect social des couches vulnérables. (Naceur & Ghazouani, 2011) ont examiné la relation entre le développement financier et la croissance économique pour 11 pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Bien que cette étude ne mentionne pas directement le terme " inclusion financière ", l'instrument tel

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

que " l'indice de développement bancaire " et " le crédit au secteur privé ", pour mesurer le niveau de développement financier a beaucoup de similitudes avec l'inclusion financière. Les résultats empiriques de cette étude montrent que le développement bancaire a un effet négatif sur la croissance économique. À propos de ce résultat, Naceur et Samir (2007) ont interprété que le sous-développement des systèmes financiers dans la région MENA entrave la croissance économique. (Senouci Bereksi, 2015) aboutit à la conclusion que l'intégration financière a des effets positifs sur le taux de croissance économique, lorsque certaines conditions économiques, financières et institutionnelles sont réunies, de même, les entrées de capitaux favorisent la croissance économique au-delà des effets qu'elles engendrent sur l'investissement, mais seulement dans les économies qui ont atteint un certain niveau de développement. La méthode théorique utilisée dans notre mémoire est préconisée par McKinnon et Shaw (1973). Concernant le modèle économétrique, les recherches de Mbaye (2002), et Stiglitz et al. (1993) dirigeront et soutiendront l'analyse.

Section 2 : L'approche théorique du modèle ARDL

Cette section a pour objet de nous présenter le choix des variables utilisées pour répondre à notre problématique principale. Ces variables ont été choisies selon les données disponibles, sachant que d'autres variables auraient pu être utilisées pour réaliser des résultats plus solides.

1. Choix des variables

Dans notre étude, nous faisons appel au modèle utilisé par Mbaye (2002) pour le cas du Sénégal. Dans cette optique, les facteurs de l'économie du Bénin et la Guinée Bissau inclus dans notre étude qui ont un impact sur la croissance économique sont calculé à partir de la variation du produit intérieur brut réel (PIB). Ainsi nous procéderont En se basant sur l'estimation de la croissance économique, qui reflète la situation économique réelle des deux pays, l'agrégat PIB constant et le déflateur par l'indice des prix à la consommation (IPC) sont utilisés pour expliquer le PIB réel. L'investissement direct à l'étranger (IDE), représente le taux d'investissement (en % du PIB). L'investissement dans la perspective keynésienne est le moteur de la machine économique, il engendre la croissance économique. Le signe attendu est positif. L'épargne brute (EPB) La variable représente l'épargne brute des ménages (en milliards de DA). (Lucas, J R, 1988) affirme qu'une augmentation du taux de l'épargne augmente le taux de croissance de l'économie. Le signe attendu est positif. L'indice

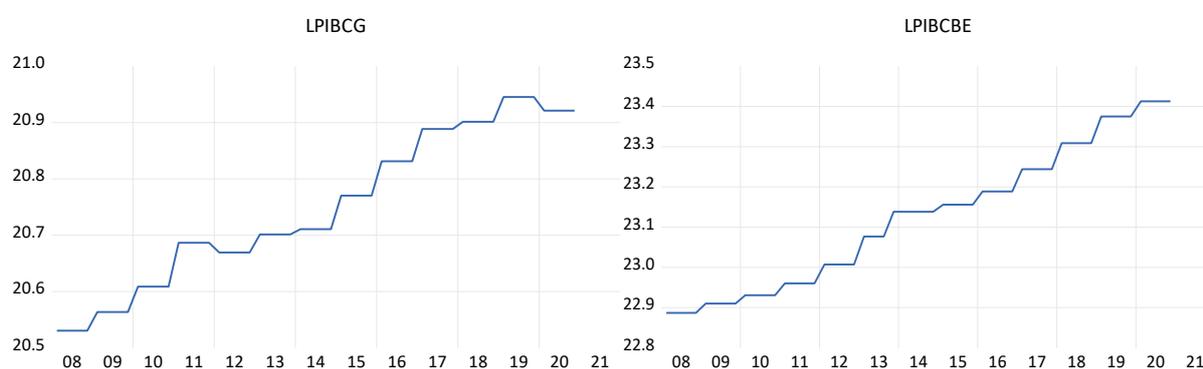
Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

synthétique de l'inclusion financière (INSF) représente la variable qui capte l'effet de l'inclusion financière dans la zone UEMOA. Les variables macroéconomiques retenues, toutes choses égales par ailleurs, dans l'étude, sont tirées de la base de données EDEN de la BECAO, et s'étalent sur la période (2008-2021). Les données étant annuelles, nous avons procédé à une transformation de celles-ci en trimestrielles, ce qui nous fait un échantillon de 52 observations au lieu de 13, suite à la méthode d'interpolation de Denton (1971). L'ensemble des données choisies ont subi une transformation logarithmique afin de réduire l'ordre d'intégration, améliorant ainsi l'application du modèle ARDL.

❖ Le produit intérieur brut (PIB)

L'inclusion financière est considérée comme un facteur clé de la croissance économique. Une meilleure inclusion financière permet à un plus grand nombre de personnes d'accéder aux services financiers, ce qui peut stimuler l'épargne, faciliter les investissements et encourager l'entrepreneuriat. Demirgüç-Kunt et Klapper (2013) ont montré que l'inclusion financière favorise la croissance économique en permettant une allocation plus efficace des ressources financières. La présence d'un indice synthétique de l'inclusion financière permet de mesurer l'accès et l'utilisation des services financiers par la population.

Figure 6: Le PIB des deux pays



Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

Nous remarquons que la variable du PIB(LPIBG) pour la guinée Bissau a connu une hausse de 2008 à 2011 puis, durant la période 2012 à 2013, elle a connu une récession qui est due au coup d'état qui s'est déroulé le 12 avril 2012. Une période d'instabilité s'est instaurée entre 2013 et 2014, mais à partir de 2015, nous constatons une expansion due essentiellement aux accords signés avec le FMI visant à stimuler l'économie Bissau-Guinéen afin de rétablir la

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

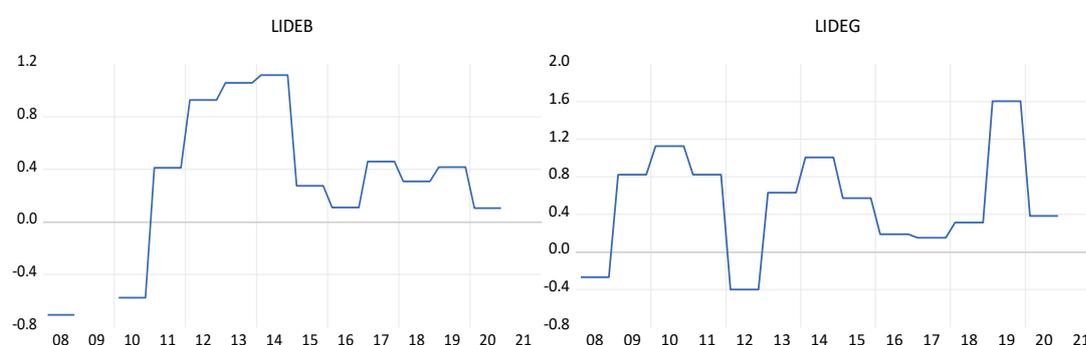
stabilité. On constate également qu'entre 2016 à 2018, le PIB a augmenté grâce aux réformes instaurées en 2015. L'année de 2019 a été particulière du fait de l'apparition de la crise sanitaire mondiale (crise du Covid 19), qui a touché et impacté l'ensemble des économies du monde entier. En 2020, l'économie reprend lentement après cette crise du Covid 19.

Pour le Bénin, nous remarquons que son PIB (LPIBBE) a des fluctuations plutôt régulières, avec augmentation annuelle entre 2008 et 2011. A partir de 2012 et 2013, l'état béninois instaurait de nouvelles réformes visant à consolider les secteurs agricole et bancaire afin de soutenir la croissance économique. Entre 2014 et 2018, le PIB a augmenté de manière soutenue et contrôlée par les hautes autorités. Grâce à une bonne gestion politique et économique, le Bénin a su faire face à la crise de 2019, avec des politiques économiques adéquates à la crise sanitaire, ce qui a permis la relance de son économie en 2020.

❖ Investissements Directs à l'Étranger (IDE)

Les investissements directs à l'étranger (IDE) jouent un rôle crucial dans le développement économique des pays. Les IDE apportent des capitaux, des technologies avancées et des pratiques de gestion moderne, ce qui peut améliorer la productivité et stimuler la croissance économique. Borensztein, De Gregorio, et Lee (1998) ont démontré que les IDE ont un effet positif sur la croissance économique, particulièrement lorsque le pays hôte dispose d'un niveau suffisant de capital humain pour absorber les nouvelles technologies.

Figure 7: L'IDE des deux pays



Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

Nous constatons qu'à partir des années 2008-2010, les IDE du Bénin étaient à la baisse, mais entre les années 2011 et 2014 ils enregistrent une augmentation progressive grâce, notamment, aux nouvelles réformes sur les secteurs agricole et bancaire qui ont pu stimuler les investissements. Puis, vers les années 2015-2018, ces IDE ont connu des fluctuations à la

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

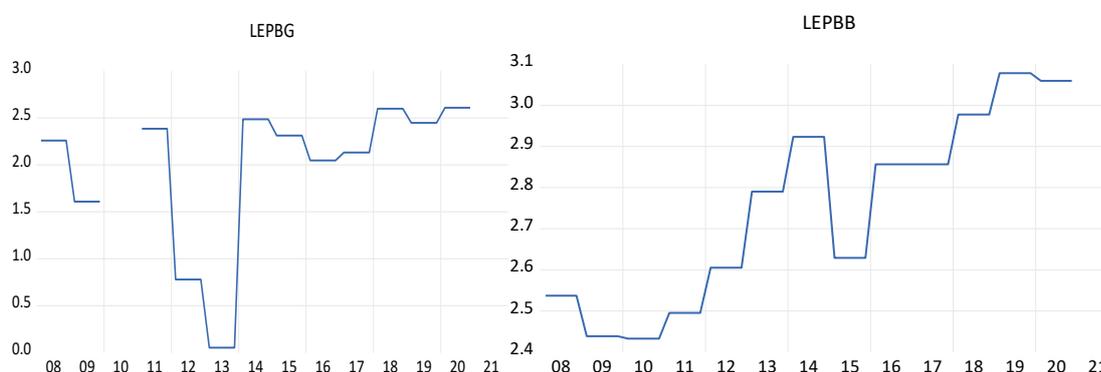
baisse et à la hausse, causées essentiellement par la politique monétaire appliquée à partir de 2015 pour que l'Etat puisse dépendre autrement que du marché financier.

Pour la Guinée Bissau, nous constatons, qu'entre 2008 et 2011, il y a eu une augmentation de l'investissement. Puis, en 2012 et 2013, le pays a connu un coup d'Etat, ce qui l'a plongé dans une période d'instabilité économique. A partir de 2014 et jusqu'à 2016, le FMI a apporté son soutien, afin de stimuler l'investissement, en imposant de nouvelles réformes. Entre 2016 et 2018, nous avons enregistré une baisse mais qui, soudainement, repart à la hausse en 2019 du fait de la pandémie. Durant cette année, de nombreuses personnes ont saisi des opportunités pour s'implanter dans pays en voie de développement.

❖ Épargne Brute (EPB)

L'épargne brute est un autre déterminant important de la croissance économique. Une épargne nationale élevée fournit les fonds nécessaires pour les investissements domestiques, ce qui est essentiel pour la croissance à long terme. Solow (1956) a proposé que l'accumulation de capital, financée par l'épargne, est un moteur central de la croissance économique. Des études plus récentes, comme celle de Loayza, Schmidt-Hebbel, et Servén (2000), ont également trouvé une relation positive entre l'épargne nationale et la croissance du PIB.

Figure 8: Epargne brute des deux pays



Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

Nous remarquons qu'entre 2008 et 2013, l'épargne brute de la Guinée Bissau n'a fait que baisser, ce qui se traduit par une instabilité économique engendrée par les nombreux coups d'état. Mais, à partir de 2014, il y a eu une hausse significative due à l'aide apportée par le FMI, ce qui a permis de maintenir une certaine stabilité sur les fluctuations des dépôts.

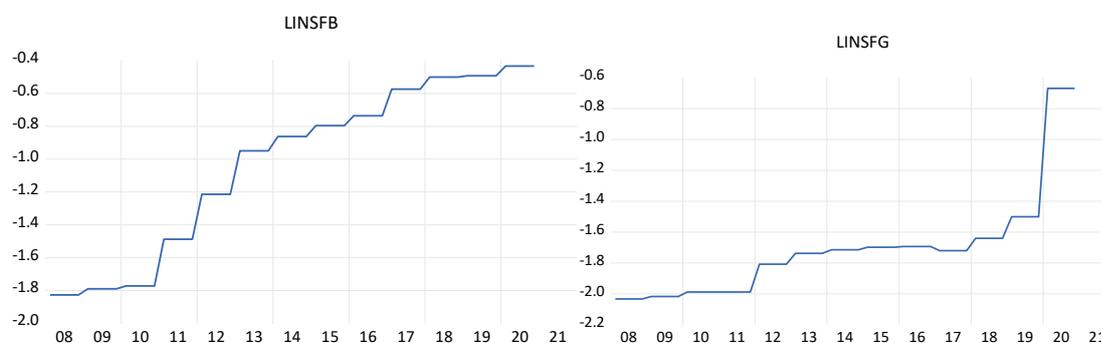
Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

Pour le Bénin, l'épargne n'a pas arrêté d'augmenter de 2008 à 2014, puis nous constatons une baisse en 2015 du fait des nouvelles réformes ainsi que l'application de la nouvelle politique monétaire de l'État. Entre 2016 et 2018, nous avons enregistré une période constante où l'épargne était constante, alors qu'en 2019 on enregistrerait une augmentation qui peut s'expliquer par le fait que durant la pandémie, la majorité des individus recevaient leur salaire sur leur compte au lieu de le recevoir en liquide.

❖ L'indice synthétique de l'inclusion financière (INSF)

Il reflète les sept indicateurs utilisés dans la zone UEMOA, pour s'imprégner de l'état d'avancement de l'inclusion financière. Son signe attendu est positif, et il constitue une mesure du niveau de l'inclusion financière permettant d'apprécier, de façon globale, l'évolution de l'inclusion financière dans toutes ses dimensions à la fois : accès, utilisation et qualité. La dimension accès, évalue la pénétration des services financiers, quant à l'aspect utilisation, il prend en considération la proportion de la population utilisant les services financiers. Et du point de vue qualité, c'est le taux d'intérêt réel des dépôts et des crédits qui sont mis en avant. On note une tendance à la hausse de l'indice synthétique de 2009 à 2019. On observe, entre 2019 et le début 2020, une stagnation de l'indice composite. Ce constat s'observe aussi au niveau du taux global d'utilisation des services financiers, qui peut s'expliquer par le confinement occasionné par la pandémie du Covid -19, réduisant l'activité du secteur financier. Au début de 2021, l'indice synthétique de l'inclusion financière a atteint son point culminant

Figure 9: L'indice synthétique de l'inclusion de financière



Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

L'évolution de l'indice synthétique de l'inclusion financière, entre 2008 et 2010 (**LINSB**) était très faible, car c'était le début de la notion. À partir de 2011 et jusqu'à 2020, **LINSFB** a

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

connu une hausse considérable grâce à la digitalisation des opérations financières, d'où cette évolution. Quant à la Guinée Bissau, LINSFG était très faible entre la période 2008 à 2019, du fait de l'instabilité politique du pays. Ensuite durant la période 2019 à 2020, les indices synthétiques de l'inclusion financière on commencé à évoluer.

2. Généralités sur le modèle ARDL

Pour vérifier si l'inclusion financière a un impact sur la demande de monnaie en Côte d'Ivoire, et ainsi déduire quels aménagements et dispositions faut-il envisager quant à la politique monétaire menée par la banque centrale, mais aussi en matière d'inclusion financière, nous estimerons alors un modèle autorégressif à retards distribués, appelé ARDL (Auto Régressive Distributed Lag model). Ce modèle, permet en effet de capter les effets temporels (délai d'ajustement, anticipations, etc.) dans l'explication d'une variable. Dans un modèle dynamique, une variable dépendante (Y_t) peut être expliquée à la fois par :

- Ses propres valeurs décalées. Un tel modèle dynamique est appelé « modèle autorégressif » (AR) et peut s'écrire :

$$Y_t = a_0 + a_1 Y_{t-1} + \dots + a_p Y_{t-p} + \varepsilon_t \text{ Avec } \varepsilon_t : \text{ terme d'erreur}$$

$$Y_t = a_0 + \sum a_i Y_{t-i} + \varepsilon_t \dots (1) i = 0,1,2,3 \dots p$$

- Des valeurs présentes des variables indépendantes (X_t) et leurs valeurs décalées dans le temps (X_{t-i}). Il s'agit ici des « modèles à retards échelonnés » (DL) qui ont la forme :

$$Y_t = \beta + b_0 X_t + \dots + b_q X_{t-q} + Z_t$$

$$Y_t = \beta + \sum b_i Y_{t-j} + Z_t$$

Les modèles autorégressifs à retards échelonnés, ou distribués (ARDL), combinent les caractéristiques de ces deux types de modèles précédents. Ci-dessous leurs formes :

$$Y_t = \varphi + a_1 Y_{t-1} + \dots + a_p Y_{t-p} + b_0 X_t + \dots + b_q X_{t-q} + \varepsilon_t$$

$$\text{Ou } Y_t = \varphi + \sum a_i Y_{t-i} + \sum b_i Y_{t-j} + \varepsilon_t \dots (3)$$

L'avantage de ce modèle est qu'il prend en considération toutes les variables intégrées d'ordre différents inférieures à I (2), c'est à dire stationnaires au niveau I (0) et à la première différence I (1). Donc, pour l'appliquer, nous procédons au test de stationnarité de Dickey

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

Fuller augmenté pour vérifier l'ordre d'intégration des séries. S'adosse à l'estimation du modèle ARDL, la vérification de l'existence d'au moins une relation de cointégration, ainsi pour des séries intégrées du même ordre différent de I (0). On applique le test de Johansen (1988,1991), pour des séries intégrées d'ordre I (0) et I (1), le test de cointégration aux bornes de Persan et Al (2001), où Bounds Test est le plus adéquat. Outre, Pour valider le modèle, une série de tests statistiques est effectuée : le test d'autocorrélation des résidus, le test d'hétéroscédasticités, ainsi que le test de normalité de Jacque Berra. Enfin, nous testons la stabilité des paramètres du modèle en utilisant le test de CUSUM et le tes de CUSUM Squares, permettant de faire ressortir la stabilité entre de la demande de monnaie et ses déterminants

2. Spécification du modèle

Nous cherchons à saisir les effets de l'inclusion financière (insf : variable d'intérêt) sur la croissance économique, au bénin et la Guinée Bissau), en tenant compte d'autres variables de contrôle indispensables dont l'investissement direct à l'étranger les résultats. Ces variables sont couramment utilisées dans des études estimant la fonction de la croissance économique : produit intérieur brut (PIB) et l'épargne brute. Nous nous sommes inspirés des travaux de Azzizi imad Eddine (2022) et de Khady Diaw (2022). Notre modèle est spécifié de la croissance économique suivante (forme fonctionnelle linéaire) :

PIB : f (IDE ; EPB ; inclusion financière (INSF) ...) (4)

Face aux divers indicateurs de mesure de l'inclusion financière, publiés par la BCEAO, Un seul a était alternativement retenus. En conséquence, une spécification de la croissance économique s'impose. Si l'on se propose de saisir les effets de court et de long terme des variables explicatives ci-dessus sur L'inclusion financière, la représentation ARDL (p, q, q, q) de la fonction (4) sera :

LPIB : Logarithme Le produit intérieur brut

LIDE : Logarithme Investissements Directs à l'Étranger

LEPB : Logarithme Epargne Brute

LINSF : Logarithme L'indice synthétique de l'inclusion financière

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

3. Estimation de la relation entre croissance économique et l'inclusion financière pour le Bénin et la Guinée Bissau

Pour analyser l'effet de l'inclusion financière sur la stabilité de la croissance économique, il nous faudrait à priori, savoir s'il existe une relation entre cette dernière et l'inclusion financière, ce qui nous conduit à l'estimation de la fonction de la croissance en tenant compte de l'inclusion financière, considérée comme une variable explicative, et à analyser sur la base des résultats l'effet stabilisateur, que peut avoir la finance inclusive sur le PIB de la Guinée Bissau et le Bénin .

4. Présentations et analyse des résultats empiriques

Dans notre étude, nous présenterons les résultats de la spécification de la croissance économique avec comme indicateur de l'inclusion financière, (LINSF), et nous considérons les résultats de l'estimation avec l'indice synthétique en annexe. Toutes les estimations ont été réalisées sur le logiciel Eviews dans sa version 12.

5. Etude de la stationnarité

Dans le but d'examiner l'ordre d'intégration des variables, nous utiliserons les tests de stationnarité de Dickey-Fuller Augmenté (ADF). Ce test permet de vérifier l'existence d'une racine unitaire (unit root) et le type de processus (déterministe ou stochastique). Grâce à ce test, nous avons pu dresser un tableau résumant ces caractéristiques sur nos variables choisies.

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

Tableau 1 : Résultats de l'Unit Root test (Bénin)

Modèles	ADFennive au								Conclu sion	ADFen1ere différence		ADFen2°dif férence		Or d r e (I)
	M3				M2		M1			M1		M1		
	β	T_{ADF}	φ	T_{ADF}	C	T_{ADF}	φ	T_{ADF}		φ	T_{ADF}	φ	T_{ADF}	
LPIBCBE	3.99	2,79	-3.98	-3.51	-	2,54	-	-	TS	-	-	-	-	-
LIDEB	0.	2,79	-1.66	-3.51	1.46	2,54	-1.35	-1,94	DS SD	-6,55	-1,94	-	-1,94	I (1)
LEPBB	2.84	2,79	-2.94	-3.50	0.90	2,54	0.99	-1.94	DS SD	-7	-1.94	-	-	I(1)
LINSFB	1.44	2,79	-1.82	-3.50	0.38	2,54	-2.24	-1,94	DS SD	-1,17	-1,94	-16	-1.94	I (2)

Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

Les résultats du test ADF, pour les variables PIB du Bénin, nous montrent que les variables sont non stationnaires au seuil de 5%. Le test en niveau avec le modèle 3 nous donne comme résultat une statistique supérieure à la valeur de la table de Dickey-Fuller (2,79) pour la variable, ce qui nous amène à l'acceptation de l'hypothèse de significativité de la tendance. Après vérification de la statistique ADF du modèle 3, qui s'est avérée inférieure à l'unité, nous concluons que le PIB et les importations sont non stationnaires et générées par un processus TS. Les tests de la série de l'investissement direct à l'étranger et l'épargne brute démontrent qu'au seuil de 5% ces variables sont non stationnaires et sont intégrées d'ordre (1). L'estimation du modèle 3 nous donne pour les deux variables des statistiques de la tendance inférieure à la valeur critique de la table ADF, la tendance est alors non significative pour ces variables. Ensuite, l'estimation du 2ème modèle, obtient comme résultat une acceptation de l'hypothèse de la non significativité de la constante. On passe alors au modèle 1, qui nous amène à l'acceptation de l'hypothèse d'existence d'une racine unitaire (probabilité supérieure

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

à 0,05). Le test effectué sur les séries en 1ère différence, nous conduit au rejet d'existence d'une racine unitaire. Toutes ces variables sont donc non stationnaires générées par un DS sans dérive. Pour la dernière variable, l'indice synthétique de l'inclusion financière, nous constatons que son ordre d'intégration est (2). Pour remédier à ce problème, nous avons utilisé le teste de Philips-perron, qui nous a permis de rendre cette variable d'ordre d'intégration. Le test effectué sur les séries en 1ère différence nous conduit au rejet d'existence d'une racine unitaire, donc non stationnaire générée par un DS sans dérive.

Tableau 2: Résultats de l'Unit Root test (guinée Bissau)

Modèles Variables	ADFennive au								Conclu sion	ADFen1ere différence		ADFen2°dif férence		Or dre (I)
	M3				M2		M1			M1		M1		
	β	T_{ADF}	φ	T_{ADF}	C	T_{ADF}	φ	T_{ADF}		φ	T_{ADF}	φ	T_{ADF}	
LPIBCG	2.45	2,79	-2.61	-3.50	1.01	2,54	2.67	-1.94	TS	-7	-1.94	-	-	I(1)
LIDEG	0.	2,79	-2.38	-3.50	2.23	2,54	-1.82	-1,94	DS SD	-7	-1,94	-	-1,94	I (1)
LEPBG	1.69	2,79	-2.53	-3.51	-1.83	2,54	-0.84	-1.94	DS SD	-6.55	-1.94	-	-	I(1)
LINSFG	1.03	2,79	-0.48	-3.50	1.37	2,54	-0.23	-1,94	DS SD	2.47	-1,94	-10.47	-1.94	I (2)

Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

Les tests de la série du PIB de la Guinée Bissau, l'investissement direct à l'étranger et l'épargne brute démontrent qu'au seuil de 5% ces variables sont non stationnaires et sont intégrées d'ordre (1). L'estimation du modèle 3 nous donne pour les trois variables des

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

statistiques de la tendance inférieures à la valeur critique de la table ADF, la tendance est alors non significative pour ces variables. Ensuite, l'estimation du 2ème modèle nous conduit à accepter également l'hypothèse de la non significativité de la constante. On passe alors au modèle 1, qui nous amène à l'acceptation de l'hypothèse d'existence d'une racine unitaire (probabilité supérieure à 0,05). Le test effectué sur les séries en 1ère différence, nous conduit au rejet d'existence d'une racine unitaire. Toutes ces variables sont donc non stationnaires générées par un DS sans dérive. Pour la dernière variable, l'indice synthétique de l'inclusion financière, nous constatons que son ordre d'intégration est (2). Pour remédier à ce problème, nous avons utilisé le teste de Philips-perron qui nous a permis de rendre cette variable d'ordre d'intégration. Le test effectué sur les séries en 1ere différence nous conduit au rejet d'existence d'une racine unitaire, donc non stationnaire générées par un DS sans dérive.

- **Le test de Philips-Perron :**

Le test de Philips Perron est basé sur le même modèle que celui de Dickey Fuller. A la différence du test de Dickey Fuller, le test de Philips et Perron prend en compte l'autocorrélation ainsi que l'hétéroscédasticité des erreurs

- **Corrélation entre les variables**

Tableau 3: Matrice de corrélation simple entre variables(bénin)

	PIBCBE	LINSFB	LIDEB	LEPBB
PIBCBE	1.000000	0.929266	0.209330	0.922397
LINSFB	0.929266	1.000000	0.462458	0.902022
LIDEB	0.209330	0.462458	1.000000	0.371720
LEPBB	0.922397	0.902022	0.371720	1.000000

Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

La matrice de corrélation simple entre variables (Tableau 3) renseigne de l'existence d'un lien positif forte entre la variable dépendante LPIBCE et les variables explicatives, LEPBB et coefficient de corrélation, dépassant 93.1%, il existe aussi une relation positive forte, entre le PIB et l'indice synthétique de l'inclusion financière LINSFB (93.5%). Donc, il existe une relation positive faible entre le PIB et LIDE 20.9%.

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

Tableau 4: Matrice de corrélation simple entre variables (Guinée Bissau)

	PIBCG	LINSFG	LIDEG	LEPBG
PIBCG	1.000000	0.703647	0.274439	0.413109
LINSFG	0.703647	1.000000	0.110684	0.281184
LIDEG	0.274439	0.110684	1.000000	0.240033
LEPBG	0.413109	0.281184	0.240033	1.000000

Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

La matrice de corrélation simple entre variables (Tableau n 4) renseigne de l'existence d'un lien positif faible entre la variable dépendante LPIBCE et les variables explicatives LEPBB et coefficient de corrélation, dépassant 41.3%. Il existe aussi une relation positive forte, entre le PIB et l'indice synthétique de l'inclusion financière LINSFB (70.3%). Donc, il existe une relation positive faible entre le PIB et LIDE 27.4%.

- **Choix du retard optimal et estimation du modèle ARDL**

Nous allons nous servir du critère d'information de Aikake (AIC) pour sélectionner le modèle ARDL optimal, celui qui offre des résultats statistiquement significatifs avec le moins de paramètres. Ci-dessous, les résultats d'estimation du modèle ARDL optimal retenu.

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

Tableau 5: Estimation du modèle ARDL Bénin

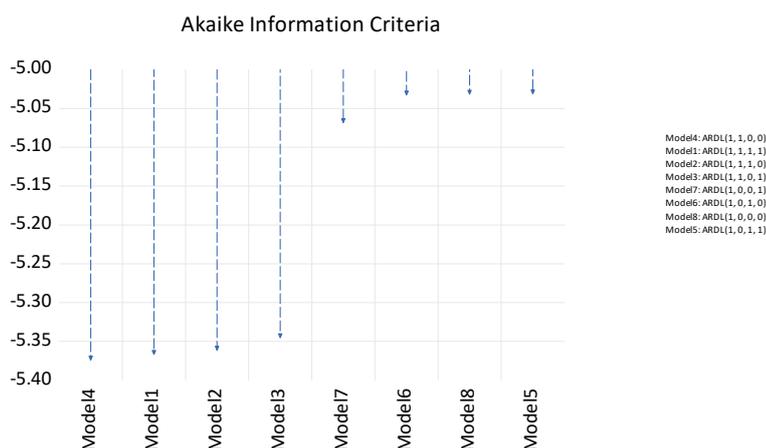
Dependent Variable : LPIBCBE Method : ARDL Date : 05/16/24 Time : 22 :33 Sample (adjusted) : 2008Q2 2020Q4 Included observations : 47 after adjustments Maximum dependentlags : 1 (Automaticselection) Model selection method: Akaike info criterion (AIC) Dynamic regressors (1 lag, automatic): LINSFB LIDEB LEPBB Fixedregressors : C Number of modelsevaluated : 8 Selected Model : ARDL (1, 1, 0, 0) Note: final equation sample is larger than selection sample				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob. *
LPIBCBE(-1)	0.802763	0.072987	10.99872	0.0000
LINSFB	0.212208	0.035741	5.937448	0.0000
LINSFB(-1)	-0.159097	0.036751	-4.329017	0.0001
LIDEB	-0.014980	0.006913	-2.166827	0.0361
LEPBB	0.064880	0.030325	2.139456	0.0384
C	4.445198	1.664008	2.671380	0.0108
R-squared	0.992031	Mea dépendent var		23.14713
AdjustedR-squared	0.991059	S.D. dependent var		0.165683
S.E. of regression	0.015666	Akaike info criterion		-5.355879
Sum squaredresid	0.010063	Schwarz criterion		-5.119690
Loglikelihood	131.8631	Hannan-Quinnriter.		-5.266999
F-statistic	1020.802	Durbin-Watson stat		2.326132
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

La figure suivante nous illustre le choix de retard optimal comme suit :

Figure 10: Choix du retard optimal

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau



Source : : résultat obtenue à partir du logiciel Eviews 12

Comme on peut le voir, le modèle ARDL (1,1,0,0) est le plus optimal pour la première spécification avec la variable LINSF parmi les quatre (4) autres présentées. Le modèle ARDL (1,1,0,0) a été sélectionné car il offre la plus petite valeur du critère de Akaike

Le tableau suivant nous donne les résultats de l'estimation du modèle ARDL en Guinée Bissau, comme suit :

Tableau 6: Estimation du modèle ARDL Guinée Bissau

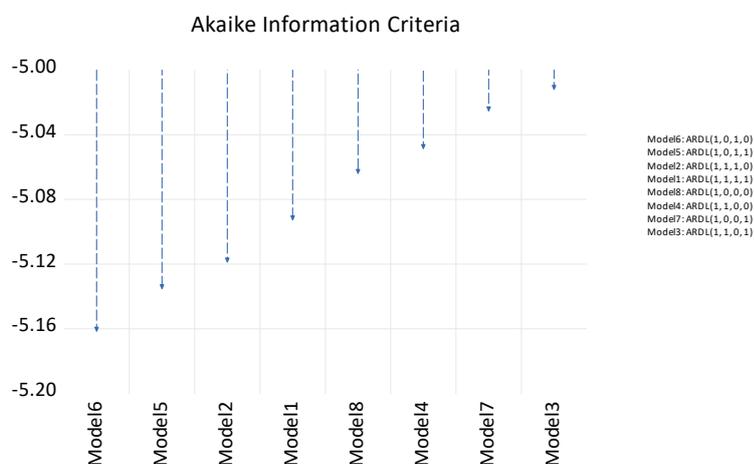
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LPIBCG(-1)	0.986648	0.034349	28.72390	0.0000
LINSFG	-0.006302	0.012559	-0.501795	0.6185
LIDEG	0.014466	0.008316	1.739548	0.0894
LIDEG(-1)	-0.011829	0.008197	-1.443024	0.1566
LEPBG	0.002941	0.004388	0.670294	0.5064
C	0.266728	0.724763	0.368021	0.7148
R-squared	0.978481	Meandependent var		20.76487
AdjustedR-squared	0.975857	S.D. dependent var		0.131650
S.E. of regression	0.020456	Akaike info criterion		-4.822340
Sum squaredresid	0.017156	Schwarz criterion		-4.586151
Loglikelihood	119.3250	Hannan-Quinn criter.		-4.733461
F-statistic	372.8557	Durbin-Watson stat		2.001467
Prob(F-statistic)	0.000000			

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

La figure suivante nous illustre bien le choix du retard optimal, comme suit :

Figure 11: Choix du retard optimal



Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

Comme on peut le voir, le modèle ARDL (1,0,1,0) est le plus optimal pour la première spécification avec la variable LINSF parmi les six autres présentées. Le modèle ARDL (1,1,0,0) a été sélectionné car il offre la plus petite valeur du critère de Akaike.

6. Le test de cointégration aux Bornes (Persan et al, 2001)

Dans la seconde description du modèle, nous avons mentionné que l'indice synthétique est stationnaire au niveau I (0) après le teste de Philips -perron. Nous avons également mentionné que le test de cointégration de Persan et al. (2001) était approprié. Le tableau fournissant les valeurs du test de Bounds utilise le test de Fisher pour vérifier les hypothèses de cointégration. Nous testons l'hypothèse nulle (H0) de l'absence de cointégration contre l'hypothèse alternative (H1) de l'existence de relation de cointégration.

Il est nécessaire de comparer les valeurs des bornes avec celles de Fisher dans la procédure du test. Si cette dernière dépasse la borne supérieure I (1), l'hypothèse alternative est admise. Si, au contraire, la valeur du Fisher est inférieure à la borne inférieure I (0), l'hypothèse nulle est acceptée. Selon le tableau du test de Bounds, il est évident que la statistique de Fisher, qui a une valeur de 3.49 est supérieure à la valeur de la borne supérieure au seuil de significativité de 10% pour un nombre d'observations N=51, ce qui correspond à la fourchette du nombre

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

d'observations à l'étude. Par conséquent, nous rejetons l'hypothèse nulle. On peut en déduire qu'il existe une relation de cointégration entre les séries du Bénin.

Tableau 7: Cointégration Bornes (Persan et al ,2001) Bénin

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
Asymptotic: n=1000				
F-statistic	3.491651	10%	2.37	3.2
K	3	5%	2.79	3.67
		2.5%	3.15	4.08
		1%	3.65	4.66
FiniteSample: n=55				
ActualSampleSize	51	10%	2.508	3.356
		5%	2.982	3.942
		1%	4.118	5.2
FiniteSample: n=50				
		10%	2.538	3.398
		5%	3.048	4.002
		1%	4.188	5.328

Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

Le tableau suivant nous procure les résultats de la cointégration Bornes en Guinée Bissau, comme suit :

Tableau 8: Cointégration Bornes (Persan et al ,2001) Guinée Bissau

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
Asymptotic: n=1000				
F-statistic	1.479714	10%	2.37	3.2
K	3	5%	2.79	3.67
		2.5%	3.15	4.08
		1%	3.65	4.66
FiniteSample: n=50				
ActualSampleSize	47	10%	2.538	3.398
		5%	3.048	4.002
		1%	4.188	5.328
FiniteSample: n=50				

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

	n=45		
10%	2.56	3.428	
5%	3.078	4.022	
1%	4.27	5.412	

Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

Selon le tableau du test de Bounds de la Guinée Bissau, il est évident que la statistique de Fisher, qui a une valeur de 1.47 qui est inférieure à la valeur de la borne supérieure au seuil de significativité de 10% pour un nombre d'observations N=50, ce qui correspond à la fourchette du nombre d'observations à l'étude. Par conséquent, nous acceptons l'hypothèse nulle. On peut en déduire qu'il n'existe pas de relation de cointégration entre les séries pour la Guinée Bissau

7. Estimation de la relation de long terme

La dynamique de long terme est obtenue dans les deux modèles par le Bounds test représenté ci-dessus pour l'indicateur de l'inclusion financière.

Tableau 9: Relation de long terme (Bénin)

Levels Equation Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(INSFB)	0.230412	0.050459	4.566307	0.0000
IDEB	-0.046418	0.012533	-3.703828	0.0006
LOG(EPBB)	0.373188	0.116059	3.215510	0.0024
C	22.42332	0.362635	61.83439	0.0000

EC = LOG(PIBCBE) - (0.2304*LOG(INSFB) - 0.0464*IDEB + 0.3732 *LOG(EPBB) + 22.4233)

Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

Sous la forme fonctionnelle, cette relation estimée s'écrit comme suit :

$$EC = \log(\text{PIBCBE}) - (0.2304 \cdot \log(\text{INSFB}) - 0.0464 \cdot \text{IDEB} + 0.3732 \cdot \log(\text{EPBB}) + 22.4233)$$

Après l'estimation de la relation de long terme du Bénin, on constate que l'inclusion financière a un impact positif sur la croissance économique, de même que l'épargne brute. Par contre, l'investissement direct étranger a un impact négatif sur cette dernière. Sur le plan statistique, on constate que les variables de l'inclusion financière et l'épargne brute et l'investissement direct étranger sont significatives (5%). Ces variables présentent respectivement des statistiques de student supérieures à 1,96 ce qui nous conduit à

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

l'acceptation de l'hypothèse de significativité des variables. Economiquement, le coefficient de 0.230412 indique qu'une augmentation de 1% de l'indice synthétique de l'inclusion financière (INSFB) est associée à une augmentation de 0.2304% de la variable dépendante (PIBCBE) à long terme. L'impact négatif d'une augmentation de 1 unité des investissements directs étrangers (IDEB) est associé à une diminution de 0.0464% de la variable dépendante (PIBCBE) à long terme. L'augmentation de 1% de l'épargne brute (EPBB) est associée à une augmentation de 0.3732% de la variable dépendante (PIBCBE) à long terme. La valeur t (3.215510) et la probabilité (0.0024) montrent que ce coefficient est statistiquement significatif au niveau de 1%.

Tableau 10:Relation de long terme (Guinée Bissau)

Levels Equation Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINSFG	-0.472009	1.975256	-0.238961	0.8123
LIDEG	0.197490	0.648652	0.304462	0.7623
LEPBG	0.220273	0.575043	0.383054	0.7037
C	19.97692	3.225946	6.192579	0.0000
EC = LPIBCG - (-0.4720*LINSFG + 0.1975*LIDEG + 0.2203*LEPBG + 19.9769)				

Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

$$EC = \log(\text{PIBCG}) - (-0.4720 \cdot \log(\text{LINSFG}) + 0.1975 \cdot \log(\text{LIDEG}) + 0.2203 \cdot \log(\text{LEPBG}) + 19.9769)$$

Après l'estimation de la relation de long terme, on constate que l'inclusion financière a un impact négatif sur la croissance économique, de même que l'investissement direct étranger. Par contre, l'épargne brute impacte positivement cette dernière. Les résultats des variables LINSFG, LIDEG et LEPBG montrent qu'ils n'ont pas d'effet significatif sur la variable dépendante PIBCG à long terme, du moins dans le cadre de ce modèle restreint. Seule la constante semble avoir un effet significatif sur la variable dépendante. Cela peut indiquer que d'autres variables ou modèles plus complexes pourraient être nécessaires pour expliquer la relation entre ces variables.

Nous passons à l'estimation du modèle ECM dans le but de déterminer la relation de court terme. Le modèle ECM est un modèle qui intègre à la fois les ajustements de court et long terme entre les variables du système. En effet, son estimation est

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

donnée dans le tableau ci-après :

8. Estimation de la relation de court terme

En procédant à une forme ECM (Error Correction Régression) sur le modèle ARDL prédéfini, nous obtenons dans les deux spécifications la relation de court terme entre les variables, présentée ci-dessous :

La force de rappel (CointEq (-1)), quant à elle, a un coefficient négatif de -0,21. Elle est donc significativement différente de zéro au seuil de 5% ce qui permet de confirmer l'existence d'un mécanisme à correction d'erreur.

Tableau 11:Relation de court terme (Bénin)

ECM Regression Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLOG(INSFB)	0.204306	0.027385	7.460540	0.0000
CointEq(-1)*	-0.216022	0.049546	-4.360057	0.0001
R-squared	0.534517	Meandependent var		0.010309
AdjustedR-squared	0.525017	S.D. dependent var		0.020831
S.E. of regression	0.014357	Akaike info criterion		-5.610766
Sum squaredresid	0.010100	Schwarz criterion		-5.535008
Loglikelihood	145.0745	Hannan-Quinn criter.		-5.581816
Durbin-Watson stat	2.330432			

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

Le tableau suivant nous résume les résultats liés à la relation de court terme en Guinée Bissau, comme suit :

Tableau 12:Relation de court terme (Guinée Bissau)

ECM Regression Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LIDEG)	0.014466	0.007123	2.030818	0.0488
CointEq(-1)*	-0.013352	0.004685	-2.849628	0.0068
R-squared	0.108808	Meandependent var		0.007351
AdjustedR-squared	0.089003	S.D. dependent var		0.020457
S.E. of regression	0.019526	Akaike info criterion		-4.992553
Sum squaredresid	0.017156	Schwarz criterion		-4.913823

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

Loglikelihood	119.3250	Hannan-Quinn criter.	-4.962926
Durbin-Watson stat	2.001467		

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

La force de rappel (CointEq (-1)) a un coefficient négatif de **-0,01**. Elle est donc significativement différente de zéro au seuil de 5% ce qui permet de confirmer l'existence d'un mécanisme à correction d'erreur. Cela signifie qu'environ 1% de l'erreur d'équilibre pour la Guinée Bissau. Dans le but de valider le modèle estimé, il est nécessaire de lui faire passer un certain nombre de tests. Il existe en effet plusieurs tests permettant cela, les nôtres se portent sur l'autocorrélation et l'hétéroscédasticité.

9. Teste de validité du modèle

Ce modèle dynamique souffre généralement de problèmes d'autocorrélation d'erreurs avec la présence de la variable endogène décalée comme explicative (modèles AR et ARDL), et de multi-colinéarité (modèles DL et ARDL), ce qui complique l'estimation des paramètres par les Moindres Carrés Ordinaires/MCO. Pour pallier à ces problèmes, il tient de recourir aux divers tests statistiques pour affirmer l'absence de ces anomalies (H_0) afin de s'assurer de la congruence de notre modèle. Dans le cas contraire, il serait bon d'abandonner ce modèle, donc d'accepter l'hypothèse alternative (H_1) de l'existence de ces anomalies dans nos séries.

10. Tests sur les résidus

Ces tests consistent à mettre en évidence la qualité des résidus, à savoir l'autocorrélation, l'hétéroscédasticité et la normalité.

Tableau 13: Test d'autocorrélation (Breusch-Godfrey) Benin

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:			
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags			
F-statistic	1.909457	Prob. F(2,43)	0.1605
Obs*R-squared	4.159955	Prob. Chi-Square(2)	0.1249

Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

La statistique de Breusch-Godfrey sert à vérifier l'absence d'autocorrélation des erreurs, c'est à dire l'indépendance de chaque écart (résidus) par rapport au précédent. Cette hypothèse est valable si la probabilité de F-stat est supérieure à 0.05, ce qui est souhaitable pour un modèle idéal. Dans notre cas, cette probabilité (0.16) est supérieure à 5%, qui indique l'absence de dépendance des erreurs.

Tableau 14: Test d'autocorrélation (Breusch-Godfrey) Guinée Bissau

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test: Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags			
F-statistic	0.954917	Prob. F(2,39)	0.3937
Obs*R-squared	2.194148	Prob. Chi-Square(2)	0.3338

Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

Pour la Guinée Bissau, nous avons la probabilité de F-stat est supérieure à 0.05, ce qui est souhaitable pour un modèle idéal. Dans notre cas, cette probabilité (0.32) est supérieure à 5%, qui indique l'absence de dépendance des erreurs.

Tableau 15: Test d'hétéroscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey) Bénin

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey Null hypothesis: Homoskedasticity			
F-statistic	1.250258	Prob. F(5,41)	0.3037
Obs*R-squared	6.218044	Prob. Chi-Square(5)	0.2856
Scaled explained SS	14.59228	Prob. Chi-Square(5)	0.0123

Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

Le test d'hétéroscédasticité, permet d'apprécier la dispersion des résidus, mais également de repérer une mauvaise spécification du modèle. La probabilité de F-statistique étant 0.3, qui est supérieure à 0.05, on accepte l'hypothèse H0. On peut constater de même pour la seconde spécification) de la croissance économique au Bénin. Il en résulte que la probabilité de F-statistique 0.28 est supérieure à 5 %, qui est satisfaisant. Nous sommes en présence d'homoscédasticité dans les deux cas, donc les résidus correspondent bien à des aléas de mesures.

Tableau 16: Test d'hétéroscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey) Guinée Bissau

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey Null hypothesis: Homoskedasticity			
---	--	--	--

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

F-statistic	0.930329	Prob. F(5,41)	0.4714
Obs*R-squared	4.789035	Prob. Chi-Square(5)	0.4422
Scaled explained SS	12.88782	Prob. Chi-Square(5)	0.0245

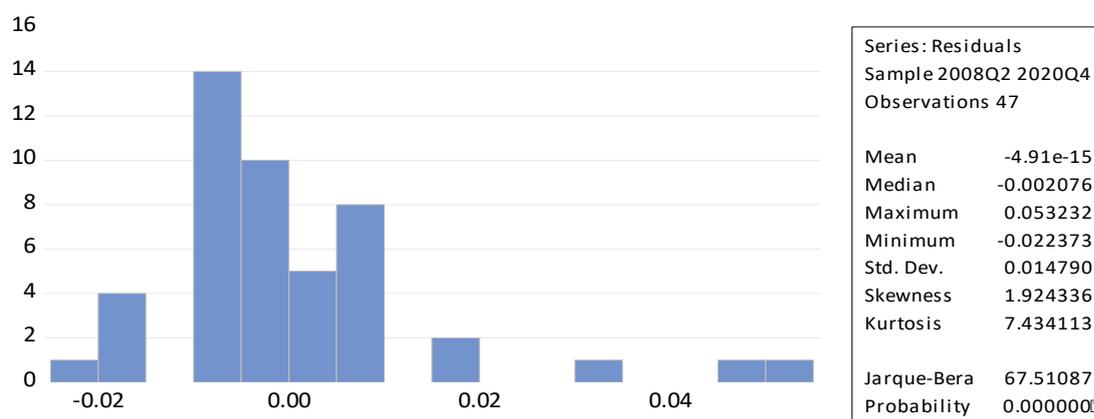
Source : Réalisé à partir du logiciel Eviews 12

Le test d'hétéroscédasticité pour la Guinée Bissau, permet d'apprécier la dispersion des résidus mais également de repérer une mauvaise spécification du modèle. La probabilité de F-statistique étant 0.47, qui est supérieure à 0.05, on accepte l'hypothèse H0. On peut constater de même pour la seconde spécification) de la croissance économique au Bénin. Il en résulte que la probabilité de F-statistique 0.44 est supérieure à 5 %, qui est satisfaisant. Nous sommes en présence d'homoscédasticité dans les deux cas, donc les résidus correspondent bien à des aléas de mesure.

11. Test de normalité de Jarque-Bera

Nous allons, dans les deux figures suivantes, procéder au test de normalité de Jarque-Bera au Bénin) et en Guinée Bissau, comme suit :

Figure 12: Normalité de Jarque-Bera (Benin))

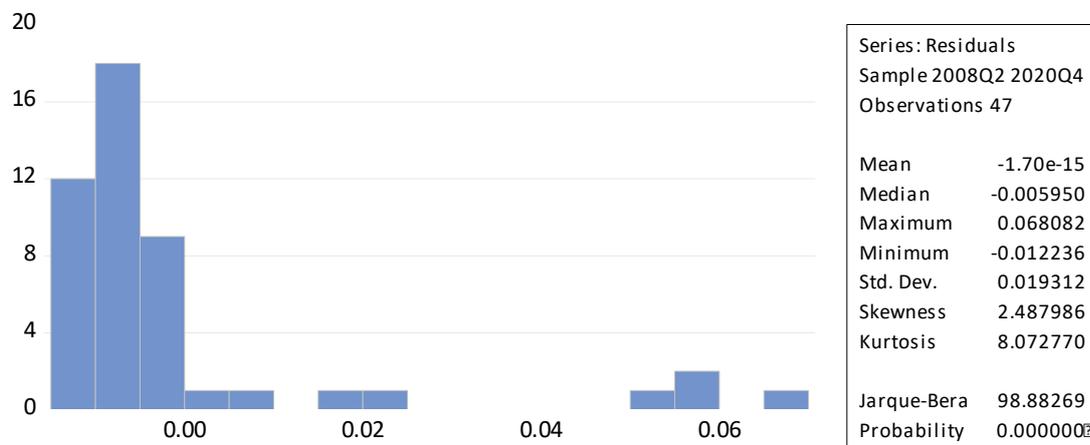


Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

Le graphe ci-dessus est relatif au test de normalité de Jarque-Bera. Le résultat de ce test nous indique que les résidus ne sont pas distribués selon une loi normale, car la probabilité (0.000) associée à la statistique de Jarque-Bera est inférieure à 0,05. Ceci n'entrave pas la validation étant donné que les résidus sont stationnaires.

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

Figure 13:Normalite de jarque-bera (Guinée Bissau)



Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

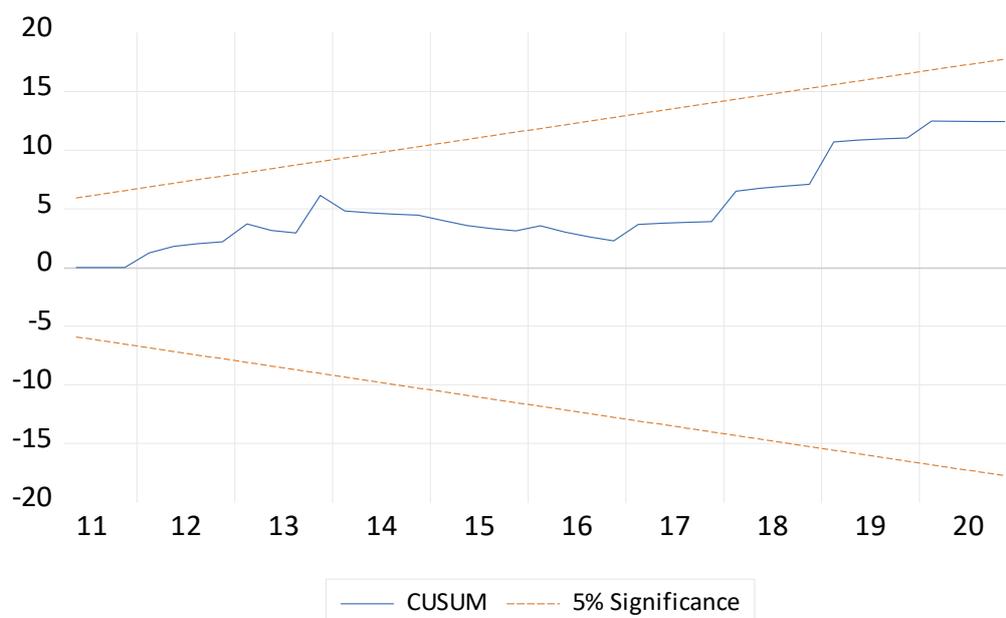
Pour la guinée Bissau, on obtient le même résultat que le Bénin ce qui signifie que les résidus ne sont pas distribués selon la loi normale car la probabilité (0.000).

11. Teste de stabilité

Il s'agit d'évaluer la stabilité des paramètres du modèle au fil du temps, c'est-à-dire de déterminer si la promotion de l'inclusion financière pour le Bénin et Guinée Bissau a maintenu une croissance économique stable ou non. L'utilisation du test de CUSUM permet de repérer l'existence d'une instabilité (systématique) présente dans les paramètres. Il illustre la courbe de l'ensemble des déchets. Le modèle présente donc des paramètres instables lorsque la courbe se trouve en dehors de la zone critique définie par les deux lignes critiques. Le test de CUSUMQ utilise la même méthode, basée sur la somme des carrés des résidus, afin de détecter des variations aléatoires dans la structure du modèle.

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

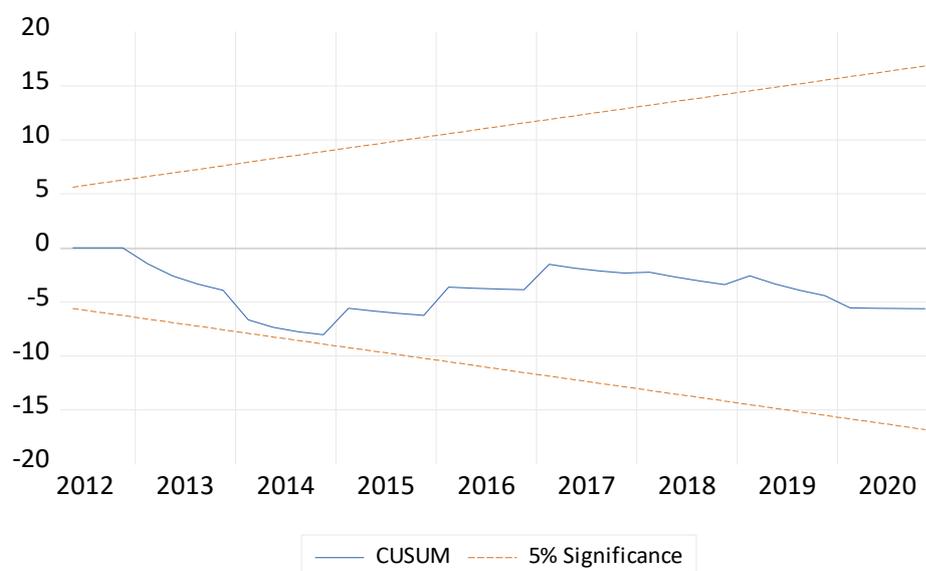
Figure 14: Résultat du teste cusum Benin



Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

Le graphe montre, en effet, que la courbe de la somme des résidus CUSUM est comprise dans la zone critique, indiquant une stabilité durant la période allant de 2008 à 2021 pour le Benin.

Figure 15: Résultat du teste cusum de la Guinée Bissau

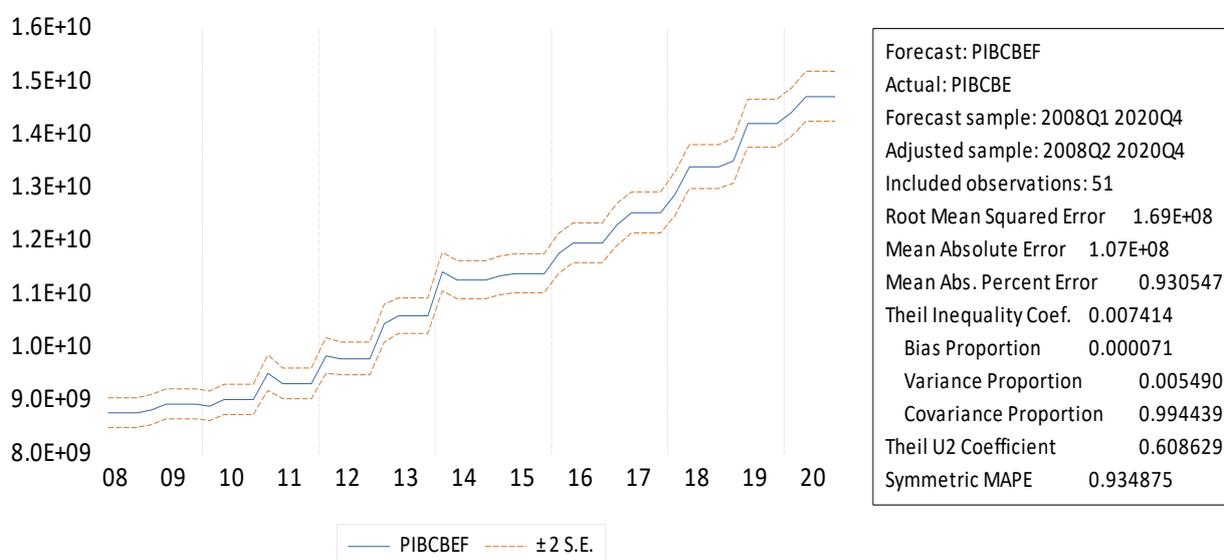


Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

Le graphe montre, en effet, que la courbe de la somme des résidus CUSUM est comprise dans la zone critique, indiquant une stabilité ? durant le période de 2008 à 2021

Figure 16: Comparaison entre les PIB ajustés et PIB observés (Benin)

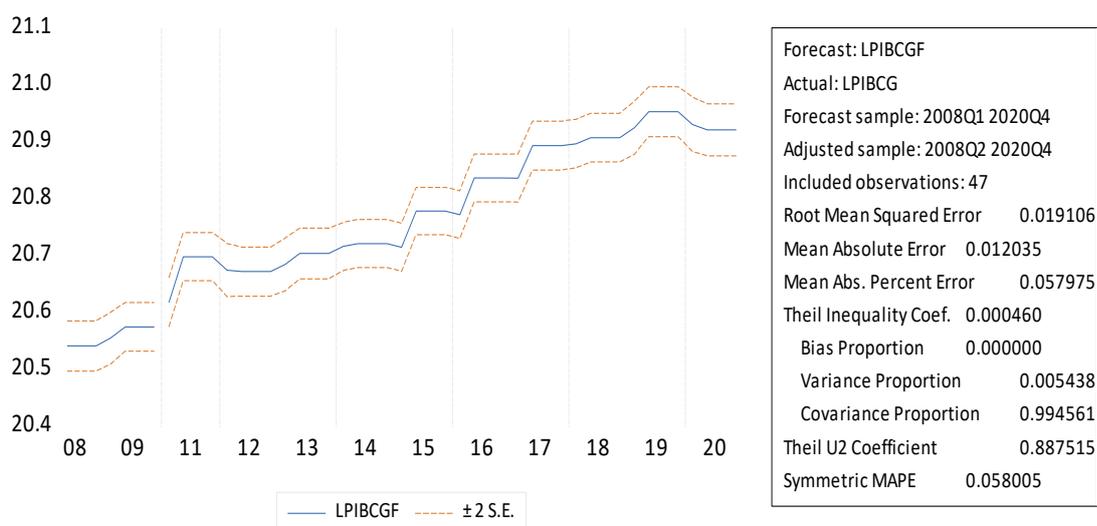


Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

La prévision de notre modèle est de bonne qualité au regard de l'indice d'inégalité de theil (Theil Inequality Coef), dont le coefficient s'avoisine autour de zéro (0.0007), donc il est presque nul. La proportion de Bias est nulle, ce qui présume l'insignifiance de l'écart entre la moyenne du modèle prédite et réelle. La faible variance de proportion dans notre cas est de (0.0007), donc l'écart entre la variation de la série réelle et la série prédite est très faible. Ainsi, nous pouvons donc conclure aux moyens des différents tests effectués pour valider notre modèle ARDL. Le présent modèle est validé car tous les tests réalisés sur les résidus sont très concluants, ce qui nous amène à confirmer que l'inclusion financière impacte la croissance économique au Bénin.

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

Figure 17: Comparaison entre les PIB ajustés et PIB observés (Guinée Bissau)



Source : Réalisée à partir du logiciel Eviews 12

Egalement, la prévision de notre modèle est de bonne qualité au regard de l'indice d'inégalité de theil (Theil Inequality Coef) où le coefficient s'avoisine autour de zéro (0.0004), donc il est presque nul. La proportion de Bias est nulle, ce qui présume l'insignifiance de l'écart entre la moyenne du modèle prédite et réelle. La faible variance de proportion dans notre cas est de (0.0004), donc l'écart entre la variation de la série réelle et la série prédite est très faible. Ainsi, nous pouvons donc conclure aux moyens des différents tests effectués pour valider notre modèle ARDL. Ainsi, le présent modèle est validé car tous les tests réalisés sur les résidus sont très concluants, ce qui nous amène à confirmer que l'inclusion financière impact la croissance économique de la Guinée Bissau.

Section 3 : Analyse empirique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau.

Cette dernière section est dédiée à l'analyse empirique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau. Ainsi, nous allons procéder à l'interprétation des résultats à court terme pour le cas des deux pays.

1. Interprétation des résultats à court terme au Bénin

Nous avons l'estimation de la dynamique de court terme, comme suit :

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

1 : 0.80 représente l'élasticité de la croissance économique du Benin par rapport à son niveau passé, décalée d'une période. Une hausse de 1% de la croissance économique passée, décalée d'un trimestre, entraîne une hausse de 0.80% de la croissance économique du trimestre suivant

2 : -0.014 représente l'élasticité de la croissance économique par rapport à l'investissement direct à l'étranger instantané. Une hausse l'investissement direct à l'étranger de 1%, engendre une baisse de la croissance économique de 0.014%.

3 : 0.064 représente l'élasticité de l'épargne brute par rapport aux a la croissance économique passé, décalé d'une période. Un accroissement de 1% de l'épargne brute passée, décalée d'un trimestre, a pour conséquence une hausse de la croissance économique de 0.064%.

4 : 0.21 représente l'élasticitéL'indice synthétique de l'inclusion financière (LINSFB) augmente de 1%, ce qui entraîne une hausse de 0,21% de la croissance économique. L'inclusion financière apporte une amélioration notable sur la croissance économique. L'amélioration de l'accès aux services financiers peut encourager l'activité économique, accroître les investissements et promouvoir une croissance plus inclusive.

5 : LINSFB (-1) a augmenté de 1% au trimestre précédent, ce qui entraîne une baisse de 0,16% de LPIBCBE au trimestre actuel. Il est possible que cette répercussion négative retardée suggère que les effets positifs de l'inclusion financière puissent être suivis de certains ajustements ou réactions économiques qui peuvent temporairement diminuer les performances de la croissance économique.

Selon les résultats, il est démontré que l'inclusion financière (LINSFB) et l'épargne brute (LEPBB) ont un effet positif important sur la croissance économique mettant en évidence l'importance de ces deux éléments pour la performance économique mesurée par cela. Par contre, les investissements étrangers directs (IDE) ont un effet négatif, ce qui laisse entendre que les profits des investissements étrangers peuvent être accompagnés de certains frais ou ajustements économiques à court terme. L'augmentation significative de LPIBCBE (-1) témoigne d'une persistance des conditions économiques qui influencent cette variable.

Notons que la force de rappelle est négative et significative avec une probabilité de 0.0001. En effet, l'inclusion financière antérieur de la période précédente a un impact positif sur

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

la croissance économique. Il est important de noter que la valeur du coefficient d'ajustement est négative et significative, avec une probabilité de 0.00, ce qui indique l'existence d'un mécanisme de correction d'erreur et, par conséquent, une relation de long terme entre les variables. C'est 0.21. Selon elle, 21% de la différence statistique est corrigée entre les trimestres pendant notre période d'étude. Cela signifie qu'un écart de 100% de la croissance économique par rapport à son niveau de long terme se traduit par une correction de 21% vers ce niveau d'équilibre à long terme le trimestre suivant.

L'ajustement de la valeur de R² (0.52) suggère que la régression du modèle de court terme est satisfaisante. En d'autres termes, les variables explicatives utilisées dans le modèle expliquent à 52 %.

2. Interprétation des résultats à court terme en Guinée Bissau

Le modèle ARDL (Autorégressive Distributed Lag) a été utilisé pour analyser les relations dynamiques entre le PIB réel par habitant (LPIBCG), l'indice synthétique de l'inclusion financière (LINSFG), les investissements directs étrangers (LIDEG) et l'épargne brute (LEPBG) en Guinée-Bissau.

✓ Persistances du PIB réel par habitant (LPIBCG (-1))

Le coefficient de LPIBCG (-1) est de 0.986648 et est très significatif ($p = 0.0000$). Cela indique que le PIB réel par habitant de la période précédente influence fortement le PIB réel par habitant de la période actuelle. Cette forte persistance suggère une inertie dans la croissance économique de la Guinée-Bissau, où les niveaux de PIB passés ont un impact significatif sur les niveaux futurs. Cela peut être dû à des facteurs structurels dans l'économie, telles que la stabilité des secteurs principaux ou la lenteur des changements économiques.

✓ Indice synthétique de l'inclusion financière (LINSFG)

Le coefficient de LINSFG est de -0.006302 et n'est pas significatif ($p = 0.6185$). L'inclusion financière, mesurée par cet indice, ne semble pas avoir un impact immédiat significatif sur le PIB réel par habitant. Cela pourrait indiquer que les améliorations dans l'inclusion financière n'ont pas encore eu le temps de se traduire en croissance économique mesurable, ou que d'autres facteurs limitent l'impact de l'inclusion financière sur le PIB.

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

✓ Investissements directs étrangers (LIDEG)

Le coefficient de LIDEG est de 0.014466 avec une signification marginale ($p = 0.0894$). Cela suggère que les IDE peuvent avoir un impact positif sur le PIB réel par habitant, bien que cet effet ne soit pas fortement concluant statistiquement.

Le coefficient de LIDEG (-1) est de -0.011829 et n'est pas significatif ($p = 0.1566$), indiquant que les effets des IDE avec un décalage ne sont pas significatifs.

Cela pourrait être interprété de plusieurs façons. D'une part, les IDE peuvent avoir des effets positifs immédiats mais limités, peut-être en raison de la taille et de la nature des investissements reçus. D'autre part, l'impact des IDE pourrait nécessiter plus de temps pour se matérialiser dans une croissance économique significative.

✓ Épargne brute (LEPBG)

Le coefficient de LEPBG est de 0.002941 et n'est pas significatif ($p = 0.5064$). L'épargne brute n'a pas d'effet immédiat significatif sur le PIB réel par habitant. Cela peut suggérer que les niveaux d'épargne actuelle ne sont pas suffisamment dirigés vers des investissements productifs qui pourraient stimuler la croissance économique.

Auparavant, l'économie de la Guinée-Bissau était fortement dépendante de son PIB réel par habitant, ce qui témoigne d'une stagnation dans la croissance économique. Les indicateurs d'inclusion financière, d'investissement direct étranger et d'épargne brute n'ont pas d'impacts immédiats ou retardés significatifs sur le PIB, ce qui laisse entendre que d'autres facteurs structurels ou politiques peuvent être requis pour favoriser la croissance économique. Il est essentiel de varier les sources de croissance et d'améliorer l'intégration des réformes économiques afin de maximiser l'impact des investissements et de l'inclusion financière.

3. Interprétation Économique du Modèle de Régression ECM pour LINSF Benin

La variable $DLOG(INSFB)$ est l'indice synthétique de l'inclusion financière qui varie logarithmiquement. L'effet immédiat et positif de l'augmentation de l'inclusion financière sur le PIB réel par habitant est indiqué par le coefficient positif et très significatif ($p < 0,01$). Si l'inclusion financière augmente de 1%, cela entraîne une hausse de 0.204% du PIB réel par habitant à court terme. L'amélioration de l'inclusion financière par des politiques peut avoir

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

des conséquences positives immédiates et importantes sur la croissance économique. Il est essentiel de poursuivre l'encouragement de l'inclusion financière afin de stimuler le PIB à court terme. Selon le modèle ECM, il est démontré que l'inclusion financière a un impact positif immédiat sur le PIB réel par habitant, et qu'il existe un mécanisme de correction d'erreur qui permet de ramener le PIB vers son niveau d'équilibre à long terme. Les résultats mettent en évidence la nécessité de favoriser l'inclusion financière afin de favoriser la croissance économique à court terme et de maintenir des politiques économiques stables afin de garantir la résilience et la correction vers l'équilibre à long terme. Dans le contexte des analyses précédentes des modèles ARDL, ces résultats mettent en évidence l'importance de l'inclusion financière dans la dynamique économique du Bénin, tant à court qu'à long terme. Il est donc essentiel que les responsables politiques accordent une attention particulière à des initiatives visant à améliorer l'accès aux services financiers afin de favoriser une croissance économique durable et continue.

4. Interprétation Économique du Modèle de Régression ECM pour LINSF Guinée Bissau

La variation des investissements directs étrangers est représentée par la variable $D(LIDEG)$. Le résultat positif et significatif ($p < 0.05$) suggère qu'une hausse des investissements directs étrangers a un impact positif sur le PIB réel par habitant. En particulier, une hausse de 1% des investissements directs étrangers entraîne une hausse de 0,014% du PIB réel par habitant à court terme. Le rôle des investissements directs étrangers (IDE) est crucial pour favoriser la croissance économique à court terme en Guinée-Bissau. Les politiques visant à attirer plus d'IDE peuvent donc être bénéfiques pour la croissance économique.

Nous pouvons constater que l'inclusion financière n'a pas effet sur la croissance économique de la Guinée Bissau, car il n'existe pas de relation à court terme, la seule relation notable est celle avec LIDE.

5. Comparaison globale des deux modèles

Les deux modèles ARDL sont très utiles pour comprendre les éléments qui influencent le LPIBCBE au Bénin et le LPIBCG en Guinée-Bissau. Néanmoins, le modèle béninois se démarque grâce à sa capacité explicative accumulée, à sa structure de décalage complète et à ses résultats statistiques significatifs. Tout en soulignant la persistance du LPIBCG, le modèle

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

de Guinée-Bissau pourrait être intéressant par des recherches plus approfondies afin de clarifier les liens entre le LPIBCG et les variables indépendantes à coefficients non significatifs.

Après avoir interpréter nos résultats, nous constatons que l'inclusion financière en Guinée Bissau est la plus faible de l'UEMOA. Pour y remédier, nous préconisons que la guinée devrait mettre en place des compagnes de sensibilisation de la population au service financier, d'assurer également tout service à sa population et d'instaurer plusieurs banques dans chaque région du pays. Mais, pour cela, le pays doit régulariser sa situation politique qui est un frein à sa croissance économique.

Conclusion

Dans le but de mener à bien ce chapitre, nous avons débuté notre étude par une analyse des deux pays en utilisant un modèle ARDL. Nous avons constaté que la croissance est accompagnée par un accès aux services financiers dans les pays en développement.

Comme estimation de la relation à court et à long terme du Benin, nous avons démontré que l'inclusion a un effet positif sur la croissance économique. Dans notre estimation à court terme pour le Benin, toutes les variables sont significatives, à part IDE, le PIB est 0.80 et nous remarquons que l'indice synthétique de l'inclusion financière est de 0.21. Une augmentation de 1% de l'inclusion financière entraîne une hausse de 0.21% de la croissance économique, démontrant l'impact positif de l'accès accru aux services financiers sur l'économie.

Mais, pour la Guinée Bissau, nous avons un PIB est de 0.98 qui est significatif, l'inclusion financière est négative (0.0063). Les IDE ont un effet positif sur la croissance du pays, avec 0.014. Cependant, on se pose la question pourquoi l'inclusion financière n'est-elle pas significative ? Cela peut s'expliquer par une instabilité économique du pays et une forte présence du secteur informel. Ainsi, une stabilité politique permettrait d'accroître la contribution de l'inclusion financière à la croissance économique du pays.

Chapitre III : Analyse économétrique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'objectif principal de notre travail de recherche était de vérifier empiriquement si l'inclusion financière impacte la croissance économique dans la zone UEMOA, plus particulièrement au Bénin et à la Guinée Bissau.

Généralement en Afrique, on compte un nombre important de personnes qui n'ont pas accès aux services financiers, notamment celles habitant dans des zones rurales, les femmes en particulier. D'où l'inclusion financière apparaît comme le moyen d'améliorer et de faciliter l'accès à ces services financiers (transactions, épargne, paiement, etc.).

En effet, l'inclusion financière joue un rôle important dans la croissance économique, car elle encourage la création de produits financiers accessibles à tous, tout en assurant leur sécurité et leur fiabilité à travers la sensibilisation et l'éducation financière. En plus, l'inclusion financière permet aux individus de comprendre et d'utiliser efficacement les services financiers disponibles grâce à l'accès à des technologies financières innovantes. Elle élimine les barrières géographiques, tout en offrant des services adaptés à diverses populations.

De son côté, la croissance économique, comme élément de notre travail, est considérée comme une augmentation soutenue de la production d'un pays sur le long terme. Elle est l'un des objectifs recherchés par toutes les économies du monde. Pour atteindre cette croissance économique, beaucoup de facteurs rentrent en jeu, parmi ces facteurs nous avons l'inclusion financière. Elle présente un intérêt majeur pour la croissance économique à travers plusieurs manières.

D'abord, l'inclusion financière permet à un plus grand nombre d'individus et de petites entreprises d'accéder à des services de crédit, d'épargne et d'assurance. Cela favorise l'entrepreneuriat, l'investissement et la consommation, qui sont des moteurs essentiels de la croissance économique. En plus, elle améliore la productivité en facilitant l'accès aux services financiers, et elle contribue à réduire la pauvreté et les inégalités économiques. Les populations, auparavant exclues des systèmes financiers formels, peuvent désormais participer activement à l'économie, augmentant ainsi leur niveau de vie.

Ensuite, une plus grande inclusion financière renforce la résilience économique des ménages et des entreprises en leur offrant des moyens pour mieux gérer les crises économiques et les chocs externes. Les services financiers tels que l'assurance et les systèmes de paiement électroniques rendent les économies plus stables.

Egalement, les services financiers, en particulier les paiements électroniques et les services bancaires mobiles, améliorent l'efficacité et la productivité des transactions économiques. Ils

réduisent les coûts de transaction, facilitent le commerce et augmentent la rapidité des échanges économiques.

Enfin, l'inclusion financière favorise la mobilisation de l'épargne nationale en canalisant les fonds des ménages vers les institutions financières formelles. Cette épargne peut ensuite être réinvestie dans l'économie sous forme de prêts aux entreprises et aux particuliers, stimulant ainsi l'activité économique.

Afin de d'atteindre notre objectif, nous avons choisi de procéder à une analyse théorique et pratique de la question. L'analyse théorique nous a permis de mener une étude empirique sur ladite question. Ce qui nous a permis de confirmer ou d'infirmer nos hypothèses établies préalablement.

Quant à l'étude empirique, nous avons opté pour une méthode économétrique afin d'essayer de faire nos estimations sur l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau. La méthode choisie est la méthode auto régressif à retard échelonné, communément appelée ARDL. Cette méthode a été choisie pour des raisons purement économétriques, car elle constitue le modèle le plus adéquat afin d'avoir des résultats économiquement et statistiquement fiables.

Quant aux choix des variables utilisées dans l'étude empirique, nous avons opté pour des variables en fonction de notre étude théorique. Les variables choisies sont : le **PIB**, qui représente la croissance économique ; l'**EPB**, qui représente l'épargne brute ; l'**IDE**, qui représente l'investissement direct étranger, ainsi que l'**LINSF**, représentant l'indice synthétique de l'inclusion financière. Les valeurs qui ont été choisies étaient situées entre 2008 à 2020.

Les principaux résultats obtenus lors de notre étude empirique concernant les deux pays montrent que :

Après avoir vérifié les caractéristiques des séries, notamment la stationnarité, plusieurs tests ont suivi, tel le test de Johansen et Persan et Al (2001), afin de déterminer l'existence d'une relation de cointégration entre la croissance économique et l'inclusion financière, qui au préalable ont fait l'objet du test de causalité de Toda-Yamamoto, permettant de mettre en évidence les liens de cause à effet entre les différentes variables du modèle. Cependant, on a dû recourir au test de CUSUM et CUSUMQ pour évaluer la stabilité de la croissance tout au long de la période d'étude, après s'être assuré de la validité de nos deux modèles considérés. Après l'estimation de la relation de long terme du Bénin, on a constaté que l'inclusion

financière a un impact positif sur la croissance économique, de même que l'épargne brute. Par contre, l'investissement direct étranger impacte négativement cette dernière.

Après l'estimation de la relation de long terme de la Guinée Bissau, on a constaté que l'inclusion financière a un impact négatif sur la croissance économique, de même que l'investissement direct à l'étranger. Par contre, l'épargne brute impacte positivement sur cette dernière. D'après nos résultats, nous pouvons confirmer la première hypothèse de notre travail, en tous cas pour le Bénin. Cette hypothèse affirme que l'inclusion financière a un impact positif et significatif sur la croissance économique des pays membres de l'UEMOA, plus particulièrement au Bénin et en Guinée Bissau. Cette hypothèse n'est valide que sur une condition d'après notre étude.

À travers ces résultats, nous avons jugé important de faire certaines recommandations, notamment aux autorités de la Guinée Bissau, pour qu'elles puissent augmenter le taux d'inclusion financière afin d'avoir une croissance économique meilleure.

Ces recommandations sont :

- Assurer la stabilité politique économique et financière;
- Lutter contre la corruption tout en interdisant le secteur informel;
- Participer à des initiatives régionales visant à harmoniser les politiques et à partager les meilleures pratiques en matière d'inclusion financier ;
- Remédier au problème de l'inondation en assurant la sécurité de la population ;
- Encourager les banques et autres institutions financières à investir dans des projets de développement durable et à soutenir les initiatives locales ;
- Lancer des campagnes d'éducation financière pour sensibiliser la population à l'importance de l'épargne, du crédit, et de l'utilisation des services financiers formels ;
- Intégrer l'éducation financière dans les programmes scolaires pour sensibiliser dès le plus jeune âge ;
- Favoriser les investissements directs étrangers.

En mettant en œuvre ces recommandations, la Guinée-Bissau peut progresser de manière significative vers une inclusion financière plus large et plus efficace, stimulant ainsi sa croissance économique et réduisant les inégalités.

Cependant, tout travail humain est rythmé de difficultés, les limites de notre travail se situent au niveau du manque de disponibilité des données, à la fiabilité des données statistiques et des observations faibles. En effet, au départ nous n'avions que treize observations, d'où notre

recours à une transformation des données annuelles en données trimestrielles afin d'avoir le nombre observations qui dépasse trente. Le modèle ARDL nous a permis d'estimer à long terme l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique des deux pays.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE

I. Ouvrages

- KUMA, J, K. (2024). *Modelisation ARDL: test de cointégration aux bornes et approches de yoda-yamamoto*, Centre de recherche economique et quantitative, Paris.
- MALTHUS, T. (1798). *An essay on principle of population*, édition Jonson, Paris.
- PERROUX, F. (2004). *Les theiores de la croissance*, DUNOD, Paris.
- PIERRE, R. (2010), *Croissance et crise*, édition Pearson education, Paris.
- REGIS, B. (2015), *Econometrie*, DUNOD, Paris.
- RICARDO, D. (1817), *Ppincipes de l économie politique et impôt*, édition Albemarle street, Angleterre.
- SOLOW,M, R. (1956), *Contribution to the theory of Economic Growth*, The quarterly journal of economic, Paris.

II. Articles et rapports

- AZZIZI, I, E., et AZZAOU, K. (2022), “L’impact de l’inclusion financière sur la croissance économique en Algérie : Une analyse économétrique de la période (2004-2019)», *Revue des réformes économiques et Intégration En Economie Mondiale*, université Alger 1.
- BCEAO. (2023), “Rapport annuel de l inclusion financière. *Situation de l inclusion financière dans l UEMOA 2021*” (<https://www.bceao.int/fr/publications/rapport-annuel-de-bceao>).
- BCEAO. (2023), “Rapport annuel de l inclusion financière. *Situation de l inclusion financière dans l UEMOA 2020*” (<https://www.bceao.int/fr/publications/rapport-annuel-de-bceao>).
- BCEAO. (2023), “Rapport annuel de l inclusion financière. *Situation de l inclusion financière dans l UEMOA 2019*” (<https://www.bceao.int/fr/publications/rapport-annuel-de-bceao>).
- BCEAO. (2023), “Rapport annuel de l inclusion financière. *Situation de l inclusion financière dans l UEMOA 2018*” (<https://www.bceao.int/fr/publications/rapport-annuel-de-bceao>).
- Développement, Groupe de la banque africaine. (2024), « Document de strategie. Bénin- Document de strategie pays 2022-2026 » (<https://www.afdb.org/fr/documents/benin-document-de-strategie-pays-2022-2026>).

- DIAW, K. (2022), « Effets de l'inclusion financière sur la croissance inclusive dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) », *Revue scientifique Academic Finance*, Paris.
- GUNTHER, I., MAROUANI, M, A., et RAFFINOT, M. (2024), « La croissance au Mali est-elle pro pauvres ? », *édition DIAL*, Paris.
- NOUMBA, I. (2022), “Politique d'inclusion financière pour la croissance en zone CEMAC : une modélisation à partir de la méthode des moments généralisés », *université de Yaoundé II*, Cameroun.
- SOLOW, R.M. (1996), “A Contribution to the Theory of Economic Growth. The Quarterly Journal of Economics”, 70(1), pp. 65-94. (<https://www.grin.com/document/903368>).
- TOURE, M., SOW, O., et THIAM, I. (2023), « Dynamique de l'inclusion financière et développement agricole dans les pays de l'UEMOA », *Revue scientifique Academic Finance*, Paris.

III. Thèses et mémoires de fin de cycle

- AMANZOU NoghbouAndetchi Aubin. (2018), *Connaissance et croissance économique dans la zone UEMOA*, thèse de doctorat en sciences économiques et développement, Côte d'Ivoire.
- AMMI Mohamed. (2016), *Test des liens de causalités épargne-croissance économique*, mémoire de Master en sciences économiques, Montréal.
- ISSOUFOU KANSAYE Soufian. (2021), *Accessibilité et utilisation du service bancaire et financier, limites et perspectives : Cas du Niger*, Mémoire de Master en sciences économiques, Université de Tizi Ouzou.
- NDIAYE Malick. (2016), *LA REGULATION DES SERVICES FINANCIERS NUMERIQUES AU SEIN DE L'UEMOA : Une quête d'inclusion financière à la lumière des approches de régulation innovantes*, thèse de doctorat, Paris.

IV. Sites internet

- <https://books.openedition.org/iheid/355> (Consulté le 8/01/2024).

- https://www.memoireonline.com/06/09/2186/m_Analyse-de-la-Croissance-Economique-du-Mali-depuis-lindependance1.html (Consulté le 8/01/2024).
- <https://www.cairn.info/les-nouvelles-theories-de-la-croissance--9782707140920-page-26.htm> (Consulté le 8/01/2024).
- <https://www.mcours.net/fra10/safara10ean131.pdf/> (Consulté le 8/01/2024).
- <https://www.memoireonline.com/01/20/11495/Croissance-economique-et-amelioration-de-conditions-de-vie-de-population-en-republique-democrati.html/> (Consulté le 11/01/2024).
- <https://wp.unil.ch/bases/2013/05/-croissance> (Consulté le 02/02/2024).
- https://www.wikiberal.org/wiki/Produit_int%C3%A9rieur_brut (Consulté le 12/02/2024).
- https://www.memoireonline.com/04/15/9095/m_Problematique-de-la-croissance-economique-en-RDC8.htm (Consulté le 14/02/2024).
- <http://www.surlasociete.com/analyses/pib> (Consulté le 14/02/2024).
- UEMOA: <http://www.uemoa.int/Traitémodifier>(Consulté le 24/02/2024).
- UEMOA, traite, (art.8, 26)
- <https://24haubenin.info/?Le-Benin-classe-1er-en-inclusion-financiere-dans-l-UEMOA> (Consulté le 05/03/2024).
- <https://leconomistebenin.com/la-covid-19-propulse-linclusion-financiere-au-benin/> (Consulté le 05/03/2024).
- <https://www.banquemonde.org/fr/topic/financialinclusion/overview#1> (Consulté le 26/03/2024).
- <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/8-points-cles-pour-accelerer-l-inclusion-financiere> (Consulté le 26/03/2024).
- <https://www.socialnetlink.org/2022/01/02/inclusion-financiere-le-benin-1er-pays-de-luemoa/> une task-force constitue à atteindre un but précis ou résoudre un problème particulier(Consulté le 09/04/2024).
- <https://www.socialnetlink.org/wp-content/uploads/2020/07/uemoa-1127-1306733.jpg> (Consulté le 12/04/2024).
- <https://www.mcours.net/fra10/safara10ean131.pdf/> (Consulté le 06/05/2024).
- https://www.academia.edu/90947720/Impact_of_inflation_on_economic_growth_the_case_of_Morocco(Consulté le 12/04/2024).

LES ANNEXES

Annexe n°1: Test Augmented Dickey-Fuller Benin

Null Hypothesis: LPIBCBE has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 6 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.988159	0.0162
Test critical values:		
1% level	-4.175640	
5% level	-3.513075	
10% level	-3.186854	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LINSFB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/21/24 Time: 11:51
 Sample (adjusted): 2009Q2 2020Q4
 Included observations: 47 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINSFB(-1)	-0.116589	0.064052	-1.820235	0.0762
D(LINSFB(-1))	-0.006238	0.127398	-0.048964	0.9612
D(LINSFB(-2))	-0.022820	0.121865	-0.187259	0.8524
D(LINSFB(-3))	-0.039403	0.117191	-0.336225	0.7385
D(LINSFB(-4))	0.718230	0.114388	6.278881	0.0000
C	-0.196322	0.131845	-1.489038	0.1443
@TREND("2008Q1")	0.003311	0.002284	1.449338	0.1550
R-squared	0.593638	Mean dependent var	0.028849	
Adjusted R-squared	0.532684	S.D. dependent var	0.071864	
S.E. of regression	0.049127	Akaike info criterion	-3.052222	
Sum squared resid	0.096537	Schwarz criterion	-2.776668	
Log likelihood	78.72722	Hannan-Quinn criter.	-2.948530	
F-statistic	9.739062	Durbin-Watson stat	2.094832	
Prob(F-statistic)	0.000001			

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LINSFB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/21/24 Time: 17:57
 Sample (adjusted): 2009Q2 2020Q4
 Included observations: 47 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINSFB(-1)	-0.026526	0.015734	-1.685836	0.0994
D(LINSFB(-1))	-0.101879	0.110428	-0.922576	0.3616
D(LINSFB(-2))	-0.101879	0.110428	-0.922576	0.3616
D(LINSFB(-3))	-0.101879	0.110428	-0.922576	0.3616
D(LINSFB(-4))	0.667068	0.110256	6.050183	0.0000
C	-0.006988	0.018059	-0.386946	0.7008
R-squared	0.572298	Mean dependent var	0.028849	
Adjusted R-squared	0.520139	S.D. dependent var	0.071864	
S.E. of regression	0.049782	Akaike info criterion	-3.043593	
Sum squared resid	0.101607	Schwarz criterion	-2.807404	
Log likelihood	77.52445	Hannan-Quinn criter.	-2.954714	
F-statistic	10.97223	Durbin-Watson stat	1.977884	
Prob(F-statistic)	0.000001			

Null Hypothesis: LINSFB has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 4 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.244011	0.0254
Test critical values:		
1% level	-2.615093	
5% level	-1.947975	
10% level	-1.612408	

Null Hypothesis: D(LINSFB) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.178523	0.2146
Test critical values:		
1% level	-2.615093	
5% level	-1.947975	
10% level	-1.612408	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(LINSFB,2) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-16.60336	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.615093	
5% level	-1.947975	
10% level	-1.612408	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIDEB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/21/24 Time: 18:07
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 46 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIDEB(-1)	-0.103574	0.062258	-1.663627	0.1035
C	0.111002	0.072768	1.525430	0.1345
@TREND("2008Q1")	-0.002121	0.002391	-0.886964	0.3800
R-squared	0.096580	Mean dependent var	0.014816	
Adjusted R-squared	0.054560	S.D. dependent var	0.223416	
S.E. of regression	0.217235	Akaike info criterion	-0.152678	
Sum squared resid	2.029221	Schwarz criterion	-0.033418	
Log likelihood	6.511585	Hannan-Quinn criter.	-0.108002	
F-statistic	2.298442	Durbin-Watson stat	2.050178	
Prob(F-statistic)	0.112625			

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIDEB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/21/24 Time: 18:09
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 46 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIDEB(-1)	-0.117562	0.060081	-1.956716	0.0567
C	0.056181	0.038312	1.466404	0.1496
R-squared	0.080051	Mean dependent var	0.014816	
Adjusted R-squared	0.059143	S.D. dependent var	0.223416	
S.E. of regression	0.216708	Akaike info criterion	-0.178026	
Sum squared resid	2.066346	Schwarz criterion	-0.098520	
Log likelihood	6.094592	Hannan-Quinn criter.	-0.148242	
F-statistic	3.828739	Durbin-Watson stat	1.985324	
Prob(F-statistic)	0.056745			

Null Hypothesis: LIDEB has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.358759	0.1592
Test critical values:		
1% level	-2.616203	
5% level	-1.948140	
10% level	-1.612320	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LEPBB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 20:37
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 51 after adjustments

Null Hypothesis: D(LIDEB) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.557439	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.618579	
5% level	-1.948495	
10% level	-1.612135	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEPBB(-1)	-0.282133	0.095855	-2.943335	0.0050
C	0.676143	0.229201	2.949998	0.0049
@TREND("2008Q1")	0.004103	0.001445	2.840046	0.0066
R-squared	0.155415	Mean dependent var	0.010239	
Adjusted R-squared	0.120224	S.D. dependent var	0.068669	
S.E. of regression	0.064409	Akaike info criterion	-2.590093	
Sum squared resid	0.199131	Schwarz criterion	-2.476456	
Log likelihood	69.04736	Hannan-Quinn criter.	-2.546669	
F-statistic	4.416314	Durbin-Watson stat	1.833020	
Prob(F-statistic)	0.017356			

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LEPBB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 20:40
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEPBB(-1)	-0.035600	0.043488	-0.818616	0.4170
C	0.107725	0.119476	0.901645	0.3717
R-squared	0.013492	Mean dependent var	0.010239	
Adjusted R-squared	-0.006641	S.D. dependent var	0.068669	
S.E. of regression	0.068897	Akaike info criterion	-2.473982	
Sum squared resid	0.232593	Schwarz criterion	-2.398224	
Log likelihood	65.08654	Hannan-Quinn criter.	-2.445033	
F-statistic	0.670131	Durbin-Watson stat	2.000834	
Prob(F-statistic)	0.416969			

Null Hypothesis: LEPBB has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.993648	0.9133
Test critical values:		
1% level	-2.611094	
5% level	-1.947381	
10% level	-1.612725	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(LEPBB) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.000000	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.612033	
5% level	-1.947520	
10% level	-1.612650	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe n°2: Test Augmented Dickey-Fuller Guinee Bissau

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIBCG)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 20:51
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBCG(-1)	-0.287004	0.109949	-2.610327	0.0120
C	5.897938	2.255480	2.614937	0.0119
@TREND("2008Q1")	0.002446	0.000995	2.458239	0.0176
R-squared	0.129538	Mean dependent var	0.007659	
Adjusted R-squared	0.093268	S.D. dependent var	0.020412	
S.E. of regression	0.019436	Akaike info criterion	-4.986316	
Sum squared resid	0.018133	Schwarz criterion	-4.872679	
Log likelihood	130.1511	Hannan-Quinn criter.	-4.942892	
F-statistic	3.571556	Durbin-Watson stat	1.967914	
Prob(F-statistic)	0.035810			

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LINSFG)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 20:57
 Sample (adjusted): 2009Q2 2020Q4
 Included observations: 47 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINSFG(-1)	-0.142718	0.295995	-0.482163	0.6323
D(LINSFG(-1))	0.081831	0.337935	0.242151	0.8099
D(LINSFG(-2))	0.075338	0.332759	0.226405	0.8220
D(LINSFG(-3))	0.068846	0.327621	0.210137	0.8346
D(LINSFG(-4))	2.054651	0.458533	4.480919	0.0001
C	-0.345062	0.624682	-0.552380	0.5838
@TREND("2008Q1")	0.003604	0.003486	1.033939	0.3074
R-squared	0.404591	Mean dependent var	0.028680	
Adjusted R-squared	0.315280	S.D. dependent var	0.124920	
S.E. of regression	0.103369	Akaike info criterion	-1.564428	
Sum squared resid	0.427402	Schwarz criterion	-1.288875	
Log likelihood	43.76407	Hannan-Quinn criter.	-1.460736	
F-statistic	4.530120	Durbin-Watson stat	2.027230	
Prob(F-statistic)	0.001363			

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LINSFG)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 21:03
 Sample (adjusted): 2009Q2 2020Q4
 Included observations: 47 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINSFG(-1)	0.143150	0.105774	1.353366	0.1834
D(LINSFG(-1))	-0.207213	0.190024	-1.090461	0.2819
D(LINSFG(-2))	-0.207213	0.190024	-1.090461	0.2819
D(LINSFG(-3))	-0.207213	0.190024	-1.090461	0.2819
D(LINSFG(-4))	1.922620	0.440764	4.362017	0.0001
C	0.268693	0.194732	1.379809	0.1751
R-squared	0.388678	Mean dependent var	0.028680	
Adjusted R-squared	0.314127	S.D. dependent var	0.124920	
S.E. of regression	0.103455	Akaike info criterion	-1.580607	
Sum squared resid	0.438825	Schwarz criterion	-1.344418	
Log likelihood	43.14426	Hannan-Quinn criter.	-1.491727	
F-statistic	5.213561	Durbin-Watson stat	1.966209	
Prob(F-statistic)	0.000855			

Null Hypothesis: LINSFG has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 4 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.231620	0.5975
Test critical values:		
1% level	-2.615093	
5% level	-1.947975	
10% level	-1.612408	

*Mackinnon (1996) one-sided n-values

Null Hypothesis: D(LINSFG) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	2.479816	0.9963
Test critical values:		
1% level	-2.615093	
5% level	-1.947975	
10% level	-1.612408	

*Mackinnon (1996) one-sided n-values

Null Hypothesis: D(LINSFG,2) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-10.47301	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.615093	
5% level	-1.947975	
10% level	-1.612408	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIDEG)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 21:07
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIDEG(-1)	-0.271374	0.095868	-2.830697	0.0068
C	0.177071	0.110799	1.598137	0.1166
@TREND("2008Q1")	-0.000710	0.003533	-0.200928	0.8416
R-squared	0.149356	Mean dependent var	0.012787	
Adjusted R-squared	0.113913	S.D. dependent var	0.389847	
S.E. of regression	0.366972	Akaike info criterion	0.889959	
Sum squared resid	6.464080	Schwarz criterion	1.003596	
Log likelihood	-19.69396	Hannan-Quinn criter.	0.933383	
F-statistic	4.213932	Durbin-Watson stat	1.801710	
Prob(F-statistic)	0.020604			

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIDEG)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 21:09
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIDEG(-1)	-0.274338	0.093794	-2.924899	0.0052
C	0.160207	0.071618	2.236956	0.0299
R-squared	0.148641	Mean dependent var	0.012787	
Adjusted R-squared	0.131266	S.D. dependent var	0.389847	
S.E. of regression	0.363361	Akaike info criterion	0.851584	
Sum squared resid	6.469517	Schwarz criterion	0.927342	
Log likelihood	-19.71540	Hannan-Quinn criter.	0.880534	
F-statistic	8.555036	Durbin-Watson stat	1.795084	
Prob(F-statistic)	0.005207			

Null Hypothesis: LIDEG has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.829277	0.0645
Test critical values: 1% level	-2.611094	
5% level	-1.947381	
10% level	-1.612725	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(LIDEG) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.000000	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.612033	
5% level	-1.947520	
10% level	-1.612650	

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LEPBG)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 21:16
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 46 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEPBG(-1)	-0.230736	0.090866	-2.539295	0.0148
C	0.217651	0.192670	1.129654	0.2649
@TREND("2008Q1")	0.008205	0.004827	1.699738	0.0964
R-squared	0.142912	Mean dependent var	-0.009297	
Adjusted R-squared	0.103047	S.D. dependent var	0.467042	
S.E. of regression	0.442324	Akaike info criterion	1.269445	
Sum squared resid	8.412969	Schwarz criterion	1.388704	
Log likelihood	-26.19723	Hannan-Quinn criter.	1.314120	
F-statistic	3.584933	Durbin-Watson stat	1.899777	
Prob(F-statistic)	0.036312			

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LEPBG)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 21:17
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 46 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEPBG(-1)	-0.175627	0.086688	-2.025965	0.0489
C	0.336690	0.183304	1.836782	0.0730
R-squared	0.085325	Mean dependent var	-0.009297	
Adjusted R-squared	0.064537	S.D. dependent var	0.467042	
S.E. of regression	0.451720	Akaike info criterion	1.290994	
Sum squared resid	8.978224	Schwarz criterion	1.370500	
Log likelihood	-27.69287	Hannan-Quinn criter.	1.320778	
F-statistic	4.104532	Durbin-Watson stat	1.877838	
Prob(F-statistic)	0.048858			

Null Hypothesis: LEPBG has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.844190	0.3448
Test critical values: 1% level	-2.616203	
5% level	-1.948140	
10% level	-1.612320	

Null Hypothesis: D(LEPBG) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.557439	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.618579	
5% level	-1.948495	
10% level	-1.612135	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe n°3 : Test de Philips perron Benin

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(LINSFB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 21:26
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINSFB(-1)	-0.108778	0.075177	-1.446947	0.1544
C	-0.167939	0.144436	-1.162724	0.2507
@TREND("2008Q1")	0.003136	0.002567	1.221880	0.2277
R-squared	0.050912	Mean dependent var	0.027304	
Adjusted R-squared	0.011366	S.D. dependent var	0.069282	
S.E. of regression	0.068887	Akaike info criterion	-2.455671	
Sum squared resid	0.227781	Schwarz criterion	-2.342034	
Log likelihood	65.61961	Hannan-Quinn criter.	-2.412247	
F-statistic	1.287423	Durbin-Watson stat	2.188005	
Prob(F-statistic)	0.285338			

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(LINSFB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 21:30
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINSFB(-1)	-0.019964	0.019291	-1.034929	0.3058
C	0.006435	0.022373	0.287640	0.7748
R-squared	0.021391	Mean dependent var	0.027304	
Adjusted R-squared	0.001420	S.D. dependent var	0.069282	
S.E. of regression	0.069233	Akaike info criterion	-2.464257	
Sum squared resid	0.234866	Schwarz criterion	-2.388499	
Log likelihood	64.83855	Hannan-Quinn criter.	-2.435307	
F-statistic	1.071078	Durbin-Watson stat	2.320682	
Prob(F-statistic)	0.305783			

Null Hypothesis: LINSFB has a unit root
 Exogenous: None
 Bandwidth: 50 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-5.706862	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.611094	
5% level	-1.947381	
10% level	-1.612725	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe n°4 : Test de Philips perron Guinée Bissau

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(LINSFG)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 21:35
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINSFG(-1)	-0.096829	0.088284	-1.096785	0.2782
C	-0.226416	0.193894	-1.167727	0.2487
@TREND("2008Q1")	0.003299	0.001855	1.777845	0.0818
R-squared	0.066742	Mean dependent var	0.026728	
Adjusted R-squared	0.027856	S.D. dependent var	0.120024	
S.E. of regression	0.118340	Akaike info criterion	-1.373482	
Sum squared resid	0.672213	Schwarz criterion	-1.259845	
Log likelihood	38.02380	Hannan-Quinn criter.	-1.330058	
F-statistic	1.716355	Durbin-Watson stat	2.043494	
Prob(F-statistic)	0.190565			

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(LINSFG)
 Method: Least Squares
 Date: 05/23/24 Time: 21:38
 Sample (adjusted): 2008Q2 2020Q4
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINSFG(-1)	0.027935	0.054734	0.510384	0.6121
C	0.075017	0.096116	0.780483	0.4389
R-squared	0.005288	Mean dependent var	0.026728	
Adjusted R-squared	-0.015012	S.D. dependent var	0.120024	
S.E. of regression	0.120921	Akaike info criterion	-1.348927	
Sum squared resid	0.716477	Schwarz criterion	-1.273169	
Log likelihood	36.39763	Hannan-Quinn criter.	-1.319977	
F-statistic	0.260492	Durbin-Watson stat	2.172168	
Prob(F-statistic)	0.612074			

Null Hypothesis: LINSFG has a unit root
 Exogenous: None
 Bandwidth: 2 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-1.500238	0.1238
Test critical values:		
1% level	-2.611094	
5% level	-1.947381	
10% level	-1.612725	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(LINSFG) has a unit root
 Exogenous: None
 Bandwidth: 0 (Newey-West automatic) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-7.000000	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.612033	
5% level	-1.947520	
10% level	-1.612650	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe n°5 : Test de cointégration aux Bornes et la relation de long terme

Tableau 9: Relation de long terme (Bénin)

Levels Equation Case 2: Restricted Constant and No Trend					Levels Equation Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOG(INSFB)	0.230412	0.050459	4.566307	0.0000	LINSFG	-0.472009	1.975256	-0.238961	0.8123
IDEB	-0.046418	0.012533	-3.703828	0.0006	LIDEG	0.197490	0.648652	0.304462	0.7623
LOG(EPBB)	0.373188	0.116059	3.215510	0.0024	LEPBG	0.220273	0.575043	0.383054	0.7037
C	22.42332	0.362635	61.83439	0.0000	C	19.97692	3.225946	6.192579	0.0000
EC = LOG(PIBCBE) - (0.2304*LOG(INSFB) - 0.0464*IDEB + 0.3732*LOG(EPBB) + 22.4233)					EC = LPIBCG - (-0.4720*LINSFG + 0.1975*LIDEG + 0.2203*LEPBG + 19.9769)				

Annexe n° 6 : Test d'hétéroscédasticité Benin

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

Null hypothesis: Homoskedasticity

F-statistic	1.250258	Prob. F(5,41)	0.3037
Obs*R-squared	6.218044	Prob. Chi-Square(5)	0.2856
Scaled explained SS	14.59228	Prob. Chi-Square(5)	0.0123

Annexe n° 7 : Test d'hétéroscédasticité Guinée Bissau

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

Null hypothesis: Homoskedasticity

F-statistic	0.930329	Prob. F(5,41)	0.4714
Obs*R-squared	4.789035	Prob. Chi-Square(5)	0.4422
Scaled explained SS	12.88782	Prob. Chi-Square(5)	0.0245

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
CHAPITRE I.....	5
LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE.....	5
Section1 : Généralités sur la croissance économique	6
1. Définition.....	6
2. Les types de la croissance économique.....	6
3. Les facteurs de croissance	7
4. Les contributions de la croissance	8
5. Les différentes phases d'un cycle économique.....	9
6. Les principaux objectifs de politique économique.....	10
7. Les instruments de la politique économique	11
Section 2 : Les théories de la croissance économique	13
1. L'École Classique.....	13
2. La conception keynésienne.....	15
3. La conception néoclassique.....	17
Section 3 : Les mesures de la croissance économique	20
1. Le produit intérieur brut (PIB)	20
2. Comparaisons internationales et parités de pouvoir d'achat	22
3. La croissance potentielle et sa mesure.....	22
4. Différentes formules pour calculer la croissance et le PIB	22
Conclusion	24
CHAPITRE II.....	25
L'INCLUSION FINANCIÈRE.....	25
Section 1 : Cadre théorique de l'inclusion financière	26
1. Définition.....	26
2. L'objectif de l'inclusion financière	27
3. Les indicateurs de l'inclusion financière	27
4. Le rôle inclusion financière dans le développement économique.....	28
5. Les moyens utilisés par l'Etat pour promouvoir l'inclusion financière	29
Section 2 : L'utilisation de l'inclusion financière dans la zone de L'UEMOA	32
1. La présentation de la zone UEMOA	32
2. Les objectifs et les organes qui assurent le fonctionnement de l'UEMOA.....	34
Nous résumons les objectifs et organes qui assurent le bon fonctionnement de l'UEMOA comme suit:.....	34

Section 3 : L'utilisation de l'inclusion financière dans le Bénin et la Guinée Bissau	43
1. Pour le Bénin.....	43
2. Pour la Guinée Bissau	46
Conclusion.....	48
CHAPITRE III	49
ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE DE L'IMPACT DE L'INCLUSION FINANCIÈRE SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU BÉNIN ET EN GUINÉE BISSAU	49
Section 1 : La démarche Méthodologique	49
1. L'importance et les objectifs de l'étude	49
2. Les limites de l'étude	50
3. La revue de la littérature empirique	50
Section 2 : L'approche théorique du modèle ARDL	51
1. Choix des variables	51
2. Spécification du modèle	57
3. Estimation de la relation entre croissance économique et l'inclusion financière pour le Bénin et la Guinée Bissau	58
4. Présentations et analyse des résultats empiriques	58
5. Etude de la stationnarité	58
La figure suivante nous illustre le choix de retard optimal comme suit :.....	63
6. Le test de cointégration aux Bornes (Persan et al ,2001)	65
7. Estimation de la relation de long terme	67
8. Estimation de la relation de court terme	69
9. Teste de validité du modèle	70
10. Tests sur les résidus	70
11. Teste de stabilité	73
Section 3 : Analyse empirique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau.	76
Cette dernière section est dédiée à l'analyse empirique de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Bénin et en Guinée Bissau. Ainsi, nous allons procéder à l'interprétation des résultats à court terme pour le cas des deux pays.	76
1. Interprétation des résultats à court terme au Bénin.....	76
2. Interprétation des résultats à court terme en Guinée Bissau	78
3. Interprétation Économique du Modèle de Régression ECM pour LINSF Bénin	79
4. Interprétation Économique du Modèle de Régression ECM pour LINSF Guinée Bissau	80
5. Comparaison globale des deux modèles	80
Conclusion.....	81

CONCLUSION GÉNÉRALE	82
I. Ouvrages	87
- SOLOW, R.M. (1996), “A Contribution to the Theory of Economic Growth. The Quarterly Journal of Economics”, 70(1), pp. 65-94. (https://www.grin.com/document/903368).....	88
LES ANNEXES	90

Résumé

L'objectif de ce mémoire est de déterminer si l'inclusion financière contribue à la croissance économique des pays membres de membres de l'union économique monétaire ouest africaine (l'UEMOA) à partir des données collectées par la banque mondiale et la BCEAO du Bénin et de la Guinée Bissau. L'étude est appliquée séparément pour chaque pays avec le modèle ARDL (Autorégressive Distributed lag) sur la période 2008-2020. Après l'utilisation du modèle, les résultats montrent qu'il existe une relation de long terme entre l'inclusion financière et la croissance économique au Bénin. Ce qui est de la Guinée Bissau les résultats obtenus montrent que l'inclusion financière n'impacte pas entièrement la croissance économique à long terme. Cependant l'inclusion financière semble avoir des effets plus ou moins négatifs croissance économique. Ensuite, relation de cointégration ainsi établie, est stable avec le test de CUSUM et CUSUM squares.

Mot clé : l'inclusion financière, croissance économique, l'UEMOA, modèle économétrique (ARDL), Bénin, Guinée Bissau.

Abstract

The objective of this dissertation is to determine whether financial inclusion contributes to the economic growth of member countries of the West African Economic Monetary Union (UEMOA) based on data collected by the World Bank and the BCEAO of Benin and Guinea Bissau. The study is applied separately for each country with the ARDL model (Autoregressive distributed lag) over the period 2008-2020. After using the model, the results show that there is a long-term relationship between financial inclusion and economic growth in Benin. As for Guinea Bissau, the results obtained show that financial inclusion does not fully impact long-term economic growth. However, financial inclusion seems to have more or less negative effects on economic growth. Then, the Co integration relationship thus established is stable with the CUSUM and CUSUM squares test.

Keyword : financial inclusion, economic growth, UEMOA, econometric model (AR DL), Benin, Guinea Bissau.

ملخص

الهدف من هذا البحث هو تحديد ما إذا كانت الشمول المالي يسهم في النمو الاقتصادي للدول الأعضاء في الاتحاد النقدي الاقتصادي لغرب إفريقيا (اليوموا) استناداً إلى البيانات التي جمعتها البنك الدولي وبنك غرب إفريقيا المركزي من بنين وغينيا بيساو. يتم تطبيق الدراسة على كل بلد على حدة باستخدام النموذج الأرضل (الانحدار الذاتي الموزع) على مدار الفترة 2008-2020. بعد استخدام النموذج، تظهر النتائج وجود علاقة طويلة الأمد بين الشمول المالي والنمو الاقتصادي في بنين. أما بالنسبة لغينيا بيساو، فإن النتائج تظهر عدم تأثير الشمول المالي بشكل كامل على النمو الاقتصادي على المدى الطويل. ومع ذلك، يبدو أن الشمول المالي له تأثيرات سلبية متفاوتة على النمو الاقتصادي. بعد ذلك، يتم التحقق من استقرار العلاقة المتكاملة مع اختبار CUSUM و CUSUM squares.

كلمات مفتاحية: الشمول المالي، النمو الاقتصادي، اليوموا، النموذج الاقتصادي (ARDL)، بنين، غينيا بيساو